

CHAPITRE 3

Le parti socialiste dans le Var : la personnalisation des relations politiques

“À l'époque tout le monde était socialiste, et puis dans le département on était aussi plus soldaniste que socialiste, mais c'est vrai que je me souviens que mon grand-père, qui est décédé quand j'avais six ans, avait un ami qui est décédé plus tard, qui était le père de Monsieur C., à Vinon, qui faisait partie de cette équipe. Ces dernières années, il disait : 'On a toujours été socialiste, mais c'est pas les mêmes qu'aujourd'hui'... Il y a quarante ans en arrière, c'est vrai que ce n'était pas pareil. Les Varois étaient socialistes, c'était comme ça.”¹

L'analyse des propriétés des élus et responsables socialistes du Var a mis en relief leur ancrage dans la société varoise traditionnelle, une société faiblement industrialisée — en dehors de la région toulonnaise —, où ont longtemps prédominé les activités non salariées (agriculture, artisanat, commerce...) et les emplois publics. Plusieurs indicateurs vont dans ce sens ; en premier lieu, la part non négligeable, par comparaison avec les deux autres fédérations étudiées, des membres des professions indépendantes au sein de notre population, qui s'élève à 25% — dont 9,2% d'agriculteurs² — contre 10% en Ille-et-Vilaine et à peine 3,5% dans le Pas-de-Calais. Ces liens avec le monde de la boutique et de

¹. Entretien avec Francis Gillet, ancien président de la FDSEA du Var, directeur de la cave coopérative vinicole et premier adjoint au maire de St-Julien-le-Montagné, le 4 mai 1991.

². Ce chiffre aurait été bien plus élevé si l'on avait pris en compte les adhérents à la Fédération des élus socialistes et républicains, beaucoup de maires de communes rurales continuant de s'afficher comme socialiste ou républicain sans adhérer formellement au PS.

la terre transparaissent plus nettement encore si l'on observe l'origine sociale des dirigeants et élus socialistes varois puisque 20% sont fils ou fille d'artisan ou de commerçant et 22% fils ou fille d'agriculteur : au total, 32% ont au moins deux attributs indépendants (agriculteurs inclus) contre environ 14% dans nos deux autres fédérations. L'attache avec le milieu des petits propriétaires indépendants est caractéristique des socialistes originaires du département. Ces derniers, qui représentent 56% de l'ensemble et dont 86% vivent, sont élus ou militent dans leur canton de naissance (tableau 25), possèdent pour moitié au moins trois attributs d'appartenance au milieu indépendant, ce qui n'est le cas que de 27,3% de ceux qui sont nés en dehors du Var, les trois quarts ayant au moins deux attributs indépendants.

Tableau 25 : Nombre d'attributs indépendants (y compris agriculteurs) selon le lieu de naissance des dirigeants et responsables socialistes du Var

	0 attribut	1 attribut	2 attributs	3 attributs et plus	NR	Total
Nés dans le Var	3,6 (1)	17,8 (5)	25,0 (7)	50,0 (14)	3,6 (1)	56,0 (28)
Nés hors du Var	18,2 (4)	31,8 (7)	13,6 (3)	27,3 (6)	9,1 (2)	44,0 (22)
Total	10,0 (5)	24,0 (12)	20,0 (10)	40,0 (20)	6,0 (3)	100,0 (50)

Cette proximité des natifs du Var avec les classes moyennes indépendantes se traduit notamment par leur niveau moins élevé de diplôme. La moitié en effet ne possède qu'un diplôme équivalent au CEP, au CAP ou au BEP, contre 18,2% de ceux qui sont nés hors du département ; inversement, 54,5% de ces derniers ont un diplôme supérieur ou égal à la licence contre 7,2% des autochtones. Dans l'ensemble, avec 36% d'agents ayant un niveau d'études CAP, BEP, BEPC ou moins, le parti socialiste varois n'apparaît dominé ni par les enseignants du primaire ou du secondaire comme dans le Pas-de-Calais, ni par les cadres supérieurs du secteur public ou privé fortement diplômés comme en Ille-et-Vilaine. Certes, ces groupes sont loin d'y occuper une position secondaire, mais tout se passe comme s'ils s'équilibraient : les enseignants sont concurrencés à la fois par d'autres fonctionnaires en fin de carrière

ou en retraite qui, de retour dans leur ville de naissance après plusieurs années, investissent dans la politique locale³, et par des agents exerçant une profession indépendante, souvent issus d'une famille de responsables ou de militants engagés politiquement. Enfin, la faiblesse des activités militantes extra-partisanes d'un bon nombre d'entre eux confirme l'importance des ressources politiques fondées sur des réseaux d'interconnaissance informels, typique d'une société rurale où la notoriété familiale et sociale compte autant que l'activisme dans une organisation : ainsi, 22% n'ont occupé aucune responsabilité dans une organisation de jeunesse, un syndicat ou une association (contre 6,2% dans le Pas-de-Calais et 7,7% en Ille-et-Vilaine) et 40% une seule responsabilité, la plupart du temps locale.

À considérer ces chiffres, on perçoit cependant une importante transformation du milieu socialiste. En effet, les élus et responsables nés hors du département sont à peine minoritaires dans notre population (44% contre 18% dans le Pas-de-Calais par exemple). Porteurs souvent d'autres traditions politiques, ils ont par exemple moins de liens familiaux avec la politique locale (81,8% n'ont aucune attache politique familiale contre 42,8% chez les socialistes varois de souche) et davantage avec le milieu catholique (85,7% des natifs du Var n'ont aucun indice d'intégration à ce milieu contre 59% des varois d'adoption⁴). Les propriétés des dirigeants reflètent la transformation du milieu socialiste local sous l'effet de l'important mouvement migratoire qu'a connu le département au cours de ces trente dernières années, car, comme on le verra en détail, la population varoise est passée de 1945 à 1975, de 370 688 à 625 300 habitants, soit une augmentation de 60%.

Cette transformation s'est accompagnée du déclin électoral du PS. Alors que celui-ci connaissait une croissance de son audience nationale dans beaucoup de régions françaises, ses

³. Rappelons qu'il y a cinq fois plus de cadres supérieurs du secteur public parmi les dirigeants et élus varois (20,4%) que parmi ceux du Pas-de-Calais (4,6%).

⁴. Fait significatif, les cinq élus ou dirigeants de notre population à avoir plus de deux indices d'intégration au milieu catholique (passage par une organisation de jeunesse, appartenance à une association d'obédience chrétienne, pratique religieuse régulière ou irrégulière) sont tous nés hors du département.

positions électorales dans le Var se sont en effet étioilées progressivement à partir du début des années 70, jusqu'à brutalement disparaître au cours des années 80, à l'exception de quelques bourgs ruraux et de villages de l'intérieur⁵. Ainsi les maires et conseillers généraux socialistes sont actuellement tous élus en zone rurale, seuls deux le sont dans l'agglomération toulonnaise (Solliès-Toucas et Le Pradet). Après avoir perdu successivement, de 1979 à 1989, les mairies de Brignoles, Bandol, Hyères, Ollioules, Draguignan⁶... et la présidence du conseil général en 1985, le PS se retrouve aujourd'hui divisé et exsangue, au point qu'aux dernières élections régionales, deux listes différentes, l'une soutenue par la majorité de la fédération, l'autre conduite par Daniel Hechter, tête de liste varoise de Bernard Tapie, se sont affrontées.

Comment comprendre ce déclin ? Les explications abondent et sont au cœur, on l'a vu, des luttes qui opposent les “derniers” socialistes du département. Le “système clientéliste” aurait failli, incapable de faire face aux changements ayant affecté la société varoise (arrivée de populations allogènes, développement des activités touristiques, “militarisation” croissante de l'économie, dépeuplement du Var rural...). La tentation est grande d'expliquer mécaniquement le déclin politique par les transformations sociales. Mais qu'était donc ce “système” ? Qu'était, ce qu'on peut appeler à la suite de tous les acteurs, voire du principal intéressé lui-même⁷, le “soldanisme”, du nom de celui qui passe pour avoir dominé pendant trente ans, de 1956 à 1985, le milieu socialiste en

⁵. Au lendemain des élections municipales de mars 1989, on ne trouve plus aucun maire socialiste à la tête d'une ville de plus de 10 000 habitants, 5 à la tête de villes de plus de 5000 habitants (Cogolin, Le Pradet, Lorgues, Roquebrune, Saint-Maximin) — 6 si l'on inclut le maire divers gauche de Solliès-Pont. Au total, il reste en 1989, 34 maires membres du PS plus 13 qui adhèrent à la Fédération départementale des élus socialistes et républicains : sur ces 47 mairies, 33 sont des communes rurales, c'est-à-dire ont moins de 2000 habitants. Le déclin de l'influence socialiste parmi les élus se mesure également par les 56 voix sur 143 obtenues par le candidat socialiste, Maurice Janetti, élu du milieu rural, face à François Léotard, lors de l'élection à la présidence de l'association des maires du Var.

⁶. Draguignan a toutefois été reconquise en 1995.

⁷. “Tous les Varois n'étaient pas socialistes, ils étaient soldanistes”, Entretien avec Édouard Soldani, 3 octobre 1989.

contrôlant les principales ressources politiques du département⁸ : la présidence du conseil général de 1956 à 1985 ; la mairie de Draguignan, préfecture du Var jusqu'en 1974, de 1959 à 1985 ; le secrétariat de la fédération socialiste de 1958 à 1979 et la présidence de la fédération des élus de 1956 à 1985. Pour comprendre ce mode spécifique de domination extrêmement personnalisé, il faut préalablement revenir sur la genèse du socialisme départemental, des réseaux et des pratiques qui le spécifient, socialisme dont Édouard Soldani est bien plus le produit et le continuateur que le fondateur, afin de préciser les contours de ce “parti social-républicain” typique des régions méditerranéennes dont parle Marc Sadoun⁹, et qui a rarement été étudié en tant que tel. Quels mécanismes ont rendu possible la représentation de la paysannerie et du petit commerce par les élus socialistes ? Quelles pratiques sociales et politiques et quels discours le caractérisent ? Quel type d'hommes politiques en était l'expression ? Comment expliquer aussi que le PS ne se soit pas transformé en même temps que la société varoise, à l'image de ce qui s'est passé dans beaucoup d'autres départements ?

Comme pour le socialisme pas-de-calaisien le détour historique s'impose. Mais s'il s'agissait dans ce cas de comprendre d'abord comment les activités économiques ont contribué à l'établissement de relations sociales et de formes de sociabilité consolidées par l'action syndicale puis par le travail partisan, il s'agit dans le cas du Var de saisir d'abord l'importance et les effets d'une politisation précoce, accordée sans doute aux caractéristiques économiques du département, mais très tôt productrice de pratiques et de représentations typées : parler du Var et du milieu partisan dans le Var, c'est rencontrer en effet le “Var rouge” ; s'interroger sur la structuration du PS dans ce cas de figure, c'est devoir considérer l'histoire des formes successives de l'organisation

⁸. Il faut y ajouter un mandat de sénateur de 1946 à 1985, la présidence du groupe socialiste au conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur à partir de 1975, la coprésidence de la Société du Canal de Provence de 1959 à 1985...

⁹. M. Sadoun, “Sociologie des militants et sociologie du parti...”, art. cit., p. 348.

partisane dans un milieu que caractérisent l'ancienneté des réseaux et leur constante réactivation.

Les sous-bassements politiques et sociaux du “soldanisme”

Pendant près de quarante ans, le “soldanisme” constitue la marque de la fédération du Var ; si forte est cette assimilation que le système mis en place par et autour d'Édouard Soldani sera rendu responsable du déclin du parti et de la crise qu'il traverse à partir de 1985. Parler de “soldanisme”, c'est donc faire naître l'image d'une fédération faiblement militante, dépourvue de vie propre et de toute autonomie de fonctionnement, dominée par des notables élus au-dessus desquels trône le sénateur-maire de Draguignan. C'est surtout, dans la plupart des cas, accrédi ter la représentation d'un réseau d'obligés devant au “patron” leur poste ou leur position ; le soldanisme, ce serait le type même du clientélisme en politique. Pourtant, de manière apparemment contradictoire, le département du Var est longtemps passé pour rouge, anticlérical et ancré à gauche, fortement et précocement politisé, terre d'élection d'un socialisme vigoureux. Revenir sur les origines et les formes de la domination des partis de gauche dans le Var conduit à placer ce paradoxe au cœur de notre réflexion pour tenter de saisir les sous-bassements politiques et sociaux du “soldanisme”.

La lente démarcation du radicalisme et du socialisme

Une chose semble entendue : le Var, depuis la révolution de 1848, est un département rouge. C'est ce qu'affirme d'emblée la brochure de présentation de la fédération SFIO datant de 1936¹⁰, et c'est ce que confirme l'ensemble des travaux d'historiens qui ont étudié l'histoire du département du début du XIXe siècle à la fin de la seconde guerre mondiale¹¹. “Rouge”, c'est-à-dire dans

¹⁰. SFIO, *Histoire et vie de la Fédération du Var*, Toulon, Imprimerie du Sud-Est, 1936.

¹¹. Pour la première moitié du XIXe siècle, voir les ouvrages de M. Agulhon : *Pénitents et Francs-Maçons de l'ancienne Provence. Essai sur la sociabilité méridionale*, Fayard, 1984 (1ère éd. 1968) ; *La république au village*, Plon, 1970 ; *Une ville ouvrière au temps*

l'acception qui a cours jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale, successivement et à la fois : républicain, radical et socialiste. Maurice Agulhon le premier a montré comment cette tradition a trouvé sa source dans la spécificité de la société provençale : le caractère micro-citadin des villages varois, leur sociabilité riche et "interclassiste" où les confréries, les loges maçonniques jusqu'au début du XIXe siècle et, à leur suite, les chambrées, les cercles et les mutuelles font se côtoyer paysans, artisans, petits patrons, médecins et avocats, ainsi que l'ancienneté de l'organisation communale, sont autant d'éléments qui y ont favorisé une politisation précoce et la diffusion des pratiques et des idéaux égalitaires et républicains¹². Des insurrections de 1851 contre le coup d'État de Louis Bonaparte à l'engagement en faveur du socialisme dès la fin du XIXe siècle, en passant par le vote massif pour les radicaux au début des années 1880, les campagnes varoises se sont toujours majoritairement retrouvées dans le "camp du progrès". La cause est entendue.

Là s'arrête l'accord des historiens. À ceux qui mettent plutôt l'accent sur la continuité, comme Émilien Constant et Yves Rinaudo, s'oppose notamment Tony Judt, qui insiste sur la rupture que manifeste la montée du socialisme. Selon ce dernier, le ralliement massif de la paysannerie varoise au socialisme a une signification politique forte, tenant à un contexte socio-politique transformé, comme l'indique le fait que beaucoup de villages ou de cantons rebelles en 1851 ou radicaux dans les années 1880, aient

du socialisme utopique : Toulon de 1815 à 1851, Mouton, 1970 et *La vie sociale en Provence intérieure au lendemain de la Révolution*, Clavreuil, 1970. Pour la deuxième moitié du XIXe siècle jusqu'en 1914, voir la thèse d'É. Constant, *Le département du Var sous le Second Empire et au début de la IIIème République*, Aix-en-Provence, 1977, ainsi que les livres d'Y. Rinaudo, *Les vendanges de la République. Une modernité provençale. Les paysans du Var à la fin du XIXe siècle*, Presses Universitaires de Lyon, 1982 et de T. Judt, *Socialism in Provence 1871-1914. A Study in the Origins of the Modern French Left*, Cambridge University Press, 1979. Pour la période de l'entre-deux-guerres, on se reportera à la thèse de J. Girault, *Les Varois et le socialisme (1919-1935)*, Paris I, 1989, et à certaines des 5000 notices qu'il a rédigées pour le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. Enfin, pour la seconde guerre mondiale et la Libération, on se reportera à la thèse de J.-M. Guillon, *La Résistance dans le Var. Essai d'histoire politique*, Aix-en-Provence, 1989.

¹². Voir surtout *La république au village*, *op. cit.*, ainsi que "Les Chambrées en basse-Provence : histoire et ethnologie", in *Histoire vagabonde*, tome 1, Gallimard, 1988, pp. 17-59.

été peu réceptifs au socialisme et inversement. Pour l'historien anglais, le “Var rouge” est davantage un mythe créé après coup à des fins de mobilisation et de légitimation. Au contraire, Yves Rinaudo insiste sur l'ancrage républicain du socialisme varois, au principe de son modérantisme : en forçant le trait, on pourrait dire que pour lui, ce ne sont pas les idéaux des paysans varois qui ont changé au tournant du siècle, mais ceux des radicaux. En fait, ces deux approches sont moins contradictoires qu'il n'y paraît, pourvu qu'on délaisse le faux débat rupture/continuité et qu'on insiste plutôt sur les logiques qui poussent socialistes et radicaux à se rapprocher après s'être combattus, en évitant surtout de réifier des étiquettes (radical, radical-socialiste, socialiste...) qui ne se durcissent vraiment¹³, comme on le verra, qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Les deux historiens en question sont d'abord en accord sur le constat initial : le Var du début du XXe siècle n'a plus rien à voir avec celui du milieu du XIXe siècle étudié par Maurice Agulhon. La société varoise a connu en effet d'importants bouleversements et s'est homogénéisée ou plutôt “paysannisée”. L'ouverture des marchés et l'extension du chemin de fer ont entraîné le déclin de la polyculture ainsi que de nombreuses petites industries en milieu rural (bouchonneries, moulins à huile, tanneries...), au profit de la viticulture qui, malgré la crise du phylloxéra des années 1870-1890, est devenue l'activité dominante. Cette évolution économique s'est accompagnée du développement de la petite propriété ; déjà très nombreux au milieu du XIXe siècle, les petits propriétaires deviennent alors nettement prédominants : dans les premières années du XXe siècle, 75% des agriculteurs varois exploitent leur terre en faire-valoir direct et les trois quarts possèdent moins de cinq hectares ; en outre, les grosses propriétés (45% des terres) sont concentrées dans les plateaux pauvres du Nord et dans la forêt des Maures, et ne concernent pratiquement pas le domaine viticole. Ce processus de spécialisation a entraîné un important repli

¹³. Au sens où un parti réussit vraiment à en avoir le monopole et à en limiter les usages en contrebande.

démographique des villes du centre-Var au bénéfice des cités côtières¹⁴ : les artisans, les rentiers sont partis s'installer à Draguignan et surtout à Toulon et Marseille, leurs enfants partant dans les colonies ou devenant fonctionnaires. Dès lors, les dernières barrières sociales caractérisant les villes du Var se sont estompées : les cercles bourgeois de jadis sont devenus l'apanage des petits paysans, artisans et commerçants, favorisant un peu plus l'égalitarisme républicain.

Cette situation a eu pour conséquence d'accroître la dépendance des paysans à l'égard du marché (négociants, organismes de crédit, transporteurs...), mais aussi de les inciter à se tourner vers l'État pour réclamer une politique protectionniste et des garanties contre les fraudeurs qui ne respectent pas les règles de vinification. On peut ici faire l'hypothèse que cette attente a été d'autant plus forte que les possibilités de diversifier leurs revenus en devenant ouvrier ou artisan se sont considérablement réduites. Tout s'est passé comme si, devenus propriétaires et agriculteurs à plein temps, sans possibilité de diversifier leurs activités, les paysans avaient refusé de plus en plus souvent d'émigrer et avaient été contraints de recourir à des stratégies de protestation ou à l'organisation collective pour se défendre : la stratégie de défection a fait place à celle de protestation¹⁵. Ce refus d'aller travailler aux chantiers de La Seyne ou à l'arsenal de Toulon amène d'ailleurs les responsables de ces entreprises à puiser dans d'autres réservoirs de main-d'œuvre (en Italie et en Corse)¹⁶, renforçant par là-même un peu plus le particularisme toulonnais par rapport au Var intérieur.

Des viticulteurs de plus en plus tournés vers l'État, une petite-bourgeoisie trouvant dans la fonction publique un débouché pour ses fils, cette situation n'a pu que bénéficier aux hommes et

¹⁴. De 1850 à 1901, de nombreuses communes de l'intérieur perdent près de la moitié de leur population. Dans l'ensemble, la part de la population rurale dans la population du Var passe, de 1866 à 1911, de 46% à 37,6%, celle de la population agricole, de 52% à 35,8%, cf. Y. Rinaudo, *Les vendanges de la République...*, *op. cit.*, p. 113.

¹⁵. Si l'on reprend une fois encore la conceptualisation d'A. Hirschman in *Défection et prise de parole*, *op. cit.*.

¹⁶. Ce phénomène ne sera pas pour peu de choses dans le renforcement du particularisme toulonnais par rapport au centre et au haut-Var.

au parti qui maîtrisent l'accès aux ressources administratives, c'est-à-dire en l'occurrence aux radicaux et à leur leader, Georges Clemenceau, député (de 1881 à 1893), puis sénateur du Var (de 1902 à 1920). Profitant du fort degré de sympathie pour les idées républicaines dans le département, de la faiblesse de la grande-bourgeoisie terrienne et catholique¹⁷, les radicaux ont conquis, dès avant son arrivée, de nombreuses positions électorales et notamment la mairie de Toulon. Soucieux de bénéficier de relais parlementaires et ministériels influents et d'étendre leur audience dans le département, les radicaux poussent Clemenceau à se présenter dans le Var. Celui-ci commence alors à mettre en place un mode de domination fondé sur un contrôle étroit des ressources administratives et une protection de la viticulture et des arsenaux qui va permettre aux radicaux-socialistes de s'implanter durablement dans le département, mais dont les socialistes hériteront à leur manière. Une rapide analyse du mode de domination et des réseaux clemencistes est indispensable pour comprendre la force du milieu rouge, la genèse d'une forme de distribution des ressources politiques où le conseil général joue un rôle clé, et les conditions d'affirmation du socialisme, qui ne peuvent être appréhendées que par rapport à la crise de ce mode de domination et à la montée de nouvelles élites.

Clemenceau, bien que très peu présent dans le Var où il ne vient qu'une à deux fois par an, bénéficie du soutien des nombreux maires et conseillers généraux républicains du département, grâce à un contrôle étroit de l'administration préfectorale¹⁸. La maîtrise des subventions assure en premier lieu la fidélité des conseillers généraux directement en contact avec le préfet, et par contre-coup celle des maires. Cette implantation est par ailleurs renforcée par

¹⁷. Sur la déchristianisation de la bourgeoisie du département, qui se manifeste notamment, à partir de la Restauration, par la multiplication des enterrements civils, cf. M. Agulhon, *La République au village*, op. cit., pp. 168-187.

¹⁸. Le cas de Louis Barthou fournit un autre exemple d'utilisation de ressources administratives dans la consolidation d'une position locale à la même période. J. Bousquet-Mélou, *Louis Barthou et la circonscription d'Oloron. 1899-1914*, Pedone, 1972.

un découpage électoral savamment dosé¹⁹ et par la maîtrise des emplois publics (nominations, promotions, déplacements...), qui constitue un levier essentiel pour nouer de bonnes relations avec les fonctionnaires de l'enseignement ou des PTT. Mais le succès populaire du radicalisme et de Clemenceau ne s'y résume pas. En dehors de talents oratoires très appréciés et de la fierté que procure aux paysans varois le fait d'être représentés par un "grand homme"²⁰, celui-ci bénéficie de l'étendue du réseau maçonnique, des liens avec les responsables des cercles rouges qui font office de comités électoraux du radicalisme, et de l'influence du principal quotidien varois, *Le Petit Var*, qui informe régulièrement sur les actions qu'il entreprend en faveur du département au Parlement et auprès des ministères. Celles-ci ne manquent pas et assoient sa popularité. Clemenceau se montre d'abord un farouche défenseur de la viticulture : dans les années 1890, par exemple, il se démène pour obtenir une prise en charge par l'Etat de la lutte contre le phylloxéra et dénonce l'inertie des pouvoirs publics ; en 1906, enfin membre du gouvernement, il est pour beaucoup dans l'adoption de la loi contre la fraude des vins. En outre, il fait pleinement profiter la préfecture du Var de ses relations ministérielles²¹.

L'influence de Clemenceau ne se résume pas au Var viticole et administratif. À Toulon, seule ville industrielle du département²² avec La Seyne et la région de Saint-Tropez, les relations nouées avec le responsable syndical de l'arsenal, l'ancien guesdiste Victor Reymoncq, sont si solides que cet ancien ouvrier, fils de paysan, promu surveillant technique par le ministre de la Marine, deviendra sénateur et principal agent électoral

19. J. Girault, *Les Varois et le socialisme...*, op. cit., p. 658.

20. Ce qui suscite certaines formes de piété populaire comme l'a montré Y. Rinaudo, "Clemenceau vu d'en bas : l'air et la chanson", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1985.

21. Il obtient pour la ville, pêle-mêle, l'achèvement de la construction de l'École normale, l'ouverture au collège communal d'un cours préparatoire aux Arts et Métiers, la sauvegarde de sa garnison militaire, le don de trois toiles du Louvre pour le musée municipal, et agit activement en faveur de l'ouverture d'une ligne de chemin de fer entre Draguignan et Grasse. C. Galfré, *Le Tigre en Provence. Georges Clemenceau, l'élu du Var*, Aix-en-Provence, Édisud, 1991, p. 124.

22. 8200 ouvriers permanents y travaillent en 1914, constituant la plus grosse unité industrielle du sud de la Loire.

départemental de Clemenceau. Là encore, la possibilité d'influencer les embauches et de limiter les suppressions d'emplois, mais surtout de faire obtenir d'importants avantages sociaux aux salariés de l'État que sont les travailleurs de l'arsenal, constituent des atouts de taille. Il joue notamment un grand rôle dans l'adoption, en 1903, de la loi accordant la journée de huit heures aux ouvriers des Arsenaux de la marine²³. Le poids de Clemenceau dans la vie politique toulonnaise est tel que le mouvement socialiste naissant ne peut que difficilement se détacher des radicaux. À Toulon, de nombreux anciens militants guesdistes, suivant Reymonenq, le soutiennent ouvertement²⁴. Les socialistes toulonnais vont jusqu'à se déchirer à propos de l'attitude à adopter à l'égard des radicaux clemencistes à la suite des événements de 1907 : à Toulon, le maire socialiste Marius Escartefigue, élu en 1904, soutenu par les principaux dirigeants syndicalistes de l'arsenal et par 21 des 25 conseillers municipaux socialistes, préfère ainsi quitter la SFIO plutôt que de renoncer à l'alliance avec les radicaux ; son départ entraîne une hémorragie de 879 adhérents dans la section locale du parti socialiste unifié et une division par deux des effectifs de la fédération en 1907-1908²⁵. Le développement du socialisme dans le Var profite néanmoins des phases d'affaiblissement du rôle national de Clemenceau. Sa défaite électorale aux élections législatives de 1893, suite au scandale de Panama et à la crise

²³. D. Reid, "The Third Republic as Manager : Labor Policy in the Naval Shipyards, 1892-1920", *International Review of Social History*, XXX, 2, 1985, p. 192sq.

²⁴. Un guesdisme varois au demeurant très faiblement structuré et très ouvert comme le souligne C. Willard : "À Toulon coexistent, au sein d'un même 'cercle', guesdistes, socialistes indépendants et radicaux" (*Le mouvement socialiste en France...*, *op. cit.*, p. 303). Cette faible structuration et les intérêts électoraux communs, conduisent Prosper Ferrero, député-maire socialiste de Toulon, à être un des cinq députés du POF soutenant l'entrée de Millerrand au gouvernement en juin 1899. Cette attitude est le prélude au départ du POF de l'ensemble de la section de Toulon et de la plupart des groupes guesdistes du département au congrès de Wagram (1899) ; en 1901, il ne reste que quatre groupes guesdistes dans le Var. Le cas de Ferrero illustre la particularité de l'implantation guesdiste dans le midi méditerranéen et languedocien, et les liens existant entre le milieu radical et le milieu socialiste, y compris dans les villes ouvrières.

²⁵. H. Rouger, "Fédération du Var", in *La France socialiste (Les fédérations, 3ème partie)*, *op. cit.*, p. 38. H. Rouger rappelle également que les députés du Var s'étaient abstenus lors du vote de l'ordre du jour de confiance au cabinet Sarrien en mars 1906, où Clemenceau était ministre de l'intérieur, et que le congrès fédéral de septembre 1906 avait décidé de ne pas sanctionner les élus qui participaient aux banquets organisés en son honneur (*ibid.*, p. 37).

boulangiste, constitue un premier signe de la fragilité d'un mode de domination fondé sur les réseaux personnels d'un seul homme. De nombreux élus ou groupes, déçus des services non rendus par Clemenceau — à l'image des fabricants de chaussures de Bargemon comptant sur des commandes de l'armée — ou envisageant sa carrière comme terminée, ont alors profité de son éclipse momentanée pour prendre leurs distances et se rapprocher soit des opportunistes, soit des socialistes, contribuant ce faisant à sa défaite électorale. Il faut alors attendre neuf ans pour que Clemenceau envisage de reconquérir un mandat dans le Var, laps de temps dont profitent les socialistes en faisant élire deux députés sur quatre aux élections législatives de 1898, puis trois sur quatre à celles de 1902 et 1906. Mais c'est surtout son incapacité à régler la crise viticole des années 1905-1907 autrement que par la répression, qui permet le véritable ancrage social des socialistes.

La géographie du socialisme traduit en effet la déception des viticulteurs varois par rapport à l'État républicain et à son incarnation locale. C'est dans les régions en déclin — c'est-à-dire là où la récession économique est le plus durement ressentie et où subsistent les vieilles traditions d'organisation et d'action collective issues d'une ancienne activité semi-industrielle (mutualisme, grève) —, et non dans celles qui ont toujours été paysannes d'une part, et dans l'arrondissement viticole de Brignoles et non dans celui de Draguignan — qui est à la fois celui où l'agriculture est la plus diversifiée et celui qui a le plus profité des interventions de Clemenceau — d'autre part, que se développe le socialisme dans la première décennie du siècle²⁶. Cette déception à l'égard de Clemenceau est redoublée d'une déception vis-à-vis des notables républicains (avocats, médecins ou négociants...) qui monopolisent les organes représentatifs de la profession ; de ce point de vue, les progrès du socialisme peuvent aussi être lus comme une volonté de

²⁶. T. Judt montre que c'est dans les communes rurales qui ont connu précédemment une économie diversifiée et non dans les communes rurales traditionnelles ou dans celles, comme Carnoules ou La Garde Freinet, où la classe ouvrière est nombreuse et séparée du monde paysan, que le socialisme progresse électoralement après 1900 ; à l'inverse, c'est dans les zones les moins agricoles du département (Toulon, Draguignan) que Clemenceau reste le plus populaire. T. Judt, *Socialism in Provence...*, *op. cit.*, p. 145sq.

certaines fractions de la paysannerie de prendre en main leurs propres intérêts²⁷. La crise viticole a en effet conduit les petits propriétaires à s'investir dans les syndicats agricoles²⁸ et à fonder des coopératives et des mutuelles, en faisant pression pour que les organisations agricoles ne s'occupent plus uniquement de l'achat d'engrais ou de matériel mais interviennent aussi au niveau de la commercialisation et de la production. C'est à compter de cette période que des dirigeants paysans acquis aux idées socialistes en matière agricole s'imposent sur la scène politique départementale, à l'instar d'Octave Vigne, qui sera le porte-parole du Var viticole au Parlement de 1902 à 1919 et au conseil général qu'il préside de 1905 à 1906 et de 1913 à 1920. Ce viticulteur cultivé et aisé, devenu conseiller général dès 1895 (jusqu'en 1928), crée de nombreuses coopératives et le président de nombreuses caisses d'assurance agricole²⁹. D'autres viticulteurs au profil social nettement moins notabiliaire, tels Hubert Carmagnolle, député du Var de 1924 à 1936 ou Étienne Gueit, conseiller général de Garéoult (1913-1937), vice-président de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Brignoles, de l'Office départemental agricole et de la Fédération départementale des caves coopératives vinicoles, d'origine sociale beaucoup plus modeste, émergent alors sur la scène politique départementale³⁰.

L'apparition de ces élus et responsables politiques paysans se fait en partie grâce à leur action sur le terrain coopératif, qui devient progressivement un des lieux essentiels d'accès au pouvoir local, même si les responsabilités à la coopérative ne sauraient à

27. "Pour la première fois depuis le début de la Troisième république, des ruraux envisagent de se défendre eux-mêmes", Y. Rinaudo, *Les vendanges de la République...*, *op. cit.*, p. 45.

28. Y. Rinaudo, "Le syndicalisme agricole dans le Var", *Le Mouvement social*, 112, juillet-septembre 1980, pp. 79-95.

29. O. Vigne n'est toutefois pas n'importe quel paysan ; son hexis corporel trahit une grande aisance sociale acquise au cours de ses études secondaires aux lycées de Marseille et de Toulon, une aisance qui est aussi celle d'un propriétaire important n'ayant que peu travaillé sa terre. Voir sa biographie et sa photographie dans H. Rouger, *La France socialiste...*, *op. cit.*, p. 388.

30. On a retenu volontairement trois figures emblématiques du socialisme rural du début du siècle. Leurs biographies s'appuient sur les notices, établies pour la plupart par J. Girault, parues dans J. Maitron, C. Penetier (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, *op. cit.*.

elles seules assurer une carrière politique, tant la richesse de la vie associative et politique dans les bourgs urbains du Var (sociétés de chasse, cercles, syndicat, loges franc-maçonnnes, sections de la Ligue des droits de l'Homme, sociétés de Libre Pensée...) multiplie les arènes où se joue la conquête du pouvoir local³¹. Pourtant, si le développement du socialisme dans le Var correspond bien à la montée d'une nouvelle élite sociale d'origine agricole et au succès rencontré par la forme coopérative auprès des viticulteurs varois³², la rupture sociale entre élites radicales ou radical-socialistes et élites socialistes est loin d'être consommée. Le cas toulonnais précédemment évoqué n'est pas isolé. Certes, la comparaison des listes municipales socialiste et radicale, comme par exemple celle de Draguignan en 1908, met en évidence la sous-représentation paysanne et populaire de cette dernière³³, mais montre tout autant que la plupart des cadres et élus de la SFIO et du parti radical proviennent également de la bourgeoisie intellectuelle³⁴. Dans les deux cas la plupart sont franc-maçons, anti-cléricaux, fermement attachés à la République et peu enclins au pacifisme ; les dirigeants radicaux et socialistes se distinguent finalement peu les uns des autres, au-delà de leurs rivalités électorales. La guerre et la lutte contre le communisme les rapprocheront un peu plus encore.

De fait, si le socialisme attire de nombreux agriculteurs, on ne saurait oublier que seule une minorité d'élus paysans l'ont été sous l'étiquette socialiste (tableau 26) : ainsi, en 1919, sur 100 conseillers municipaux exerçant une profession agricole (en faire-valoir direct, en fermage ou en métayage), 29,3% sont élus sous l'étiquette "rouge", 42,0% sous l'étiquette "radical-socialiste" et

³¹. Y. Rinaudo, "Un équilibre méditerranéen : le pouvoir local entre l'État et le territoire", *Études rurales*, 101-102, janvier-juin 1986, pp. 203-217.

³². "Le Var occupe, en 1914, le premier rang en France pour le nombre de coopératives (35 coopératives viticoles, 9 coopératives oléicoles, 3 oléicoles et viticoles). Les caves logent alors 1/6 de la récolte et les huileries traitent 1/20 de la production [...] Largement contrôlé par la gauche [...] leur succès, indéniable, se confirmera encore par la suite (dès 1915, les caves vinifient 50% de la vendange, et 75% en 1930 ; il y a alors 92 coopératives viticoles)", Y. Rinaudo, "Le syndicalisme agricole dans le Var", art. cit., p. 92.

³³. T. Judt, *Socialism in Provence...*, op. cit., p. 136.

³⁴. Inversement on trouve également des ouvriers syndicalistes dans l'entourage de Clemenceau, à l'instar de V. Reymonenq.

seulement 12,7% sous l'étiquette SFIO proprement dite. En revanche, le socialisme institutionnel domine davantage chez les fonctionnaires en activité (44,4%) et les ouvriers (33,3%).

Tableau 26 : Les conseillers municipaux varois selon la catégorie sociale et selon l'étiquette politique en 1919 (% verticaux)³⁵

	Agric.	Prop. ruraux	Prop. urbains	Ouvr. agr.	Ouvr.	Art-Com.	Fonct. actifs	Fonct. retraité	Ens. actifs	Ens. retraité	Prof. lib.
SFIO	12,7	10,9	19,5	40,0	33,3	17,0	44,4	13,5	20,0	40,0	16,0
Rouge	29,3	21,8	9,8	0,0	35,2	21,0	22,2	19,2	20,0	20,0	12,0
Rad-soc	42,0	44,2	43,9	60,0	25,7	39,0	22,2	44,2	20,0	40,0	32,0
Droite	13,0	18,4	26,8	0,0	3,8	23,0	11,1	17,3	40,0	0,0	38,0

De manière générale, si l'on considère que la composition sociale des conseillers municipaux est un bon indicateur des réseaux sociaux constitutifs du milieu partisan, peu de choses séparent en définitive le milieu socialiste du milieu républicain dit rouge (tableau 27) : le PS apparaît simplement comme plus ouvert aux ouvriers (15,4% des conseillers municipaux contre 9,9% chez les rouges et 4,6% chez les radicaux-socialistes) et un peu plus aux fonctionnaires (6,7% contre 3,8% chez les rouges et 4,6% chez les radicaux-socialistes), et donc relativement moins aux paysans, phénomène explicable en partie par la conquête des mairies de Toulon et La Seyne en 1919. Pour autant, la pénétration auprès des artisans et des commerçants (22,0%), et des membres des classes supérieures (14,4% des conseillers si l'on inclut les professions libérales), est loin d'être négligeable et tout à fait comparable à ce qu'elle est chez les radicaux et les rouges : sous cet angle, la SFIO du Var apparaît bel et bien aux antipodes de celle du Pas-de-Calais.

³⁵. Les tableaux 26 et 27 sont construits à partir des données recueillies par J. Girault, *Les Varois et le socialisme...*, op. cit., p. 2666.

Tableau 27 : Les conseillers municipaux varois selon l'étiquette politique et selon la catégorie sociale en 1919 (% horizontaux)

	Agric.	Propri. Ind. ³⁶	Ouvr. agr.	Ouvr.	Art-Com.	Fonct.	Enseignants	Prof. lib.	Autres
SFIO	38,2	10,9	0,9	15,4	22,0	6,7	1,3	3,5	1,2
Rouge	53,9	11,3	0,8	9,9	16,9	3,8	0,6	1,6	1,2
Rad-soc	49,2	16,4	0	4,6	20,3	4,6	0,5	2,7	1,7
Droite	37,2	19,0	0	1,7	28,3	4,6	0,8	8,0	0,4

Dès lors, si le “passage” des viticulteurs varois du républicanisme radical au socialisme ne peut se comprendre que par rapport aux transformations que connaît le Var à la fin du XIXe siècle, et si l'on peut admettre qu'il n'y a pas de filiation naturelle ou nécessaire entre les deux, bien des éléments assurent une convergence que l'usage de l'étiquette rouge va symboliser et légitimer. Là se situe le principal travers du raisonnement de Tony Judt : en plaquant sur la réalité politique varoise des étiquettes encore peu consolidées à l'époque qu'il décrit³⁷, il omet d'intégrer la faible dépendance des élus à leur égard et le rôle joué par les multiples réseaux échappant au contrôle des dirigeants des partis, réseaux qui mettent en relation les élus mais aussi les militants de ce qu'on peut appeler le milieu rouge. On ne saurait en effet ni sous-estimer la fluidité des labels (radical, radical-socialiste, républicain-socialiste, socialiste indépendant, socialiste...) et, sans doute, leur faible signification pour une bonne partie des électeurs pour qui l'opposition entre “blancs” et “rouges” compte davantage ; ni méconnaître la faible structuration des organisations qui revendiquent ces labels. Aussi les élus peuvent-ils jouer de ces possibilités de démarcation par rapport à leurs adversaires au gré des circonstances, au point que l'on voit fréquemment des élus

³⁶. Il s'agit des propriétaires terriens n'exploitant pas leur terre personnellement, des industriels et des propriétaires en zone urbaine, rentiers et retraités non salariés de l'État : en règle générale les propriétaires terriens représentent les trois-quarts des effectifs de cette catégorie.

³⁷. Sur le travail de consolidation du label “socialiste” et les effets de clôture qu'a eu la création de la SFIO, cf. M. Offerlé, “Le nombre des voix. Électeurs, partis et électorat socialiste à la fin du 19e siècle en France”, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 71/72, 1988, pp. 5-21.

passer du radicalisme à la SFIO, puis l'abandonner, tout en continuant de se présenter comme “rouge” ou “socialiste indépendant”.

Ce phénomène n'est pas lié uniquement à la faiblesse organisationnelle de la SFIO de l'époque, laquelle s'explique d'ailleurs différemment selon les sites, comme on l'a vu à propos du Pas-de-Calais ; il ne peut pleinement se comprendre que par rapport aux particularités de la sociabilité locale. Quand, “à la base”, les militants fréquentent les mêmes cercles ou la même section de la Libre Pensée, se retrouvent dans la même coopérative, communient dans le même anti-cléricalisme (les enterrements civils et les banquets du Vendredi saint sont très fréquents dans de nombreuses villes du Var jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale), et quand, “au sommet”, les dirigeants appartiennent aux mêmes loges maçonniques ou aux mêmes sections de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), les oppositions politiques ont nécessairement du mal à prendre sens dans les esprits et dans les pratiques. Il n'est pas très étonnant dans ces conditions que les structures proprement partisans (sections) qu'essaient de mettre en place les dirigeants socialistes se heurtent à la prégnance des vieilles formes de sociabilité républicaine (cercles)³⁸ et à la faible perméabilité d'un discours en termes de classe dans une société peu différenciée de ce point de vue.

S'il a paru nécessaire de revenir sur l'ère clemenciste du “radicalisme varois”, ce n'est pas pour établir des analogies assez factices entre des phénomènes de personnalisation qui paraissent se reproduire dans le département (après Clemenceau, Renaudel ; après Renaudel, Soldani), lesquelles disent peu de choses sur les processus qui établissent en des temps et en des contextes différents, un mode de domination politique favorable à une personnification des relations de pouvoir. Le clemencisme nous

³⁸. J. Girault souligne que 22 groupes socialistes créés en dehors de Toulon de 1905 à 1912 ont cessé de fonctionner à la veille de la guerre, sans qu'on soit en mesure d'établir si ce phénomène résulte de dissidences ou de désaccords électoraux. Selon lui : “un tiers des socialistes — Toulon non compris — n'adhèrent pas ou plus à la SFIO” à cette période, in *Les Varois et le socialisme...*, *op. cit.*, p. 500sq.

intéresse plutôt ici en ce qu'il révèle les caractéristiques structurantes du “milieu rouge”. D'abord l'opposition, très tôt constituée, d'un monde rural lui-même diversifié (en fonction notamment de la ruralisation accentuée des cantons purement viticoles) et d'une région toulonnaise où s'affirment des pratiques syndicales et politiques favorables aux mobilisations proprement partisans. Ensuite la vitalité de réseaux combinant associations et mouvements professionnels, culturels et de sociabilité, tous précocement politisés, diffusant des représentations “républicaines” reprises et entretenues par les élus, et relativisant les divisions qu'introduit le recours à des étiquettes politiques différentes. Enfin, pour ne retenir que l'essentiel, le poids du conseil général où se nouent les alliances et rapprochements au sein d'une classe politique locale “rouge” dont les attaches associatives assurent la relative cohésion. Au moment où divergent nationalement les “familles politiques” radicale et socialiste, et où l'opposition se durcit entre leurs pratiques et leur répertoires symboliques, cette cohésion — relative, bien sûr — constitue une caractéristique majeure du milieu partisan varois.

Jusqu'au milieu des années 30, peu de choses séparent finalement dans le Var, objectivement et subjectivement, un socialiste SFIO, un socialiste indépendant, un radical-socialiste et un radical, sinon des rivalités pour la conquête de certains postes. Cette indifférenciation relative a des effets même chez les ouvriers toulonnais ; en effet, une bonne partie des travailleurs de l'arsenal, choyés par Clemenceau, bénéficiaires des actions sociales entreprises par les municipalités radicales et socialistes qui se sont succédées depuis 1871, se retrouvent dans un discours social, patriotique et républicain faisant peu de place à l'anti-militarisme³⁹, tandis qu'une autre partie, composée notamment d'ouvriers de l'arsenal à statut précaire (les “auxiliaires”) et du secteur artisanal,

³⁹. Comme le montre la relative faiblesse du mouvement d'opposition à la loi de trois ans. Y. Rinaudo, “L'opposition à la loi de trois ans dans le Var (printemps-été 1913)”, *Provence historique*, XX, 78, 1970, pp. 162-183.

influencés par les idées anarchistes, renvoient socialistes et radicaux dos-à-dos⁴⁰.

La faiblesse organisationnelle de la SFIO qui en découle s'explique également par la dépendance des élus socialistes vis-à-vis du réseau d'élus mis en place par Clemenceau : vainqueurs d'abord aux élections législatives, minoritaires dans les mairies et les cantons, ils ont besoin des subventions du conseil général et des voix des radicaux pour s'étendre localement. Jusqu'au début des années 20, les socialistes n'ont finalement comme ressources locales que le contrôle de certaines coopératives et une présence militante très concentrée dans les grandes villes et dans les communes où continuent de coexister ouvriers et paysans⁴¹ : la plupart des mairies et des cantons, la presse locale⁴², l'administration restent entre les mains des radicaux ou d'élus se présentant comme socialistes indépendants ou "rouges". Ainsi, en 1914, alors que quatre circonscriptions sur cinq élisent des députés socialistes, il n'y a que 14 maires socialistes sur les 149 que compte le Var, 11 conseillers généraux, dont au moins deux ne respectent pas la politique définie par le parti, et 6 conseillers d'arrondissement⁴³. La SFIO est encore loin d'avoir le monopole du label socialiste et des investitures ; la diversité des étiquettes subsiste, comme l'illustre la composition du conseil général où les 11 conseillers généraux SFIO côtoient 5 socialistes indépendants, 7 radicaux-socialistes, 6 radicaux et 1 républicain de gauche !⁴⁴

La difficile emprise de la SFIO sur le milieu rouge (1919-1940)

⁴⁰. M. Masse, "Les anarchistes varois (1879-1921)", *Le Mouvement social*, 69, octobre-décembre 1969, pp. 35-50. La CGT constituera jusqu'au lendemain de la guerre un milieu à part d'où émergeront de nombreux militants communistes.

⁴¹. Comme c'est le cas à Barjols, Cotignac, La Roquebrussanne, Aups, Callas, Fayence, au Luc et à Salernes. T. Judt, *Socialism in Provence...*, op. cit., p. 92.

⁴². La SFIO ne dispose que d'un hebdomadaire, *Le cri du Var*, vendu à 600 exemplaires. Les deux grands quotidiens lus dans le Var sont de tendance radicale : *Le Petit Var* dans la région toulonnaise et *Le Provençal*, dans le reste du département, dont la rédaction est à Toulouse.

⁴³. J. Girault, *Les Varois et le socialisme...*, op. cit., p. 503.

⁴⁴. *Ibid.*, p. 679.

Après la guerre, le prestige retrouvé de Clemenceau⁴⁵ entraîne, dans un premier temps, de nouveaux reclassements : ainsi le leader du mouvement coopératif, le député Octave Vigne, soucieux d'être élu au Sénat, apporte son soutien à la liste du bloc national aux élections législatives de 1919, liste qui triomphe dans le département en raflant tous les sièges. Mais, dans un second temps, l'orientation à droite de leur leader disqualifie les radicaux et permet aux socialistes de se présenter comme les meilleurs représentants du "bloc rouge". Les positions locales de la SFIO se renforcent quelque peu : huit mairies supplémentaires sont gagnées aux élections municipales de 1919 par rapport à 1914 ; en particulier, la conquête des municipalités de Toulon et de La Seyne provoque un rééquilibrage du parti entre militants et élus ruraux et militants et élus urbains plus proches des revendications ouvrières. Ce rééquilibrage conduit les dirigeants de la fédération, parmi lesquels les militants de la région toulonnaise jouent un rôle grandissant par rapport à l'avant-guerre, à développer l'organisation du parti : les années 1919-1920 se caractérisent par la création d'une école de formation et de groupes de jeunesse, par le développement d'activités festives et sportives, par l'appel à des propagandistes nationaux, par l'organisation sur l'initiative de certaines mairies socialistes de campagnes de solidarité avec les grévistes et de coopératives de consommation, ainsi que par la mise en place de comités d'action contre la vie chère. Les effectifs passent alors de 1034 cotisants en 1919 à 1773 en novembre 1920, et les sections de 30 à 47⁴⁶. Cette évolution des thèmes et des modes d'action traverse l'ensemble du milieu socialiste, à l'image de la Ligue des droits de l'Homme toulonnaise qui incite l'organisation à réclamer activement l'amnistie des grévistes et des condamnés en conseil de guerre, puis des mutins de la Mer noire⁴⁷.

⁴⁵. J. Girault, "La fin d'un patronage politique : autour du dernier voyage de Clemenceau dans le Var (1-3 janvier 1920)", in *Clemenceau et la justice*, Publications de la Sorbonne, 1983, pp. 131-151.

⁴⁶. J. Girault, *Les Varois et le socialisme...*, *op. cit.*, p. 784sq.

⁴⁷. En 1924, les socialistes soutiennent, par exemple, la candidature d'André Marty à Hyères.

Cette évolution du milieu socialiste conduit une fraction non négligeable des socialistes de la région toulonnaise à s'opposer au réformisme de la fédération symbolisé par Renaudel, incarnation de l'Union sacrée et de l'alliance électorale avec les radicaux. Cette opposition se manifeste en novembre 1920 lors de la préparation du congrès de Tours, la section de Toulon accordant 140 voix à la motion Longuet, 102 à celle de Cachin, et seulement 39 à celle de Blum que soutient Renaudel. Mais le ralliement à la III^e internationale reste minoritaire dans une des rares sections du parti de tradition anarcho-syndicale et guesdiste. C'est que les responsables socialistes toulonnais, même s'ils sont plus sensibles à la question ouvrière, sont pris dans le même système de contraintes que les autres et partagent la même culture républicaine⁴⁸ : la préservation du contrôle de la municipalité commande notamment de ne pas se couper des radicaux avec lesquels existent par ailleurs des liens anciens, et, plus profondément, la prégnance des thèmes républicains et humanistes chez les socialistes du Var, illustrée par l'importante activité de la Ligue des droits de l'Homme, conduit à rejeter toute idée de "dictature", fût-elle du prolétariat. Pour en convaincre les militants les plus sceptiques, les dirigeants socialistes et radicaux-socialistes, ceux de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) et de la Libre Pensée multiplient d'ailleurs au cours des années 1919-1923 les appels à Jaurès au moyen de commémorations et d'inaugurations de rues ou de bustes ; symbole idéal pour renvoyer dos-à-dos tous les ennemis de la République et de l'unité du socialisme et reconstruire l'alliance des rouges. On ne s'étonnera donc pas si le communisme connaît dans le Var un développement très lent⁴⁹, centré sur une CGT où dominent les éléments anarchistes, les cheminots⁵⁰ et une poignée d'instituteurs.

⁴⁸. Tout en affirmant son adhésion au principe d'une société communiste, la majorité de la section de Toulon réaffirme qu'"un citoyen peut être républicain sans être socialiste, mais un socialiste doit être avant tout et par dessus tout, profondément républicain", *Le Petit Var*, 6 juin 1920, cité par J. Girault, *ibid.*, p. 794.

⁴⁹. J. Girault a établi l'existence d'une corrélation au cours de la période 1924-1936 dans les communes du Var, entre la faible présence d'électeurs agriculteurs et un vote communiste élevé et, inversement, entre la forte présence de ceux-ci et un vote socialiste important. *Ibid.*, p. 986sq.

⁵⁰. Il est significatif que la première municipalité conquise par le parti communiste soit

Bien que la concurrence communiste soit écartée jusqu'au milieu des années 30, les tentatives des dirigeants de la SFIO pour obtenir le monopole de la représentation politique de la gauche républicaine “rouge” continuent de se heurter à de nombreuses difficultés qui pèsent sur le type d'organisation du parti. La multipositionnalité des militants, souvent conjointement socialistes, dirigeants de cercles, franc-maçons ou membres actifs de la Ligue des droits de l'Homme ou de la Libre Pensée, si elle fonde l'étendue de l'influence socialiste, autorise en même temps les porte-parole de ces différentes organisations à garder leur distance avec le parti *stricto sensu* et à prétendre représenter au mieux les aspirations républicaines profondes des Varois. Ainsi, les dirigeants de la Ligue des droits de l'Homme du Var, dont la plupart appartiennent à la SFIO, n'hésitent pas à se poser comme “rassembleurs des forces de gauche” — y compris communistes —, et multiplient à cette fin la création de sections locales. De leur côté, plusieurs présidents de cercles rouges recréent une fédération au début des années 20, afin de peser sur la désignation des candidats aux élections⁵¹.

Tous les réseaux constitutifs du milieu rouge n'ont pas le même degré d'organisation ni la même étendue. Leur important maillage permet mal de distinguer les plus influents. Les quelques données disponibles concernant la LDH — qui donnent par contre-coup un aperçu de l'influence locale de la Franc-maçonnerie — mettent ainsi en évidence des capacités de mobilisation au moins égales à celle des sections du parti et en tout cas non superposables aux siennes. Les effectifs et le nombre de sections de la LDH ne cessent de croître après la guerre : de 15 sections et 616 adhérents en 1914, elle passe à 40 sections et 972 adhérents en 1925, 33 sections et 1961 adhérents en 1930, 61 sections et 1856 adhérents en 1937⁵², sans que leurs adhérents soient majoritairement membres de la SFIO ou issus de la moyenne-bourgeoisie

Carnoules, site des ateliers de réparation de la compagnie PLM.

⁵¹. D'après J. Girault, elle fédère en 1923 les cercles de 70 communes qui représentent 5000 adhérents. *Ibid.*, p. 917.

⁵². Données répertoriées par J. Girault, *ibid.*, p. 2638.

intellectuelle. Les données recueillies par Jean Girault⁵³ sur 143 des 174 présidents de section de la LDH du Var de l'entre-deux guerres, établissent clairement son implantation paysanne (32,2% des présidents) et son audience auprès des artisans et commerçants (20,0%), sinon des ouvriers (4,9%). En outre, sur les 109 engagements politiques que Jean Girault a pu repérer, un peu plus de la moitié (60) concernent la SFIO, mais pratiquement autant (49) d'autres mouvements de gauche.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'imposition progressive de la marque SFIO ne se fasse qu'au prix d'importantes concessions aux radicaux qui rejettent la politique de bloc national et aux représentants des organisations constitutives du milieu rouge⁵⁴. Pierre Renaudel incarne parfaitement le système d'alliances et les réseaux dont dépend la SFIO varoise. La ligne qu'il défend, les positions qu'il occupe au sein de la Franc-maçonnerie et de la LDH, révèlent les traits de ce type d'implantation autant qu'ils le renforcent. Partisan d'un socialisme républicain et d'une participation des socialistes au gouvernement aux côtés des radicaux⁵⁵, il ne peut que recevoir l'assentiment de la majorité des élus du Var qui cogèrent depuis plusieurs années le conseil général et de nombreuses municipalités avec les radicaux. Son discours, davantage fondé sur la mobilisation des symboles républicains (laïcité, solidarité, droits de l'Homme...) et sur une phraséologie en termes de peuple et de démocratie, que sur une rhétorique de lutte de classes, apparaît en parfaite adéquation avec la sensibilité républicaine et la représentation du monde social des petits propriétaires varois.

Partant, si la SFIO tend à devenir le pôle autour duquel s'organisent les regroupements électoraux, ses dirigeants n'y

⁵³. *Ibid.*, p. 1200.

⁵⁴. Certains élus n'hésitent pas à créer leur propre parti, comme le Parti socialiste français du conseiller général d'Aups, Mognier, la Ligue de la République animée par l'avocat Guigues. *Ibid.*, p. 910.

⁵⁵. Au congrès de la SFIO d'août 1925, il soutient au nom du Var une motion favorable à la participation de ministres socialistes au gouvernement et ne cessera par la suite de réaffirmer cette position "ministérielle". T. Judt, *La reconstruction du parti socialiste...*, *op. cit.*

parviennent qu'à la faveur d'une politique de bloc des gauches — contre la ligne générale de la SFIO — et de l'intégration sur les listes parrainées par le parti de nombreux candidats “indépendants”. Ainsi, pour les élections législatives de 1924, une liste commune est élaborée entre la SFIO, la Fédération des cercles rouges, la Libre Pensée, la LDH, et la Ligue de la République. Si trois des quatre candidats retenus appartiennent à la SFIO (Renaudel, Reynaud et Carmagnolle, le quatrième, Victor Brémond, étant un radical proche de Herriot), ils ont aussi été choisis en vertu des positions qu'ils occupent dans les autres organisations du milieu rouge (Reynaud est très actif dans les cercles rouges de l'arrondissement de Draguignan, Carmagnolle dans les organisations viticoles) et de leur profil consensuel ; à l'inverse, un des candidats le mieux investi par la SFIO, Émile Herpe, dirigeant de la section de Toulon et de la fédération, syndicaliste enseignant, est contraint de se retirer sous la pression de Renaudel⁵⁶. La mobilisation de réseaux extra-partisans constitue bel et bien une condition décisive de toute carrière politique.

Les élections sénatoriales, cantonales et municipales illustrent mieux encore l'emprise toute relative de l'état-major de la SFIO sur les candidatures. Ces élections offrent partout l'occasion de savants dosages entre les différents réseaux constitutifs du milieu rouge, au risque pour les dirigeants du parti de déclencher une guerre ouverte si les équilibres ne sont pas respectés comme à La Seyne où, à partir de 1925, les franc-maçons très liés aux organisations laïques s'estimant insuffisamment représentés, entrent en conflit avec la municipalité socialiste où dominent les ouvriers de l'arsenal ; au risque également de ne pas être soutenus par les élus, comme aux élections sénatoriales de 1927, où, en dépit d'une liste socialiste homogène et de la montée des socialistes depuis 1924, les délégués sénatoriaux désignent dès le premier tour deux radicaux-socialistes et un socialiste SFIO, tous trois sortants et francs-maçons. Si, comme le souligne Jean Girault, à la fin des années 20, “le parti socialiste SFIO, faute d'alliés organisés, se

⁵⁶. J. Girault, *Les Varois et le socialisme...*, *op. cit.*, p. 922sq.

présente en situation de captation de ce qui survit de l'élan rouge” et si “le Var rouge riche de dissidences [...] tend à se confondre avec le parti socialiste SFIO”⁵⁷, on ne saurait oublier que cela s'accompagne d'une transformation de la SFIO dont l'organisation et la marque sont en fait profondément modelées par l'héritage clemenciste et les particularités de la société varoise. Cette situation explique la fragilité de l'organisation partisane, la division croissante du parti entre les militants et responsables de la région toulonnaise et ceux du Var rural, et l'ampleur de la scission “néo-socialiste” de 1933 qui conduit hors du parti la plupart des élus du département.

Tout se passe en définitive comme si les caractéristiques structurelles du “milieu rouge” établissaient ce que peut être le socialisme varois et ce qu'il est effectivement. Étroitement tributaire de formes d'organisation sociale non partisans mais fortement structurées, elles-mêmes expression d'un ensemble complexe de relations entre groupes partageant des croyances communes — qu'on a désignées comme constitutives d'une “culture républicaine” —, mal différenciés, sauf à Toulon et dans quelques petites villes, et de réseaux entretenant une sociabilité très typée. La SFIO ne se construit pas par opposition au radicalisme, mais comme une relève des traditions et des comportements de celui-ci ; non sans profiter pourtant des transformations qui, ici ou là, les affectent. C'est à la lumière de ce processus général qu'il convient d'étudier maintenant les caractéristiques propres du “parti” qui tend à dominer la vie politique varoise entre les deux guerres, lesquelles font apparaître une organisation bien peu structurée.

Une organisation socialiste peu structurée et géographiquement divisée

La contrepartie de la politique incarnée par Renaudel est non seulement la présentation d'un programme très édulcoré par

⁵⁷. *Ibid.*, p. 956 et 991.

rapport au programme national du parti et donc susceptible de ne pas heurter les alliés radicaux⁵⁸, mais aussi l'impossibilité voire le refus de développer l'appareil de la SFIO au profit de la conquête de positions électorales. Afin de ne pas se couper des soutiens rouges, Renaudel n'apportera, par exemple, aucune aide aux diverses tentatives de mise en place d'une presse socialiste indépendante, préférant soutenir le quotidien radical, *Le Petit Var*, ouvertement favorable à la politique de bloc des gauches, mais hostile à la municipalité socialiste de Toulon ; de même s'investira-t-il très peu dans l'animation des sections. Les tentatives de développer un travail de mobilisation partisane restent en fait limitées à la circonscription de Toulon et à la ville de Draguignan, comme le montre la liste des sections qui ont fonctionné régulièrement de 1920 à 1935 : sur les quinze sections dans ce cas, chiffre particulièrement faible, huit se trouvent dans la région toulonnaise⁵⁹. La plupart ont donc une vie irrégulière sans que la présence d'élus assure leur existence ou leur développement ; au contraire, les résultats électoraux n'apparaissent en rien corrélés avec la présence d'une section socialiste. C'est ce que constatent après-coup les auteurs de la brochure de présentation de la fédération : "Il faut d'ailleurs constater qu'à cette époque-là nos progrès électoraux sont plus sensibles que nos progrès d'effectifs. On arrive à des contrastes saisissants : parfois, seul le maire d'une commune appartient, en isolé, au Parti socialiste ; ailleurs, des conseillers généraux du Parti ne s'appuient dans leur canton sur aucune organisation socialiste appréciable. Cela provient souvent du manque d'hommes actifs, dévoués, capables d'assumer les charges d'une section, quand elle a été créée après une bonne réunion"⁶⁰. Dans bien des cas, le cercle, le conseil municipal ou le

⁵⁸. Par exemple, en 1924, la revendication du droit syndical pour tous les travailleurs n'est pas reprise ; de même celles de l'ajustement des salaires des employés de l'État sur le coût de la vie et d'un salaire minimum ne figurent pas dans le programme départemental de la liste du "bloc des rouges".

⁵⁹. Toulon, La Seyne, Carqueiranne, La Farlède, La Garde, Hyères, Ollioules, Pierrefeu. J. Girault, *Les Varois et le socialisme...*, *op. cit.*, p. 1010sq.

⁶⁰. *Histoire et vie de la Fédération du Var*, *op. cit.*, p. 21.

conseil d'administration de la cave vinicole suffisent à organiser la mobilisation électorale.

La contrainte d'adhésion qui pèse sur les élus est au demeurant très faible. Le fait d'appeler à voter pour le candidat socialiste aux élections cantonales et législatives est souvent considéré comme le principal gage d'« affiliation » au parti. C'est le contrôle du conseil général à partir de 1922 et les liens personnels tissés par Renaudel qui semblent jouer le rôle essentiel dans le ralliement progressif d'un certain nombre d'élus à la SFIO. Beaucoup adhèrent d'ailleurs juste avant ou après une élection au conseil général ou au Conseil d'arrondissement. Si l'adhésion formelle s'impose de plus en plus au cours des années 20 comme une preuve de fidélité, elle ne s'accompagne pas pour autant de la nécessité de « militer » ou simplement de verser une partie de ses indemnités d'élus au parti. C'est sur ces bases que la SFIO accroît nettement son nombre d'élus, essentiellement au détriment des radicaux (tableau 28) : de 1919 à 1929, le nombre de maires radicaux passe de 63 à 39 et celui des maires SFIO de 22 à 41 ; de même, au conseil général, les élus SFIO qui étaient 9 sur un total de 15 conseillers généraux rouges en 1919, en représentent 14 sur 21 en 1925 et 17 sur 22 en 1931. Cette évolution s'accompagne d'un renforcement de l'ancrage paysan : on compte, par exemple, 28% d'agriculteurs parmi les conseillers d'arrondissement élus de 1919 à 1937 (12 sur 43), soit le groupe le plus important, devant les enseignants (7), les fonctionnaires (6), les ouvriers (7), et les commerçants-artisans (7) ; cette proportion est à peu près la même parmi les maires (10 sur 41) et les adjoints au maire (22 sur 81) socialistes élus en 1929, elle est beaucoup plus forte chez les conseillers municipaux élus la même année (51,4%) et beaucoup moins forte chez les conseillers généraux (5 sur 32, soit 15,6%).

Tableau 28 : L'étiquette politique des maires du Var (1919-1935)⁶¹

	SFIO	Rouges*	Radicaux	Communistes	Droite	Inconnu et sans étiquette	Total
1919	14,8	14,1	42,3	-	19,5	9,1	100,0 (149)
1925	20,8	26,2	32,2	0,6	19,5	0,6	100,0 (149)
1929	27,3	27,3	26,0	0,6	18,6	-	100,0 (150)
1935	14,5	44,4	20,5	4,0	16,5	-	100,0 (151)

* Y compris les élus passés au PSDF à partir de 1932.

L'ancrage rural et paysan de la SFIO contribue à donner une place prépondérante aux réseaux d'élus structurés autour du conseil général⁶² et aux organisations non expressément politiques (LDH, Libre Pensée, Franc-Maçonnerie, organisations agricoles, sociétés de chasse...), réseaux que le parti en tant que tel a énormément de mal à contrôler. Comme au temps de Clemenceau au profit des radicaux, le conseil général apparaît comme un rouage essentiel de l'influence politique de la SFIO⁶³. La distribution des subventions, le vote de motions de soutien et de crédits à destination des viticulteurs, une action particulière en faveur des constructions et des œuvres scolaires, illustrent le caractère central de cette arène dans la vie politique varoise, où s'entretiennent les relations avec le préfet, avec les porte-parole des organisations viticoles et laïques et où se concrétisent les accords avec les élus rouges. Ce type d'organisation du PS est d'autant plus prégnant que, localement, aucune élite ne paraît en mesure de s'appuyer sur des ressources proprement partisans pour contester l'hégémonie des "notables" ruraux. Les instituteurs, qui ont joué ce rôle dans le Pas-de-Calais ou dans d'autres bastions socialistes comme l'Aude ou l'Ariège par

⁶¹. Tableau établi à partir des données recueillies par J. Girault, *Les Varois et le socialisme...*, *op. cit.*, p. 2658.

⁶². L'importance du conseil général, comme l'a noté Pierre Grémion, est restée longtemps un trait structurel typique de départements ruraux faiblement industrialisés mais fortement urbanisés. P. Grémion, *Le pouvoir périphérique. Bureaucrates et notables dans le système politique français*, Seuil, 1976, p. 234sq.

⁶³. Les deux hommes clé du conseil général, le président Gustave Fourment et le premier vice-président Albert Lamarque, sont tous deux très proches de Renaudel.

exemple⁶⁴, semblent ici absents ou au moins isolés. Ils n'ont réussi ni à prendre le contrôle d'un milieu laïque pourtant très dense (ils ne représentent, par exemple, que 6,3% des présidents des sections de la Ligue des droits de l'Homme), ni à investir les instances statutaires du parti (sur les 38 membres de la commission exécutive de la fédération de 1921 à 1933, on ne compte que 5 enseignants, la plupart professeurs)⁶⁵, et encore moins le terrain électif (seuls 2% des conseillers municipaux socialistes élus en 1935 sont enseignants⁶⁶). Tout se passe comme si dans les villes comme Toulon ou Draguignan, ils étaient concurrencés par des professeurs de collège ou d'École normale, des avocats, des journalistes ou des militants syndicaux d'origine ouvrière ; dans les bourgs par des artisans-commerçants ou par des médecins ou des pharmaciens ; dans les villages par des leaders paysans que la relative aisance matérielle laisse disponible pour la politique. L'enquête par questionnaires menée par Jean Girault sur un échantillon d'enseignants varois (composé à 80% d'instituteurs) ayant exercé dans les années 30, apporte des éléments complétant les observations qui précèdent⁶⁷ ; elle indique en effet que, malgré une réelle sympathie pour la SFIO (31% d'adhérents et 80% d'électeurs), l'aisance matérielle des instituteurs varois, liée à un exercice majoritaire du métier en milieu rural, ne semble pas les avoir prédisposés à se préoccuper des problèmes économiques et sociaux, ni à s'investir dans l'action politique et syndicale, à l'exception de ceux de la région de Toulon, plus souvent d'origine ouvrière : de ce point de vue, la conception du socialisme de la grande majorité des instituteurs varois apparaît en parfaite adéquation avec celle qu'incarne Renaudel, résumable par le triptyque républicanisme, patriotisme, anti-communisme.

⁶⁴. Par exemple, en 1945 en Ariège, plus de 20% des conseillers généraux socialistes sont des instituteurs contre moins de 5% dans le Var. M.-H. Marchand, *Les conseillers généraux en France depuis 1945*, A. Colin, 1970, p. 65.

⁶⁵. À côté de 4 ouvriers, 5 ouvriers de l'arsenal, 6 employés et fonctionnaires, 2 représentants de commerce, 5 cultivateurs, 6 artisans et 4 commerçants. J. Girault, *Les Varois et le socialisme...*, *op. cit.*, p. 1042.

⁶⁶. Cf. tableau 26 ci-dessus.

⁶⁷. J. Girault, "Les enseignants varois au moment du Front populaire", *Provence historique*, XXIV, 96, 1974, pp. 115-160.

Le cas des instituteurs le confirme, la plupart des socialistes qui récusent cette définition du socialisme se situent dans la région toulonnaise, où la présence de militants ouvriers et de nombreux membres de la bourgeoisie intellectuelle (professeurs, professions libérales, cadres administratifs de l'arsenal, officiers en retraite...) a entraîné le développement d'une vie de section à certains égards analogue à celle existant dans les villes ouvrières du Pas-de-Calais. À La Seyne par exemple, où la SFIO est dominée par des salariés de l'arsenal de Toulon⁶⁸, les réunions de section sont régulières ; des fêtes, des sorties associent les épouses et les sympathisants, des concours de boules, des soirées-spectacles, des bals sont organisés, et des actions de soutien aux revendications ouvrières sont entreprises. La section du PS en porte encore la trace aujourd'hui. Elle est, par exemple, l'une des seules sections du Var à avoir conservé un local ayant pignon sur rue sur le port, au cœur de la ville ouvrière, toujours dénommé "cercle des travailleurs". Le terme de cercle n'est pas qu'une survivance du passé ; ouvert en permanence à tous les membres, il fait office de lieu de sociabilité : un réfrigérateur rempli de boissons fraîches permet à chacun de s'y retrouver pour "taper le carton" ou boire un verre en passant. De même, la section est très structurée : elle est l'une des rares du département à avoir une commission exécutive et un secrétariat où sont représentés tous les courants et où les tâches sont soigneusement délimitées en fonction des compétences de chacun, et à publier régulièrement un journal. La continuité avec le passé ouvrier et syndical est symbolisée par son secrétaire de section, Marcel Barbero qui, bien que professeur d'université à Marseille, est un pur produit du milieu socialiste ouvrier local : fils de grands-parents et de parents ouvriers boulangers, socialistes et

⁶⁸. On y compte dans l'entre-deux guerres 13 salariés ou retraités de l'arsenal sur les 20 conseillers municipaux socialistes, J. Girault, *Les Varois et le socialisme...*, *op. cit.*, p. 1575. Notons que les ouvriers des Chantiers navals (Forges de la Méditerranée) sont très peu présents. La répression patronale et la majorité d'étrangers au sein de son personnel, en font un lieu de faible syndicalisation d'où émergent peu de militants politiques jusqu'au milieu des années trente. Le développement du parti communiste à La Seyne à compter de cette période, semble avoir tenu pour une bonne part à sa capacité à avoir su représenter ces ouvriers, souvent d'origine italienne, moins qualifiés et protégés que ceux de l'arsenal.

syndicalistes, il a successivement milité aux Faucons rouges dès l'âge de douze ans et aux Jeunesses socialistes, avant de devenir secrétaire-adjoint du club Léo Lagrange de Toulon ; ce dernier confirme en outre la permanence des liens avec l'arsenal : “C'est une section bon où il y a beaucoup d'anciens ouvriers, des anciens de l'arsenal, mais à l'arsenal est-ce qu'on est ouvrier ? On est employé de l'Etat, car en général tout ce qui se fait au niveau manuel est souvent sous-traité ; on a quelques ouvriers-techniciens des chantiers. Oui il y a une certaine tradition ouvrière. [...] Au niveau du secrétariat de la section, il y a des femmes, des jeunes, beaucoup de jeunes : il y a deux éducateurs, des instituteurs, des enseignants, un ingénieur, un comptable, il y a trois ouvriers de l'arsenal, un cadre administratif, un ouvrier des chantiers et un commerçant industriel”⁶⁹. La présence d'ouvriers pour partie protégés, formés dans des écoles professionnelles, ayant bénéficié très tôt de la possibilité d'élire leurs propres délégués — à l'instar des mineurs⁷⁰ —, donne aux sections de l'agglomération toulonnaise (Toulon, La Seyne, Six-Fours, La Garde), et même de villes plus éloignées où des navettes permettent le transport de la main-d'œuvre comme au Luc, une physionomie particulière : le militantisme, les formes de mobilisation y apparaissant marqués par l'histoire syndicale.

Deux partis coexistent donc en un, traduisant la juxtaposition d'un milieu partisan peu organisé, entretenu par des élus et par des réseaux extra-partisans très liés au monde viticole dans le Var rural⁷¹, et d'un milieu partisan syndicalisé, plus tourné vers les revendications ouvrières et vers le parti communiste dans le Var urbain et industriel. Cette coexistence cesse lors de la

⁶⁹. Rappelons qu'en 1933, l'arsenal compte 9191 ouvriers permanents plus 4806 en régie, *ibid.*, p. 75.

⁷⁰. Sur ce point voir l'article de D. Reid, “The Third Republic as Manager...”, art. cit.

⁷¹. Contrairement à ce qui est souvent présenté, ce parti “rural” ne se limite pas seulement à l'arrière-pays varois : bien des villes du littoral, notamment dans les régions de Bandol et de Saint-Tropez, conserveront jusqu'au milieu des années 60 des économies tournées pour l'essentiel vers la viticulture ; inversement, des villes du centre-Var comme Barjols, Fayence, Bargemon, Salernes, Flayosc, Le Luc, la région brignolaise, sont dominées par des activités industrielles ou extractives (tanneries, chaussures, faïencerie, mines de Bauxite...) qui leur donnent un caractère très ouvrier.

scission “néo-socialiste” de 1933. Si celle-ci répond à des logiques propres au site d'interaction national⁷² (rivalités structurelles entre responsables du parti, du groupe parlementaire et de la rédaction du *Populaire*, réactivation de la question de la participation ministérielle de la SFIO liée à la victoire des gauches aux élections législatives de 1932) et international (arrivée de Hitler au pouvoir, changement d'orientation du Komintern...), ainsi qu'à un long travail de démarcation entrepris depuis près de dix ans par un groupe relativement hétérogène⁷³, elle renvoie tout autant à des fondements sociaux qui ne prennent sens que localement. Ce n'est en effet pas un hasard, comme le remarque Georges Lefranc, que “la majorité des élus qui font scission sont du sud de la Loire” et que “les fédérations qui passent au PSDF sont-elles aussi du sud de la Loire”⁷⁴. Engagés depuis longtemps dans la gestion des municipalités et des départements aux côtés des radicaux, peu sensibles à la question ouvrière, peu liés à leur parti, la majorité des élus du Var, comme ceux de la Gironde ou encore de l'Aveyron ou de l'Hérault, quittent la SFIO quand ils ont enfin l'occasion de constituer un parti qui traduit nationalement ce qu'ils pratiquent depuis longtemps localement, à savoir la participation à la gestion des institutions, l'alliance avec les républicains, la défense de la propriété et l'union avec les classes moyennes.

L'évolution générale de la SFIO à partir du début des années 30, sous la pression de la concurrence communiste et trotskyste au sein du parti, a amené les dirigeants nationaux à imposer des pratiques et des normes de plus en plus en décalage avec celles auxquels sont attachés la majorité des élus et des militants du Var rural ; l'influence personnelle de Renaudel a fait le

⁷². Cf. le témoignage de Georges Lefranc dans “Une scission malencontreuse : la scission ‘néo-socialiste’ de 1933”, in *Visages du mouvement ouvrier français*, PUF, 1982.

⁷³. Cette hétérogénéité est soulignée par A. Bergounioux, “Réformisme et néo-socialisme : la crise de la social-démocratie française dans les années trente”, in *Réformisme et révisionnisme dans les socialismes allemand, autrichien et français*, MSH, 1984, pp. 171-184.

⁷⁴. G. Lefranc, “Une scission malencontreuse...”, art. cit., p. 137. Au total, six fédérations ont dû être totalement reconstruites après la scission néo-socialiste de 1933 et la constitution du Parti socialiste de France-Union Jean Jaurès : l'Aveyron, la Charente, Constantine, la Gironde, la Haute-Saône et le Var où 70 sections ont suivi Renaudel.

reste. Les quatre parlementaires, la quasi totalité des conseillers généraux sauf deux (Sénès et Lamarque), 19 maires sur 41 quittent alors la SFIO, si bien qu'au congrès de “refondation” de la SFIO, seules 34 anciennes sections sont représentées⁷⁵. La scission concerne des élus de toutes les catégories sociales (tableau 29), elle touche aussi bien les agriculteurs (dont 26,8% des conseillers municipaux sont membres de la SFIO en 1929 contre 11,4% en 1935), que les fonctionnaires actifs (55% contre 9,7%) ou les ouvriers (39,8% contre 24,1%). En réalité, la rupture est plus territoriale que sociale, la plupart des élus de la région toulonnaise et de Draguignan restent à la SFIO.

Tableau 29 : Les conseillers municipaux varois selon la catégorie sociale et selon l'étiquette politique en 1935 (% verticaux)

	Agric.	Prop. ruraux	Prop. urbains	Ouvr. agr.	Ouvr.	Art-com.	Fonct. actifs	Fonct. retraité	Ens. actifs	Ens. retraité	Prof. lib.
SFIO	11,4	7,7	0,0	20,0	24,1	15,2	9,7	12,6	33,3	15,8	11,1
Rouge*	53,3	50,0	39,1	26,7	41,7	42,0	54,8	52,3	66,7	52,6	31,9
Rad-soc	17,4	18,3	21,7	0,0	6,0	18,3	6,5	17,1	0,0	26,3	9,7
PCF	2,3	0,0	4,3	20,0	15,6	4,0	3,2	0,9	0,0	0,0	0,0
Droite	13,7	19,2	34,8	20,0	10,1	20,5	19,4	14,4	0,0	5,3	44,4

* Les membres du PSDF sont regroupés ici.

Un des effets les plus clairs de cette scission est la construction d'un appareil politique spécialisé et d'un travail de mobilisation proprement partisan. Suite à la rupture, les militants de la Bataille socialiste ou proches de cette tendance, dont plusieurs responsables syndicaux de la fonction publique, se retrouvent en charge de reconstruire la fédération avec l'aide de la direction nationale du parti qui finance le lancement d'un hebdomadaire socialiste, *Le Populaire du Var*, et envoie ses principaux leaders faire la tournée des sections les plus dynamiques ; Paul Faure lui-même anime une série de meetings à La Seyne, Toulon et Draguignan début 1934. Au total, au cours de la même année, quatre-vingt douze réunions sont organisées par la nouvelle équipe fédérale dans soixante-dix sept communes ; la mise sur pied

⁷⁵. *Ibid.*, p. 131.

de comités anti-fascistes où se côtoient souvent communistes et socialistes joue un rôle très important dans la remobilisation des militants, notamment parmi les franc-maçons et les immigrés italiens. Un effort tout particulier est opéré en direction des jeunes : l'organisation des Faucons rouges, destinée aux 12-16 ans, est mise sur pied ; les Jeunesses socialistes sont relancées, vingt groupes étant créés au cours de la seule année 1935⁷⁶. On le voit, les nouveaux dirigeants, formés à l'école de la Bataille socialiste, s'inspirent des formes de mobilisation de masse que les responsables parisiens de la tendance, marqués à la fois par l'exemple de Trotsky et des fascistes italiens, ont contribué à instiller dans la SFIO⁷⁷.

Mais les effets de la scission sont durables ; malgré le décès de Renaudel en 1935, l'Union socialiste et républicaine (USR) qui remplace le PSDF, présente ses propres candidats aux élections législatives de mai 1936 et devance la SFIO de quelques voix (15 867 voix contre 15 840). La situation profite au parti communiste qui, très minoritaire jusqu'en 1932⁷⁸, arrive en tête de ces élections avec 20 228 voix devant le Front national (droite) 19 109 voix, enlevant les circonscriptions de Toulon-Ouest-La Seyne et de Brignoles. Pour la première fois, c'est grâce au désistement des candidats communistes que la SFIO réussit à obtenir malgré tout deux sièges sur cinq. Les succès électoraux du parti communiste ont été sans conteste favorisés par la division des socialistes. Ils touchent en priorité les zones ouvrières du littoral et de l'arrière-pays, mais également le milieu viticole ; dans la circonscription de Brignoles, par exemple, le PC s'est taillé un franc succès en se faisant le porte-parole des salariés agricoles et des petits viticulteurs victimes du succès économique des gros exploitants⁷⁹.

⁷⁶. SFIO, *Histoire et vie de la Fédération du Var*, op. cit., p. 22-28.

⁷⁷. É. Nadaud, "Le renouvellement des pratiques militantes...", art. cit.

⁷⁸. J. Girault, "Parti communiste et électorat : l'exemple du Var en 1936", in *Sur l'implantation du PCF dans l'entre-deux guerres*, Éditions sociales, 1977, pp. 273-299.

⁷⁹. J. Girault a analysé en détail les effets de la crise de la viticulture des années 30 sur l'exacerbation des conflits politiques et sociaux dans un bourg viticole in "Une crise municipale sous le Front populaire : l'exemple de Carcès (Var)", *Cahiers d'histoire de l'institut Maurice Thorez*, 19, 1976, pp. 109-126.

Cette concurrence nouvelle et l'orientation de plus en plus ouvertement pro-fasciste de Déat et Marquet ramènent progressivement les élus USR à la SFIO, mais la guerre interrompt brutalement les rapprochements. L'attachement républicain explique que seule une petite partie des élus USR aient été séduits, au moins dans les premiers temps, par le régime de Vichy⁸⁰. C'est la résistance qui entraîne à la fois la reconstitution du milieu socialiste autour de la SFIO et l'émergence d'une nouvelle élite socialiste.

Une nouvelle élite issue de la Résistance

Comme dans la plupart des départements provençaux, les socialistes du Var partagent avec les communistes le contrôle des réseaux de résistance. L'importance des Mouvements unis de la Résistance (MUR) devenus par la suite Mouvement de Libération nationale (MLN), leur donnent une place prépondérante dans l'administration et, par voie de conséquence, au sein des institutions mises en place à la Libération (comités locaux et départemental de libération, municipalités provisoires)⁸¹. Cependant, là encore, effet du type de structuration du milieu socialiste, les “résistants socialistes” sont plus nombreux que les “socialistes résistants” pour reprendre les termes de Jean-Marie Guillon⁸², autrement dit nombreux sont ceux qui ont été amenés à s'engager par l'intermédiaire des organisations constitutives du milieu rouge ; la Franc-maçonnerie, notamment, a occupé une place de premier plan dans la structuration des réseaux de résistance socialistes, au point

⁸⁰. Localement plusieurs maires et responsables viticoles adoptent une attitude ambiguë à l'égard de l'État français en adhérant à la Légion des combattants ou en restant à leur poste jusqu'en 1944. Le radicalisme y perdra ses derniers représentants. J.-M. Guillon, “1940 : le Var rouge dans la vague blanche”, *Vingtième siècle*, octobre-décembre 1990, pp. 57-63.

⁸¹. M. Sadoun, *Les socialistes sous l'occupation*, Presses de la FNSP, 1982, p. 179. Dans le Var, les principaux dirigeants du MLN sont Henri Michel, Jules Cazelles, Franck Arnal, Jean Charlot, Édouard Soldani.

⁸². J.-M. Guillon, “La libération du Var : résistance et nouveaux pouvoirs”, *Les cahiers de l'IHTP*, 15, juin 1990.

que les francs-maçons siègent en tant que tels dans la plupart des comités de libération du Var.

La Résistance a donc entraîné l'apparition de nouveaux dirigeants socialistes qui, marqués par la fréquentation de militants chrétiens et communistes, adoptent des positions "révolutionnaires" conformes au programme du CNR et s'opposent aux élus d'avant-guerre. Les conflits se multiplient alors non seulement avec les communistes, mais également au sein du milieu socialiste pour le contrôle des principales positions électorales : les affrontements sont violents pour conduire la liste socialiste à Toulon entre le président du comité départemental de la Résistance, Franck Arnal, et Joseph Risterucci, un des principaux reconstruc-teurs du parti après la scission de 1933, ancien conseiller municipal et conseiller général de Toulon ; de même, la désignation des candidats aux élections législatives et sénatoriales, et les investitures pour les élections cantonales, suscitent de nombreux conflits. Parallèlement, le surcroît de légitimité de la SFIO, la croissance de ses effectifs et la concurrence du PCF, qui contrôle désormais 49 municipalités contre 6 avant la guerre, conduisent les républicains socialistes, les socialistes indépendants et les USR d'avant-guerre à revendiquer l'étiquette socialiste, sinon toujours à adhérer au parti, dans l'espoir de sauver leur siège ou de bénéficier de l'aura résistante de la SFIO locale. Ainsi, aux élections municipales de 1947, 60 maires sont élus avec l'étiquette socialiste et seulement 4 avec celle de "socialiste indépendant"⁸³.

Le bilan des changements intervenus pendant cette période est contrasté. Comme le note Jean-Marie Guillon, "la SFIO sort de la Résistance avec un personnel renouvelé, sinon toujours au niveau local, du moins au niveau départemental. Les deux nouveaux députés, Jean Charlot et Franck Arnal, le futur conseiller de la République et déjà vice-président du conseil général Édouard Soldani symbolisent bien cette génération"⁸⁴. De fait, dans les fiefs

⁸³. J. George, "Étude socio-professionnelle et politique des maires dans le département du Var (1945-1971)", *Cahiers d'histoire de l'institut Maurice Thorez*, 19, 1976, p. 133.

⁸⁴. J.-M. Guillon, "La libération du Var...", art. cit., p. 85.

socialistes d'avant-guerre (Draguignan, Le Luc, Le Muy, Les Arcs, Fréjus), les équipes municipales dissoutes en 1940 sont reconduites ; toutefois, sur les 43 communes de plus de 2000 habitants ou chef lieu d'un canton du département, on compte en 1945, 60% de nouveaux conseillers municipaux parmi les socialistes. Ces changements ont des effets sur le conseil général dont le président, pourtant démissionnaire en 1940 et opposant à Pétain, Henry Sénès, n'est pas reconduit en 1945, au profit de Joseph Risterucci, et sur la désignation des parlementaires : c'est notamment en s'appuyant sur les élus issus de la résistance qu'Édouard Soldani parvient à s'imposer comme vice-président du conseil général et comme candidat éligible au Conseil de la République aux dépens du président du conseil général, Joseph Risterucci. Le renouvellement de la représentation départementale a été d'une ampleur sans précédent, puisque sur les vingt conseillers généraux socialistes élus en 1945, quatorze occupent ce poste pour la première fois et trois parmi les six en poste avant la guerre ont eu une attitude active pendant la Résistance : Gabriel Barberroux, Louis Cauvin (futur président du conseil général de 1947 à 1956) et Antoine Favro (futur maire de Draguignan de 1953 à 1959).

Il convenait de suivre pas à pas — en prenant pourtant le risque de réduire à des processus généraux inégalement repérables l'extrême diversité des évolutions locales et des carrières individuelles — l'histoire de la SFIO varoise et celle du milieu partisan, qu'elle ne parvient à structurer que dans une sorte de complicité objective avec les autres organisations “rouges” du département. Quelques événements majeurs (la scission néo-socialiste, la guerre, la Résistance) perturbent ce travail toujours inachevé ; mais les caractéristiques structurantes du milieu rouge ne s'effacent pas ; elles tiennent à la persistance de formes de sociabilité, à l'action d'associations et de groupements où s'investissent agriculteurs, commerçants, fonctionnaires et professions libérales. Mais elles tiennent également, comme on va le voir maintenant, à des contrastes économiques relativement stables. On forcerait à peine le trait en disant que la permanence de

ces caractéristiques résulte pour une large part de la transmission de normes sociales de comportement découlant de la relative stabilité de la population rurale, de la protection dont bénéficient certains groupes dans le cadre de leurs activités professionnelles (c'est notamment le cas de l'arsenal de Toulon), ou de la socialisation familiale dont témoigne le parcours d'une majorité d'élus et de responsables nés dans le Var. C'est bien la lenteur des transformations économiques jusque dans les années 50 qui favorise ce processus de transmission, même si transmission ne signifie pas reproduction à l'identique. C'est en ne perdant pas de vue ces considérations qu'on pourra pleinement comprendre l'émergence et la consolidation du "soldanisme" proprement dit.

Le "parti soldaniste" : 1957-1985

Pendant une trentaine d'années, acteurs et commentateurs identifient le socialisme varois au "soldanisme", la SFIO (puis le PS) au "système" que contrôle le président du conseil général-sénateur-maire de Draguignan. Affluent alors, comme autant d'offres d'explication de ce mode particulier de domination politique, les notions de clientélisme, patronage, système notabiliaire ; Soldani, c'est le "chef", le "patron"... le "boss" ; le Var est son fief et, pourquoi pas, son royaume. Laissant de côté tout ce qui est ici métaphores, nous restons très réservé à l'égard de ces termes qui, repris sans précaution, conduiraient à ignorer les caractéristiques sociales du milieu partisan varois. C'est donc vers les formes de relations et de dépendances qui structurent ce milieu, formes héritées pour partie de l'histoire sociale et politique du Var rouge, qu'il convient de se tourner ; elles seules permettent de comprendre comment Édouard Soldani a pu bénéficier de la prépondérance politique du Var rural sur la région urbanisée et industrialisée toulonnaise, alors même que le changement d'équipe intervenu à la Libération, ainsi que la monopolisation des candidatures de gauche non communiste par la SFIO, se sont accompagnés d'une réactivation des structures partisans et d'un

rééquilibrage apparent des pouvoirs au profit des militants et dirigeants des villes côtières (La Seyne, Toulon et Saint-Raphaël). Significativement, trois des quatre parlementaires du Var élus à la proportionnelle en sont issus : Franck Arnal est pharmacien à Toulon, Jean Charlot mécanicien à Saint-Raphaël et Albert Lamarque, ancien ouvrier et responsable syndical de l'arsenal, est conseiller général de La Seyne ; seul Édouard Soldani fait exception, puisqu'il milite à la section des Arcs près de Draguignan. Pour comprendre pourquoi de ces quatre leaders, investis de la même légitimité résistante et militante (tous sont restés fidèles à la SFIO en 1933), c'est le représentant du Var rural qui va s'imposer, il faut d'une part insister sur la permanence des conditions sociales et politiques qui structurent le milieu socialiste et d'autre part montrer en quoi les ressources d'Édouard Soldani lui ont permis de devenir "l'homme de la situation".

La ruralisation du milieu socialiste

La permanence des réseaux constitutifs du milieu socialiste et du mode d'organisation du parti *stricto sensu* s'explique d'abord par la relative stabilité de la structure sociale et par l'accentuation du clivage entre le Var rural et viticole et le Var côtier industriel et touristique, sans qu'en soit encore entamée la domination politique du premier. On aura une idée des fondements sociaux de cette bipolarité géographique en rappelant qu'en 1911, le Var ne comptait que cinq villes de plus de 5000 habitants : Saint-Raphaël (5112), Draguignan (9974), Hyères (21 339), La Seyne (22 093) et surtout Toulon (104 582), qui représentait à elle seule 31,6% de la population départementale. Près d'un demi-siècle plus tard, en 1954, ce ratio a peu évolué (34,2%), même si un relatif essor des activités touristiques après la première guerre mondiale a suscité la croissance de quelques villes du littoral : ainsi, entre 1911 et 1954, Fréjus triple sa population, Saint-Raphaël la double, de même que Sanary et Sainte-Maxime. Mais les conséquences politiques de l'élan touristique sont encore limitées car il s'agit d'un tourisme de

luxe très sectorisé⁸⁵. En revanche, le développement de nouvelles industries et des cultures maraîchères dans la périphérie de Toulon a entraîné une “ouvriérisation” des populations et l’arrivée d’une main-d’œuvre d’origine italienne dans laquelle le parti communiste, via la CGT, a reçu un accueil très favorable. En fin de compte, de 1936 à 1954, c’est surtout le secteur secondaire, passé de 25,6% à 33% de la population active, qui a donc profité de la diminution de la population active agricole et non le secteur tertiaire, demeuré stable à un niveau déjà élevé (46,0%).

Toutefois, en 1954, on ne compte toujours que six villes de plus de 10 000 habitants dans le département et la vie sociale, politique et économique reste toujours fortement structurée par le tissu des villes viticoles de 2 à 4000 habitants du centre du département. La prépondérance dans l’économie varoise de la viticulture et des activités commerciales et artisanales afférentes s’est enforcée dans l’entre-deux-guerres. Les prix élevés du vin dans les années 20, la relative résistance des viticulteurs varois face à la crise des années 30 grâce à la vigueur des organisations coopératives, ont accentué le processus de spécialisation entamé à la fin du XIXe siècle, si bien qu’en 1946, les actifs agricoles restent la catégorie sociale la plus importante du Var, avec 31 939 chefs d’exploitation (dont 80% en faire-valoir direct) et 21 943 salariés agricoles, soit 29,4% de la population active départementale et 41,7% de la population des villes de moins de 2000 habitants. On mesurerait mieux l’influence de l’économie viticole si l’on ajoutait les activités industrielles annexes comme les bouchonneries qui continuent, par exemple, d’employer près de cinq cents personnes à La Garde Freinet, les activités de transports et de commerce, ainsi que les emplois salariés dans le secteur coopératif et mutualiste agricole, qui expliquent pour une part non négligeable le poids du secteur tertiaire dans le département.

Si la population active agricole a bien diminué de 11% entre 1911 et 1936, c’est aux dépens des villages du haut-Var voués à

⁸⁵. L’histoire touristique du Var est analysée par M. Marié, *Un territoire sans nom. Pour une approche des sociétés locales*, Librairie des Méridiens, 1982. L’auteur souligne la résistance des “notables” varois au développement touristique jusqu’aux années 50.

l'élevage et au petit artisanat. Le déclin a également touché la population ouvrière en milieu rural, les bourgs industriels du centre-Var étant victimes des progrès de la production de masse : ainsi assiste-t-on à la disparition plus ou moins rapide de la fabrication de chaussures à Bargemon et Flayosc, ou de la céramique à Fayence. Cependant les ouvriers non agricoles ne disparaissent pas pour autant du Var intérieur ; on trouve notamment de nombreux mineurs dans les villages qui s'étirent de la région de Brignoles à celle du Luc, et dont les gisements fournissent 60% de la production française de bauxite⁸⁶. Cette présence d'une activité minière explique l'influence très localisée du parti communiste. De même, les tanneries à Barjols (400 emplois dans les années cinquante), la fabrication de tomates à Salernes ou encore les ateliers de réparation de la SNCF à Carnoules, se maintiennent et constituent autant de fiefs ouvriers en milieu rural où le PC, profitant d'une vieille tradition syndicale et mutualiste, s'implante durablement⁸⁷.

Au total, on peut avancer que la relative stabilité démographique et économique qui caractérise le Var jusqu'au début des années 50 est une condition favorable à la transmission des règles, des pratiques et des codes de signification propres au milieu socialiste, au-delà du changement de personnel politique et de certaines percées du parti communiste en milieu rural, d'autant que la petite propriété et les structures coopératives se sont encore étendues. D'autres phénomènes contribuent enfin à la domination politique du Var viticole : d'une part, la relative lenteur des processus de naturalisation des étrangers qui limite leur influence électorale, d'autre part la fixité du découpage électoral (législatif et cantonal). Les professions indépendantes conservent de la sorte un poids électoral nettement supérieur à leur poids démographique : les seuls agriculteurs, nettement majoritaires dans la circonscription

⁸⁶. Les huit compagnies employant huit cents personnes sur différents sites au début des années 50 seront progressivement pour la plupart rachetées par le groupe Péchiney, qui a exploité les gisements jusqu'à la fin des années 70.

⁸⁷. Encore aujourd'hui, le PC contrôle notamment les mairies de Carnoules, Barjols et Tourves (ville minière).

de Brignoles, représentent au moins 40% des électeurs dans trois des cinq circonscriptions du Var à la fin des années 30 et ne sont absents que de la première circonscription de Toulon qui correspond au centre-ville⁸⁸. Si l'on ajoute le groupe des artisans-commerçants, souvent proches des viticulteurs en milieu rural, les professions indépendantes se trouvent majoritaires dans trois circonscriptions sur cinq, et fortement présentes (41,5%) dans la seconde circonscription — pourtant très ouvrière — de Toulon-La Seyne. Ce poids électoral et social se traduit par la prépondérance des agriculteurs parmi les maires du département jusqu'en 1965 (40% en 1945 et toujours 33% en 1965), et ce y compris dans des villes de plus de 2000 habitants où prédomine la viticulture ou l'horticulture, telles que Cogolin, Le Luc, Carqueiranne, La Crau, Le Pradet, Saint-Cyr, Saint-Maximin ou Solliès-Pont⁸⁹, dont une majorité s'affiche "socialiste".

L'importance du réseau des élus agriculteurs d'un côté, la montée du parti communiste dans les communes et les circonscriptions ouvrières de l'intérieur et surtout du littoral de l'autre, contribuent donc à reproduire et durcir un peu plus la division entre le Var rural et le Var côtier, division qui recouvre plus ou moins une division entre le Var ouvrier et le Var agricole. Le socialisme urbain, dont les succès électoraux de la Libération ont pu quelque temps faire illusion, ne parvient ni à s'organiser durablement, ni à trouver sa place entre un parti communiste solidement arrimé au syndicalisme ouvrier et une croissante implantation des formations modérées — et surtout gaullistes — dans la bourgeoisie moyenne des villes côtières. L'après-guerre permet ainsi de vérifier la faiblesse des réseaux sur lesquels la SFIO, depuis les années 20, peut s'établir ; en termes de stratégie partisane, c'est d'incapacité des socialistes de la région toulonnaise à concevoir leurs objectifs propres qu'il convient même de parler. Aussi leur poids au sein de la fédération redevient-il négligeable.

⁸⁸. J. Girault, *Les Varois et le socialisme...*, *op. cit.*, p. 2423.

⁸⁹. 6% des maires sont fonctionnaires en 1945 mais 24% en 1965 (dont 18 instituteurs ou professeurs sur 26), 11% sont professions libérales en 1945 comme en 1965. J. George, "Étude socio-professionnelle et politique des maires...", *art. cit.*, pp. 129-130.

La prépondérance de la résistance communiste dans les villes ouvrières (La Seyne, Toulon, La Garde, La Valette, Carnoules...) et la force de la CGT⁹⁰ assurent au "parti des fusillés" la première place à gauche. En outre, la faiblesse du MRP dans ce département largement déchristianisé⁹¹, laisse vite le champ libre à un puissant courant gaulliste lié à la présence militaire. Les marges de manœuvre des socialistes en sont réduites d'autant. Ils sont contraints, la plupart du temps, de négocier avec le parti communiste, quand ils ne finissent pas par le rejoindre comme Michel Zunino, maire de La Garde et ancien député SFIO (1936-1940) ou Joseph Risterrucci, conseiller général de Toulon, président du conseil général de 1945 à 1947.

Pendant toute la IV^e République, et bien au-delà, les socialistes de la région toulonnaise sont en fait tirillés entre deux stratégies : un accord avec les modérés ou avec les communistes. Dès les années 50, la section de Toulon se divise sur cette question, une majorité finissant par se dégager en faveur d'un accord avec le PC, qui permet à l'avocat socialiste Édouard Le Bellegou de gouverner tant bien que mal la ville de 1953 à 1959, contre l'avis de la majorité de la fédération, c'est-à-dire essentiellement des élus du Centre-Var menés par E. Soldani. L'échec de cette alliance, sous la pression de la fédération et des événements extérieurs (Révolution hongroise), marginalise pour longtemps les socialistes toulonnais. Certains, comme Franck Arnal, ancien président du CDL, rejoignent les gaullistes de gauche en 1958 ; d'autres participent à la municipalité de Maurice Arreckx en 1959 ; d'autres encore rejoignent le PSU. Durant cette période, la SFIO toulonnaise achève de perdre son influence, et ne conserve quelque écho que

⁹⁰. Le PCF et la CGT bénéficient en outre à Toulon de la politique menée par le ministre aux armements Charles Tillon, qui autorise l'embauche de plusieurs milliers d'ouvriers supplémentaires à l'arsenal. À l'inverse les socialistes locaux paient durement la décision du gouvernement de supprimer près de 5000 emplois dans les années 1949-50, comme nous l'a fait remarquer, le leader syndical FO de l'arsenal de l'époque, Marcel Tourtin, entretien avec l'auteur, le 24 avril 1991.

⁹¹. Le MRP n'obtient que 6% des suffrages aux élections législatives de 1951. À Toulon, où le taux de pratique, compte tenu de la tradition cléricale de la Marine nationale, est sans doute l'un des plus élevés du département, en 1948, le taux de messés, tel qu'il était évalué par le clergé, était de 12,8% de la population totale. F. Boulard, J. Rémy, *Pratique religieuse urbaine et régions culturelles*, Éditions ouvrières, 1968.

dans la moyenne fonction publique liée au milieu laïque. La SFIO ne disparaît certes pas totalement des villes côtières durant cette période. Mais les municipalités qu'elle conserve, souvent au prix d'alliances avec des candidats modérés, sont celles de villes où continuent de prédominer les activités agricoles et commerciales telles que Hyères, Fréjus, Saint-Raphaël et Bandol. Dès lors, on assiste à un décalage croissant entre le résultat des élections locales (municipales et cantonales) où les candidats socialistes ou apparentés sont nettement majoritaires et celui des élections législatives où le parti communiste d'abord, puis le parti gaulliste à partir de 1958, devancent régulièrement la SFIO. Aux élections de 1951 par exemple, alors que le PC a perdu 22 des 49 municipalités conquises à la Libération, il obtient 33,91% des suffrages exprimés et la SFIO, 29,88% (tableau 30). Ce contraste entre d'un côté, une implantation locale forte et sectorisée reposant sur des alliances très larges et l'influence du conseil général, et de l'autre, la faiblesse des positions aux élections législatives, manifeste tous ses effets en 1958, quand la gauche se retrouve pour la première fois depuis 1848 sans aucun député au profit des candidats se réclamant du général De Gaulle⁹².

Tableau 30 : Évolution du score de la SFIO, du PCF et des gaullistes aux élections législatives de 1946 à 1968 (% départemental des exprimés)

	10 nov 1946	1951	1956	1958 (1er tour)	1962 (1er tour)	1967 (1er tour)	1968 (1er tour)
SFIO	28,10	29,88	22,76	23,35	18,25	20,29	16,37
PCF	39,15	33,91	34,98	23,64	27,65	26,26	24,33
RPF/UNR	13,31	18,27	-	29,51	32,35	33,92	43,60

La situation électorale de la SFIO en 1958 apparaît comme un révélateur de cet ensemble de contraintes sociales par lesquelles subsiste la configuration de forces très caractéristique du Var rouge. C'est dans la partie viticole du département que se

⁹². Ce n'est qu'en 1962 que la SFIO conquiert sa première circonscription au scrutin majoritaire (Draguignan-Brignoles), les gaullistes continuant de détenir les trois autres, malgré les défections de nombreux élus — dont Maurice Arreckx — opposés à l'indépendance algérienne.

maintiennent les réseaux professionnels, corporatifs, associatifs et familiaux qui constituent le milieu partisan socialiste ; tandis que la région toulonnaise offre au parti communiste le soutien de ses syndicats ouvriers, et au gaullisme la base d'une implantation électorale qui mêle souvenirs de la Résistance, intérêts militaires et réseaux patriotiques... L'arrivée au pouvoir du général De Gaulle a divisé les socialistes varois, une partie dénonçant la violation des principes républicains et ralliant le PSU à l'instar de Jean Charlot, tandis qu'une autre, marquée par les souvenirs de la résistance et le nationalisme gaullien⁹³, quittait le parti comme Franck Arnal et Gabriel Escudier, sénateur et vice-président du conseil général. À cette date, les ressources de la SFIO se trouvent donc plus que jamais réduites aux mandats sénatoriaux, au contrôle de la majorité des municipalités, et surtout à la présidence du conseil général. Cela donne à Édouard Soldani une position stratégique, d'autant que la plupart de ses adversaires potentiels ont progressivement quitté la SFIO (J. Risterucci, F. Arnal, J. Charlot) ou ont été marginalisés (E. Le Bellegou, A. Lamarque).

On est désormais mieux en mesure de saisir la place qu'a pu occuper Édouard Soldani dans le milieu socialiste varois et les pratiques qu'il est amené à reproduire. On comprend notamment que dans un contexte de ruralisation de l'implantation électorale du parti, de menace croissante du parti communiste, puis des gaullistes, il se soit retrouvé en position de force en tant que sénateur et vice-président du conseil général pour réactiver les principes républicains et endosser les rôles qu'exigeait la situation. Reste à comprendre comment ses propres dispositions sociales et politiques l'y ont prédisposé.

Édouard Soldani : incarnation du socialisme varois d'après-guerre

⁹³. Le fort attachement aux valeurs patriotiques des socialistes varois s'est manifesté lors du débat sur la CED au cours duquel la grande majorité des responsables de la fédération s'est prononcée contre.

La biographie d'Édouard Soldani (1911-1996)⁹⁴ met en évidence une série de propriétés qui initialement le rattachent aussi bien au socialisme républicain varois qu'au socialisme militant tel qu'il est surtout valorisé dans les milieux ouvriers et syndicalistes. Ces propriétés l'autorisent à s'appuyer à la fois sur une légitimité sociale (son origine populaire et paysanne), locale (c'est un enfant des Arcs et le "fils spirituel" du maire socialiste), militante (militant syndical et politique de longue date ayant commencé à la gauche du parti), intellectuelle (des études secondaires brillantes et un poste de répétiteur de collège), et enfin résistante (secrétaire général du MLN) ; ces divers registres de légitimité s'appuient sur autant de réseaux qu'il est seul en mesure d'agréger et de mobiliser. Il est peu de dire dans ces conditions que la notion de notable, souvent employée pour le définir, recouvre une réalité autrement complexe que la simple supériorité de ressources personnelles dont il a pu faire usage.

Édouard Soldani est *a priori* dépourvu des "quartiers de noblesse" républicains qui constituent souvent un atout déterminant pour s'imposer politiquement dans les bourgs du Var en l'absence d'appuis "nationaux"⁹⁵ : sa famille n'est ni rouge, ni anciennement installée, ni surtout proche du milieu notabiliaire local constitué par les principaux représentants du milieu viticole, les artisans et les commerçants ; au contraire, elle se situe au plus bas de l'échelle sociale. Édouard Soldani provient d'une famille d'immigrés installée aux Arcs⁹⁶, où le père est employé chez un grossiste en épicerie par ailleurs maire socialiste du bourg, Paul Simon, la mère étant ouvrière jardinière. Après la mort de son père en 1914, sa

⁹⁴. On s'appuie ici sur les renseignements que nous a livrés Édouard Soldani au cours de trois entretiens de deux heures environ chacun, réalisés à son domicile les 3 et 11 octobre 1989 et le 11 avril 1990, ainsi que sur la notice parue dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier (1914-1939)*, *op. cit.*, tome XLI, pp. 349-350.

⁹⁵. Si l'on observe la biographie des parlementaires représentant le Var rural de l'entre-deux-guerres, on note que trois sur cinq (H. Carmagnolle, H. Sénès et A. Reynaud) étaient issus d'une famille "rouge", tandis qu'un autre (G. Fourment) avait bénéficié à la fois de son statut social (titulaire de la chaire de philosophie au collège de Draguignan) et de ses positions dans le parti (secrétaire de la fédération).

⁹⁶. Les Arcs compte 3071 habitants en 1911, année de naissance d'Édouard Soldani. Il s'agit donc d'un bourg important, la treizième du département, qui, grâce à sa position sur la ligne Paris-Nice, bénéficie d'une relative prospérité.

mère, qui a perdu par ailleurs trois enfants, se retrouve seule avec son dernier fils et ne se remariera pas. Grâce à l'aide de Paul Simon, elle ouvre un petit dépôt d'épicerie, seul moyen de concilier la subsistance et la garde d'un enfant. On a une idée des difficultés matérielles qu'elle connaît lorsqu'on sait qu'elle ne peut faire opérer son fils d'une fracture de la jambe, obligeant celui-ci à passer les trente cinq premières années de sa vie avec un pied-bot⁹⁷. Il est peu de dire que le ressentiment social dont fait état Édouard Soldani le marque jusque dans sa chair et que le stigmat social qu'il va ressentir au cours de ses études est consubstantiellement un stigmat physique.

Cette volonté de revanche sociale, ce “fils du peuple” l'exprime sur le terrain scolaire ; mais s'il peut prolonger ses études, c'est uniquement grâce au soutien d'un bienfaiteur familial : “C'est le maire Paul Simon, franc-maçon et socialiste qui m'a fait poursuivre mes études alors que ma pauvre mère n'avait plus les moyens. À l'époque, hélas, je n'avais pas de bourse. C'est Paul Simon qui est allé voir le principal du collège quand il a vu mon palmarès et qui s'est porté garant. C'est lui qui a contraint ma mère à me faire poursuivre mes études”. Élève brillant, ayant conservé par devers lui les prix obtenus au collège de Draguignan qu'il exhibe au visiteur intéressé, Édouard Soldani réalise un parcours scolaire secondaire exemplaire, au point que ses professeurs pensent pour lui à Normale sup : “J'avais eu cette année là le prix de littérature latine, prix Claude Astier, félicité trois fois par le conseil de discipline, sur des milliers d'élèves quand même... J'étais en troisième. J'étais pas si con que ça... J'avais abandonné le grec en quatrième. Composition française : premier prix ‘Soldani Édouard’ ; version latine, thème latin, prix ‘Soldani Édouard’ ; Histoire et Géographie ‘premier prix’... Mes profs me vouaient à un avenir que je n'ai pas justifié. Enfin je l'ai justifié en politique. On pensait à Normale sup', l'agrégation... Quand on est potache, on a des creux. J'avais passé une période trouble de ma jeunesse, je me

⁹⁷. Ce n'est qu'en 1949 qu'il se fera opérer dans un hôpital parisien.

prenais pour Lamartine, qui ne s'est pas pris pour Lamartine ? qui n'a pas fait son 'Lac' ?”

Si la carrière universitaire se révèle moins brillante que prévue, ce n'est pas tant, comme il le dit avec amusement, à cause d'une espèce d'égarement poétique, qu'en raison des conditions matérielles et sociales qu'il doit affronter à l'Université, lesquelles l'amèneront progressivement à s'investir essentiellement sur le terrain politique et syndical. Tout se passe au fond comme s'il avait payé sur le plan de la réussite universitaire le fait d'avoir “échappé” à l'École normale, voie royale d'ascension sociale de ses camarades de “classe”, car, en entrant à l'Université, il est confronté non seulement à des conditions matérielles difficiles l'obligeant à “faire le pion”, mais à un monde qui lui reste hermétiquement clos, l'amenant à se détourner des études : “J'étais un peu perdu et fauché. Nous étions les prolos de la Fac. Il y avait des cafés où des gens comme moi ne pénétraient jamais. J'étais un 'petit chose'. On avait pas assez d'argent pour s'acheter des cigarettes. C'est cette époque là qui m'a durci. C'est comme ça que je suis devenu socialiste. Mon adhésion était davantage une révolte physique, une révolte du ventre, qu'une révolte intellectuelle. Elle a été intellectuelle après. J'étais un gosse du peuple, ma mère faisait des sacrifices énormes pour me permettre de poursuivre mes études. Moi, quand j'allais à la Fac, j'y allais en blouse grise, j'étais pion au pair. D'ailleurs j'ai gardé comme souvenir pour mes enfants le traitement de ma première année de pion à Aix : 92 francs dans l'année. Je considère que c'est un bien précieux... Alors quand on allait au bistrot et qu'on voyait tous ces rupins — ceux que nous appellions les étudiants [il appuie sur la dernière syllabe] —, c'était en fait des bourgeois même s'ils étaient fauchés... Je n'avais rien. La seule bourse que j'avais, c'était que je faisais le dortoir : je faisais le pion quoi... [...] Je participais au syndicat des maîtres d'internat et j'ai obtenu la reconnaissance du pionicat au moment où Jean Zay en 1936 était ministre de l'éducation. Cette révolte était une révolte davantage physique, du ventre davantage que de l'esprit. Après c'est devenu la démarche de l'esprit. J'ai bouquiné,

c'était mes études supérieures qui conduisaient à le faire et puis j'étais dans un milieu naturellement socialiste, puisque j'habitais aux Arcs où il y avait une tradition républicaine, maçonnique et où le maire qui était un peu mon protecteur était socialiste et franc-maçon”.

Cette “révolte du ventre”, liée à la découverte de clivages sociaux sans commune mesure avec ceux existant au lycée de Draguignan, éclaire le parcours universitaire chaotique et l'ampleur de l'investissement sur le plan politique et surtout syndical. Entré à la fac en 1929, il ne passera jamais sa licence et sera successivement surveillant puis répétiteur de collège jusqu'à la fin de la guerre, sans pouvoir devenir professeur. Certes ses antécédents prédisposaient Édouard Soldani à s'engager : il a toujours baigné, comme il le dit lui-même, dans un “milieu naturellement socialiste” du fait de l'influence de Paul Simon, ce qui l'a conduit à adhérer aux Jeunesses socialistes dès la classe de seconde ; mais l'expérience aixoise lui donne une fougue et une combativité qu'il n'aurait peut-être pas acquises en restant à Draguignan, et qui le conduisent, durant les années 30, à devenir secrétaire académique du syndicat des maîtres d'internat et secrétaire des étudiants socialistes d'Aix où il défend les thèses pivertistes.

Le parcours d'Édouard Soldani est jusque-là très voisin de celui d'autres leaders de la SFIO de l'époque et notamment de Guy Mollet qui, tout comme Soldani, évoque la figure du “Petit chose” pour expliquer son engagement⁹⁸ : une même origine populaire mais non ouvrière, l'absence de père, la même possibilité de faire des études secondaires et universitaires, le même engagement syndical au risque de sacrifier sa carrière professionnelle, le même

⁹⁸. Dans un des rares textes autobiographiques de G. Mollet, intitulé *Le vrai visage du socialisme*, il écrit : “Mon père était tisserand, ma mère concierge. Il n'était pas question pour eux de faire suivre à leurs trois enfants des études prolongées. J'eus le bonheur cependant de réussir à l'examen des bourses... Je devins aussi, hélas, pupille de la nation car mon père, mutilé à 100%, mourut au lendemain de la guerre... Il paraît que j'étais bon élève. J'ai fait mes classes. J'ai passé le baccalauréat assez facilement, quelques certificats de licence, tout en exerçant pour subsister le métier de pion [...] On m'a imposé des conditions auxquelles je répugnais. [...] Ainsi donc, si je suis venu au socialisme avec mon cœur et ma rancœur, j'y suis venu aussi avec ma raison” (cité par J. Touchard, *La gauche en France depuis 1900*, Seuil, 1977, p. 301).

positionnement dans le parti (la Bataille socialiste), le parallèle entre les deux biographies est troublant et explique sans doute la sympathie réciproque entre les deux hommes qui se côtoyaient souvent au cours de leurs vacances, Guy Mollet passant ses vacances dans le Var. Plus fondamentalement, cette similitude autorise à se demander si la SFIO n'a pas été, entre autre, le réceptacle identitaire d'agents issus de fractions non ouvrières des classes populaires en situation de forte ascension scolaire, ayant trouvé là un milieu valorisant leur savoir et leurs propriétés sociales ; à la différence du parti communiste, qui pratiquait une forme extrême d'ouvriérisme accompagné d'une méfiance à l'égard des intellectuels, les normes du PS valorisaient l'ensemble des qualités populaires tout en reconnaissant l'importance des compétences scolaires et, plus généralement, gestionnaires. L'adoption de cette grille de lecture permettrait sans doute de reconsidérer la plupart des analyses stigmatisant l'"incohérence" des dirigeants de la SFIO, incapables d'assumer leur identité "social-démocrate" ou le décalage entre le discours "révolutionnaire", "ouvriériste"... et la pratique "réformiste", l'ambivalence du discours n'étant peut-être que le pendant de l'ambivalence identitaire de la majorité des dirigeants socialistes de l'époque.

Pas plus que Guy Mollet avant d'arriver à la tête de la fédération du Pas-de-Calais, Édouard Soldani n'est donc étranger au milieu socialiste, même s'il y occupe comme lui une position marginale⁹⁹. Dans les deux cas, c'est la Résistance qui leur permet d'échapper à cette marginalité relative et de compenser l'absence de ressource électorale. Sans jamais jouer un rôle de tout premier plan, Édouard Soldani participe à toutes les initiatives et organisations successives de la Résistance socialiste et se retrouve toujours dans des fonctions de "contact" : il est présent lors de la création du mouvement Combat à Aix-en-Provence au début de la guerre, car proche de son fondateur, le maire des Arcs Raoul Textoris ; il devient chef adjoint des MUR de l'arrondissement de Draguignan

⁹⁹. En 1937, il a été candidat malheureux à une élection de conseiller d'arrondissement, battu par un candidat radical soutenu par l'USR.

en 1943, responsable en particulier de la presse clandestine, ce qui lui donne l'occasion de publier de nombreux articles. Il est ensuite inspecteur des maquis du Var, chargé également de missions sur Paris où il rencontre pour la première fois la plupart des responsables nationaux du parti et où il se lie notamment avec Gaston Defferre. Ces activités le conduisent au poste de secrétaire départemental du MLN et de secrétaire fédéral adjoint de la SFIO.

Ce sont ces positions successives qui lui permettent d'être désigné comme candidat aux élections au Conseil de la République en 1946, malgré une réputation de philo-communiste. En fait, ce sont les nouvelles sections rurales qui ont imposé Édouard Soldani au détriment de Joseph Risterucci, candidat soutenu par l'ensemble des militants toulonnais ; il récolte là les fruits de l'important activisme partisan qu'il a déployé après la Libération, notamment comme correspondant de presse du quotidien *Le Provençal* pour tout l'arrondissement de Draguignan, emploi obtenu grâce à Gaston Defferre : "J'étais le responsable pour l'arrondissement de Draguignan (y compris Brignoles) du mouvement Combat. C'est un réseau de camaraderie que j'ai retrouvé à la Libération. En 1945, je suis inspecteur de presse, ça voulait dire que je rendais visite à tous les dépositaires de presse et à tous les correspondants locaux : j'avais créé encore un réseau supplémentaire d'amitiés où je retrouvais les gars de la Résistance, les copains de la section et vous voyez la grande famille était constituée. [...] Autour de l'idéal commun de la Résistance nous avons créé un réseau d'amitiés extraordinaires que nous avons maintenu après la libération. La Résistance m'a reconduit au socialisme".

Comme secrétaire fédéral adjoint du parti, il participe ensuite à la relance de l'activité des sections dont de nombreuses étaient moribondes pendant la guerre. Compte tenu de l'importance prise alors par les sections du parti, en raison notamment de la généralisation du mode de scrutin proportionnel pour toutes les élections en dehors des cantonales, il s'assure de la sorte des soutiens très précieux qui le conduisent au Conseil de la République (novembre 1946) et à la vice-présidence du conseil

général, alors qu'il vient à peine d'être élu conseiller général du canton de Lorgues en octobre 1945. La chose n'a pourtant pas été facile. Il ne disposait pas d'une position inattaquable : passant comme favorable à une fusion avec le parti communiste, ayant moins de prestige résistant que d'autres, ne tenant pas les rênes de la fédération, étant encore peu connu des électeurs, il est d'abord écarté par le congrès socialiste des listes législatives de 1945 et 1946 et n'est même pas désigné comme délégué du parti au congrès de Lyon de 1947 ; ce n'est qu'après être devenu secrétaire de la fédération des élus (début 1946) dans l'espoir de mieux s'en faire connaître et apprécier, et après avoir pris ses distances publiques avec le parti communiste, qu'il parvient à s'imposer au Conseil de la République et plus tard à la direction du parti.

Commence alors l'apprentissage du métier de conseiller général¹⁰⁰, période au cours de laquelle on peut faire l'hypothèse qu'il mesure l'importance de cette institution dans la politique varoise et découvre tous les rouages de l'administration territoriale et, à un moindre degré nationale, car de son propre aveu il va très peu au Sénat. La présidence de la commission des travaux publics, qui gère le budget des routes, lui fournit une position stratégique pour se concilier les bonnes grâces de nombreux édiles. En outre, sa proximité avec Gaston Defferre en fait l'interlocuteur privilégié dans la négociation préalable à la constitution de la Société du Canal de Provence, destinée à régler définitivement le problème de l'approvisionnement en eau du département. L'acquisition de ce savoir-faire, la consolidation des liens issus de la Résistance¹⁰¹, sa position de médiateur avec le puissant partenaire marseillais, ses soutiens auprès de la direction nationale du parti (il parvient à être

¹⁰⁰. "Conseiller général ? maire ? moi je ne savais pas ce que c'était, je n'avais aucune compétence administrative. J'étais davantage sur le plan politique un théoricien qu'un praticien, qu'un pragmatique quoi... Je n'étais pas un administratif. J'ai appris mon métier une fois devenu président. J'étais plutôt de la génération qui chantait le socialisme. Maintenant il y a la génération qui l'administre. Je suis de la génération lyrique du socialisme, celle où l'on faisait des grandes réunions publiques, des contradictions ; on terminait toujours sur les citations très lyriques de Jaurès...", entretien cité avec É. Soldani.

¹⁰¹. "Le conseil général était constitué en grande partie de résistants authentiques dont la plupart étaient d'ailleurs sous mes ordres dans la résistance", *idem*.

à la fois proche de Defferre et de Mollet) dont il s'est toujours efforcé de suivre la ligne, ont considérablement renforcé les ressources dont dispose désormais Édouard Soldani.

La marginalisation des dirigeants toulonnais a fait le reste et lui permet de devenir alors coup sur coup président du conseil général (novembre 1956) à la mort de son prédécesseur Louis Cauvin, secrétaire de la fédération du parti socialiste (1958), maire de Draguignan¹⁰² (1959), président de l'association des maires du Var (1960). Il triomphe précisément au moment où le parti est plus que jamais replié sur ses bastions ruraux, privé de tous ses députés, privé de son secrétaire fédéral (Jean Charlot) qui a rejoint le PSA puis le PSU, privé enfin des ressources que fournit le contrôle d'une mairie comme celle de Toulon¹⁰³. C'est dans ces circonstances de crise fédérale doublée d'une crise électorale qu'Édouard Soldani voit la valeur de ses ressources brusquement décuplée. Ses propriétés sociales et politiques sont donc presque radicalement opposées à celles d'un Renaudel et *a fortiori* d'un Clemenceau dont les carrières et les ressources sont essentiellement extérieures au Var. Sa réussite est inséparable de l'acquisition d'un savoir-faire militant, lui-même lié à un attachement viscéral à l'identité socialiste et de l'engagement dans la Résistance, qui lui ont permis de compenser son absence de capital social local. C'est une conjoncture exceptionnelle qui l'inscrit dans l'élite de la fédération ; c'est une autre conjoncture exceptionnelle, l'arrivée de De Gaulle à la tête de l'État qui, en entraînant une mise à l'écart ou une disqualification des principaux dirigeants socialistes de l'époque, en fait le leader du socialisme varois, lui qui avait été plus ou moins contraint de jouer la carte des institutions locales en 1946.

Cette grille de lecture “stratégiste” est pourtant insuffisante, car son succès autant que la forme du mode de domination qu'il exerce sont inséparables de la structure du milieu socialiste varois,

¹⁰². Guy Mollet pousse Soldani à se présenter à Draguignan après le ralliement de son maire, Antoine Favro, au PSU suite à un conflit ayant opposé celui-ci à la direction du parti pour s'être présenté sans l'investiture du parti aux élections cantonales de 1958.

¹⁰³. “Naturellement j'étais le seul à pouvoir prendre la relève. J'ai réussi à maintenir la cohésion, étant donné que j'avais des amis dans l'un et l'autre camp”, entretien cité.

plus que jamais dépendant du monde des campagnes et des bourgs ruraux ; monde “petit”, d'interconnaissance forte, où les frontières des organisations sont poreuses, où les rapports politiques se disent et se vivent pour une part dans le registre de l'amitié, monde aussi où les élus locaux, et en particulier les conseillers généraux, sont des médiateurs essentiels dans la gestion des problèmes du quotidien et dans la défense des intérêts agricoles. Dès lors si dans le cas de Soldani, comme auparavant dans ceux de Clemenceau et de Renaudel, on est en présence d'une extrême personnalisation des rapports politiques, c'est aussi que le milieu socialiste a peu changé même s'il s'est considérablement réduit.

Les réseaux soldanistes

Analyser, à partir de la fin des années 50, la personnalisation des relations politiques, qu'on pourrait graphiquement représenter par un réseau en étoile dont Soldani serait le centre, c'est, après avoir étudié l'histoire sociale et les propriétés de celui qui occupe cette position centrale, montrer comment celle-ci repose sur la monopolisation de certaines ressources stratégiques pour la perpétuation du milieu socialiste (le conseil général, la mairie de Draguignan, la direction de la fédération socialiste pour l'essentiel). Pour autant, parler de personnalisation ne signifie pas que le fondement des relations interpersonnelles qui lient les différents agents de ce milieu à Soldani ou aux membres de son entourage immédiat, soit réductible à un rapport de clientèle ou même de patronage, car relation instrumentale, relation *affectuelle*¹⁰⁴, mais aussi relation investie de sens politique, apparaissent en fait comme indissociablement mêlées¹⁰⁵. En outre, la personnalisation ne peut

¹⁰⁴. Pour reprendre un des types d'activité sociale défini par Max Weber qui se situe, selon lui, “à la limite et souvent au-delà de ce qui est orienté de manière *significativement* consciente”, in *Économie et société*, *op. cit.*, p. 22.

¹⁰⁵. C'est ce que montre J.-L. Briquet à propos de la Corse, qui souligne que “l'échange de services est perçu, dans les représentations communes, comme une conséquence de l'amitié et non comme son fondement”, in “Les amis de mes amis... Registres de la mobilisation politique dans la Corse rurale”, *Mots*, 25, 1990, p. 37. En Corse cependant, les références partisans semblent absentes des pratiques et des discours des hommes

être ramenée aux qualités personnelles et à l'action politique, elle s'enracine dans la capacité du dirigeant à *incarner*, à traduire et à répondre aux exigences des groupes qui le soutiennent¹⁰⁶ ; dans cette perspective, le soldanisme — pas plus que le chabanisme — n'est produit par la seule action d'un individu.

On se doit d'abord de prendre au sérieux le fait que l'amitié semble être le mode privilégié de légitimation d'Édouard Soldani comme le montre ses professions de foi électorale. Ainsi dans celle des élections cantonales de 1967¹⁰⁷, les mots ami ou amitié reviennent sept fois, à tel point que le vote est défini avant tout comme celui “de l'amitié et de la fidélité”. Plus généralement, les termes renvoyant à des sentiments d'ordre personnel abondent : le soutien des électeurs est d'abord “un précieux réconfort” plutôt qu'un moyen de mettre en œuvre une politique, de même l'attachement au canton est surtout sentimental (“je suis profondément attaché au canton de Lorgues par de solides amitiés”, “j'aime mon village natal auquel me lient les plus chers souvenirs de famille”) ; enfin, le rôle de l'homme politique tel que l'entend Soldani est de permettre aux citoyens de “me confier vos soucis”, d'être “à la disposition de tous” “et de rester pour chacun de vous l'Ami sûr et fidèle toujours prêt à vous aider, celui sur lequel en toutes circonstances vous pouvez compter”. Si cette dernière phrase peut être interprétée comme le travestissement d'une relation d'abord fondée sur un échange de service, on ne saurait oublier que les réseaux que mobilise Édouard Soldani comptent nombre d'agents qui sont liés à lui pour s'être engagés à ses côtés dans la Résistance, pour avoir fait leurs études en commun, pour éprouver

politiques locaux.

¹⁰⁶. Sur ce point, cf. J. Lagroye, *Société et politique : Chaban-Delmas à Bordeaux*, *op. cit.*

¹⁰⁷. Celle-ci a été publiée dans l'hebdomadaire départemental de la SFIO, *L'Avenir*, 23 septembre 1967. Dans les entretiens qu'il nous a accordés, le terme “ami” est systématiquement utilisé à la place de “collègue”, “camarade”, “partenaire”, “proche”, “relation”, termes qui n'apparaissent pas en tant que tels. Interrogé, par exemple, sur la perte d'influence des socialistes dans les organisations viticoles, il répond : “Nous maîtrisons tout. Maintenant, les cadres de la mutualité, du crédit agricole sont de droite et imprègnent les présidents. Si j'étais là je ferais ce que j'ai toujours fait : j'en ferais des amis”.

à son égard une réelle admiration et souvent pour partager les mêmes idéaux laïques et républicains.

Ainsi, la fréquentation du lycée de Draguignan, prolongée bien après la fin de ses études grâce à sa fonction de surveillant d'internat, à une époque où un degré élevé d'interconnaissance favorisait une sociabilité lycéenne intense, a favorisé l'établissement de liens forts avec de nombreux élèves. De même, la semi-clandestinité des mouvements de Résistance et la solidarité qu'elle impliquait, a elle aussi établi des attaches solides et on n'est guère surpris de retrouver parmi les principaux collaborateurs de Soldani au conseil général deux responsables des MUR et du MLN : Marius Dorie, pharmacien, maire du Lavandou de 1945 à 1971, président de la commission départementale jusqu'en 1971 et Louis Fabre, facteur-chef à la SNCF, qui par ailleurs seconde Soldani à Draguignan où il est secrétaire de la section socialiste jusqu'en 1975, secrétaire du conseil général dès 1951 ; ainsi que d'anciennes connaissances de lycée comme André Delpui, conseiller général du canton de Callas à partir de 1949, président de la commission des finances et rapporteur du budget, ainsi que Paul Émeric, conseiller général du canton de La Roquebrussanne à partir de 1964, président de la commission des travaux puis de la commission départementale à partir de 1971. À mesure que ce dernier accroît son emprise sur le conseil général et maîtrise le recrutement de son entourage, la dimension domestique repose davantage sur des relations d'ordre familial, comme le résume à sa façon un des membres de son cabinet dans les années 70, extérieur à ce milieu, car arrivant des Bouches-du-Rhône : “Au conseil général, tout le monde avait quatre quartiers de noblesse du canton de Lorgues”¹⁰⁸.

Il semble même que le tutoiement trace la frontière entre les “amis” et les autres au point que les relations hiérarchiques en sont souvent perturbées, une secrétaire pouvant parfois plus facilement avoir accès au président du fait de l'amitié qui le lie à son père qu'un collaborateur direct engagé pour ses compétences techniques. Il va de soi que cet état de fait est facilité par l'absence

¹⁰⁸. Entretien avec André Fanelli, 10 octobre 1989.

d'organisation partisane structurée, qui laisse à Édouard Soldani une grande maîtrise dans le recrutement de ses co-listiers et de ses collaborateurs¹⁰⁹. Ce type de recrutement donne une acuité toute particulière aux problèmes d'ordre affectif, ce qui explique que certains acteurs, généralement victimes de ce système, évoquent à son propos la société de cour¹¹⁰, la cote des “amis” variant en fonction des plus ou moins bonnes relations entretenues avec le leader¹¹¹. On ne saurait toutefois oublier que, comme le roi dans le modèle de Norbert Elias, Édouard Soldani est dépendant de son entourage et surtout de la permanence de la structure du milieu socialiste dont il est le produit et qu'il reproduit, et qu'il est construit par ses réseaux autant qu'il les manipule.

La meilleure preuve de cet ancrage social et historique, si l'on revient à la profession de foi électorale de 1967, est sans doute la permanence des références proprement politiques, que ce soit à travers la critique du gouvernement UNR et du pouvoir personnel qui permet de rappeler les grands principes du socialisme varois (“la défense de la Liberté contre la dictature et l'aventure et pour la Paix”, “le combat pour la République”), ou à travers l'affirmation de l'identité socialiste (“socialiste depuis ma jeunesse, je suis resté fidèle, sans sectarisme, à notre idéal”). En se mêlant à un registre “domestique”, ces références viennent rappeler qu'on aurait tort d'interpréter ce mode de relation comme étant dépolitisée. Dans les entretiens réalisés avec Édouard Soldani, la référence au socialisme est d'ailleurs constante, de même que la récusation des accusations de clientélisme : “J'ai fait une politique socialiste dans le Var” ou “Je suis né socialiste, socialiste je mourrai”, affirme-t-il avec

¹⁰⁹. Pour ne prendre que deux exemples des effets de ce mode de recrutement, on peut d'abord citer le cas du secrétaire général du conseil général de 1974 à 1978, Roland Bertora, diplômé de l'IEP d'Aix, qui est le fils d'un ancien secrétaire général du conseil général, ainsi que le petit-fils de Julien Cazelles, compagnon de résistance d'Édouard Soldani, maire de Roquebrune-sur-Argens ; et, ensuite, sur le plan proprement politique, le cas de son gendre, l'avocat Alain Hauteceœur, que celui-ci aide à devenir député de la circonscription de Draguignan en 1978.

¹¹⁰. A. Max, “À la cour du roi Édouard”, in *Trente ans d'histoire*, Le Plan de la Tour-Ste Maxime, Éditions d'aujourd'hui, 1988, pp. 117-162.

¹¹¹. C'est ce que souligne N. Elias en comparant la cour à “une sorte de bourse” où la valeur d'un individu “se fonde sur la faveur que lui témoigne le roi, sur l'influence qu'il exerce sur les autres puissants, sur son poids dans le jeu des cliques et des coteries”, in *La dynamique de l'occident*, Calmann-Lévy, 1975, p. 243 (1ère éd. 1939).

acharnement, après avoir rappelé les nombreuses mesures sociales du conseil général. Si Soldani reconnaît l'existence de relations d'échanges "matériels"¹¹² et, implicitement, le contrôle exercé sur les investitures, il réaffirme en même temps le caractère partisan de la politique qu'il a menée et les limites des ressources dont il disposait. On est en fait loin ici du clientélisme considéré comme un système de domination sociale et politique propre à certaines régions rurales (Corse, Andalousie, Italie du sud...), fondé sur une relation dyadique personnalisée, la faiblesse des liens "horizontaux" (groupes, organisations...), l'échange de biens présentant un intérêt personnel et individuel immédiat, l'absence d'attachements de caractère idéologique et/ou partisan, et la relation entre position sociale (grand propriétaire, "notable"...) et position de patron.

On ne voit pas bien dans ces conditions, ce qu'il y aurait alors à gagner à étendre la notion, comme le suggère Jean-François Médard¹¹³, pour analyser les pratiques politiques dans un système où les "biens publics divisibles" distribués sont peu importants, où les "biens politiques abstraits"¹¹⁴ (discours, représentations) comptent beaucoup et où surtout la relation n'est pas vécue comme une relation de dépendance personnelle. Si ce qu'il vaut mieux appeler des pratiques clientélares existent bel et bien, du fait notamment de l'existence d'un important tissu artisanal qui donne une grande importance aux commandes municipales, on ne saurait oublier que ce type de pratique, reposant sur une relation d'échange de services personnels, existe selon des modalités différentes dans tout mode de domination politique, et ne fait que renvoyer à l'impossibilité d'éradiquer les liens domestiques (familiaux, de

¹¹². Question : À la mairie, vous ne faisiez pas de favoritisme ? — "Évidemment il y avait une sélection que je faisais, non pas systématiquement, mais qui s'imposait d'elle-même... On savait qui étaient les amis de Soldani, bon et bien en priorité c'était ces gars-là qui avaient les faveurs de la municipalité, les faveurs si l'on peut dire. Mais les gens venaient protester".

¹¹³. J.-F. Médard, "Le rapport de clientèle. Du phénomène social à l'analyse politique", *Revue française de science politique*, XXVI, 1, 1976, pp. 103-131.

¹¹⁴. On emprunte ces catégories à M. Offerlé, in "Mobilisations électorales et invention du citoyen : l'exemple du milieu urbain français à la fin du XIXe siècle", in D. Gaxie (dir.), *Explication du vote*, Presses de la FNSP, 1985, pp. 149-174.

voisinage, amicaux...) de l'espace politique local comme l'a également souligné Claudette Lafaye¹¹⁵.

On ne saurait oublier que si les relations sont, dans le milieu socialiste varois, très personnalisées, elles sont médiatisées par des organisations, notamment les coopératives, les caisses de crédit ou de mutualité agricoles, les sociétés de chasse¹¹⁶, les organisations laïques (SNI, FOL, FCPE...), le syndicat Force ouvrière, la Franc-maçonnerie... et investies de sens politique. Le milieu socialiste, s'il reste peu structuré sur le plan partisan, l'est en fait à travers ces nombreuses organisations entre lesquelles la multipositionnalité des membres et des dirigeants tissent de nombreuses relations. Dès lors, plutôt que de recourir à l'explication passe-partout d'un système clientéliste généralisé, la question est plutôt de savoir comment ces relations tendent à converger vers celui qui est président du conseil général, maire de Draguignan et secrétaire fédéral du PS dans une configuration sociale et politique caractérisée par une ruralisation de l'implantation électorale du PS. Pour ce faire, il faut voir successivement comment la combinaison de ces trois positions lui permet d'agréger l'essentiel des réseaux constitutifs du milieu socialiste : les réseaux d'élus, les réseaux agricoles et les réseaux laïques.

L'importance du conseil général pour la domination de la gauche radicale puis socialiste sur la politique locale a déjà été soulignée. Comme l'ont montré les recherches du Centre de sociologie des organisations, la faiblesse des marges budgétaires et des moyens techniques des élus locaux ne signifie pas prépondérance de l'administration ; au contraire, de la capacité du préfet ou des "technocrates" à établir un rapport de confiance — qui est en même temps un rapport de force — avec les "notables", dépend le succès de leur carrière administrative. Aussi il est peu de dire que dans ce modèle, les élus ont d'autant plus de chances de

¹¹⁵. C. Lafaye, *Les communes dans tous leurs états. L'espace local à la croisée d'exigences contradictoires*, Thèse de doctorat de sociologie, EHESS, 1991, 2 tomes, p. 281sq.

¹¹⁶. La fédération départementale des chasseurs compte 36 000 titulaires d'un permis de chasse en 1971.

faire tourner la relation en leur faveur qu'ils sont unis, qu'ils disposent de compétences et de soutiens extérieurs importants (par exemple dans les organisations agricoles) et que leurs électeurs dépendent fortement de l'État. Le cas du conseil général du Var semble de ce point de vue exemplaire. Les problèmes auxquels a été confrontée l'agriculture varoise à la fin du XIXe siècle (phylloxéra, crise de la sériculture et de l'oléiculture sous la pression de la concurrence étrangère, problèmes chroniques d'approvisionnement en eau) ont amené cette institution à passer outre ses prérogatives traditionnelles en multipliant les aides à la viticulture¹¹⁷, en collaboration avec les sociétés d'agriculture souvent présidées par les mêmes élus. Ce rôle de relais en matière de politique agricole a conduit les présidents de conseil général radicaux et socialistes à favoriser, dès le début du siècle, le développement des coopératives et des caisses de crédit¹¹⁸, mais aussi à tenter de désenclaver le Var rural pour permettre un meilleur écoulement des produits par une politique de transport audacieuse¹¹⁹.

La forte majorité rouge au conseil général et la cohésion sociale des élus, majoritairement issus du Var rural, perpétuent une tradition d'intervention remontant aux années 1880, contraignant souvent le préfet à laisser faire, quitte à ce que les relations deviennent très tendues lorsque majorités départementale et gouvernementale divergent. Dans les années 30 par exemple, le

¹¹⁷. C'est par exemple le conseil général qui met en place l'arme efficace contre le phylloxéra en ouvrant, en 1882, une pépinière départementale de plants américains assurant une distribution gratuite aux petits viticulteurs ne pouvant assumer seuls le coût de la réimplantation, Y. Rinaudo, *Les vendanges de la République, op. cit.*, p. 37. Y. Rinaudo souligne également l'importance des vœux "très écoutés" du conseil général exigeant une politique protectionniste et une détaxation des exportations de vin, et son action en matière d'enseignement agricole, telle la création, en 1897, de l'École pratique d'agriculture et d'horticulture d'Hyères qui existe encore aujourd'hui.

¹¹⁸. C'est notamment le rôle de l'Office départemental agricole, composé de façon paritaire de conseillers généraux et de représentants de la Chambre d'agriculture. Cela explique que le conseil général adopte les mêmes positions que le syndicat des vignerons ou la Chambre d'agriculture, sans qu'on puisse dire, compte tenu de la multipositionnalité des agents, lequel des organismes dicte sa loi aux autres.

¹¹⁹. C'est dans cette perspective que s'inscrivent la mise en place au début du siècle par le conseil général d'un réseau ferré de lignes intérieures exploitées par des compagnies privées et son action en faveur de la construction de la voie ferroviaire Toulon-Fréjus, puis à partir des années trente sa lutte pour la sauvegarde de la ligne Nice-Meyrargues.

conseil général étend ses prérogatives en matière sociale pour faire face à la montée du chômage industriel et à la baisse des prix agricoles : les aides aux chômeurs, les installations sanitaires (maison de retraite départementale du Luc, hôpital d'hygiène mentale de Pierrefeu, centre de prévention), les aides aux agriculteurs sont alors développées. Si, au total, les marges de manœuvre budgétaires sont encore faibles et les politiques très ciblées (défense de la viticulture, aides aux écoles primaires, politique sanitaire, aménagement des routes), il n'en reste pas moins que le conseil général du Var s'est progressivement imposé comme une arène centrale de la politique départementale et son président comme un personnage-clé, ne serait-ce que par la publicité donnée à ses vœux, souvent très politisés et source de fréquents tiraillements avec le préfet. Le rappel de la genèse de cette institution permet de mieux comprendre la façon dont Édouard Soldani va l'incorporer et s'en servir pour contrôler les réseaux constitutifs du milieu socialiste.

Deux phases doivent néanmoins être distinguées : avant et après le transfert du siège de la préfecture du Var de Draguignan à Toulon en janvier 1975. Cette décision gouvernementale, qui provoque un véritable soulèvement de la ville orchestré par son maire, renforce en effet considérablement l'opposition entre l'administration préfectorale et les services du président du conseil général restés à Draguignan ; ceux-ci connaissent à partir de cette date, un essor considérable par le biais de la création de plusieurs organismes associés chargés de mettre en œuvre de manière autonome la politique décidée par Édouard Soldani en matière économique, touristique et éducative. Mais cette autonomisation relativement exceptionnelle du conseil général s'appuie bel et bien sur une tradition d'indépendance que Soldani a réactivée dès le début de son mandat¹²⁰, comme en témoigne Paul Feuilloley, préfet

¹²⁰. Voir notamment le long combat qui a opposé les élus socialistes du Var et des Bouches-du-Rhône à l'administration gaulliste à propos de la construction du canal de Provence. 67% du capital de la société d'économie mixte créée en 1957 par G. Defferre et E. Soldani, et présidée par ce dernier, sont répartis par tiers entre le conseil général du Var, celui des Bouches-du-Rhône et la ville de Marseille. M. Wolkowitsch, *Provence-Alpes-Côte d'Azur*, PUF, 1984, pp. 46-52.

du Var chargé d'installer la nouvelle préfecture début 1975 : “Ces installations précaires, ces services coupés butent aussi sur l'insuffisance des crédits de fonctionnement et d'investissement votés par le conseil général qui manque de tendresse vis-à-vis des activités préfectorales, dépendantes du budget départemental en bien des domaines. Et puis, pour corser les difficultés, j'apprends qu'il existe ici depuis longtemps des pratiques assez particulières. Lors de la discussion du projet de budget établi par le préfet, l'examen dans les commissions se fait en l'absence de l'Administration”¹²¹.

Certes, la lutte entre le préfet et le président du conseil général a davantage d'effets symboliques que pratiques, compte tenu de l'étroitesse des marges de manœuvre budgétaires. Mais l'affirmation symbolique constante de la suprématie du second sur le premier par quantité de petits signes, qui vont de l'appartement de Soldani à la préfecture aux petites humiliations subies par le préfet dans sa vie quotidienne ou protocolaire en passant par la suspension de la session du conseil général en cas de conflit¹²², n'a sans doute pas peu concouru à renforcer la puissance d'Édouard Soldani et son image de garant des intérêts du Var contre un État hostile. “J'avais mon appartement à la Préfecture. On m'a dit : ‘Vous n'avez pas le droit’. Ça ne fait rien je le prends. Les préfets valsaient. Ils se soumettaient, parce que c'est nous qui fixions leur montant d'indemnités. Alors il m'est arrivé de dire au préfet : ‘Frais de représentation zéro’, alors les cocktails... Alors ils essayaient d'être bien avec Soldani. Moi je disais : ‘Vous êtes administrateur, faites votre boulot d'administrateur dans le sens de la politique départementale définie et la politique c'est moi, ce n'est pas vous. Si vous essayez d'empiéter ou de contrecarrer les pouvoirs, à ce moment là il y a la bagarre’. Alors c'est arrivé quelque fois, mais moins souvent que le prétend la légende, parce qu'on dit Soldani est

¹²¹. P. Feuilloley, *Une randonnée préfectorale*, Bordas, 1989, p. 263.

¹²². Ainsi en octobre 1968, le préfet quitte la séance du conseil général pour protester contre la nature politique des débats. En guise de réponse, le conseil général ajourne sa session, ce qui fait la “une” de la presse locale. *L'Avenir*, 9 novembre 1968.

un dévoreur de préfets, ce n'est pas vrai¹²³. Quand je fais le compte des préfets avec qui je me suis battu, il est beaucoup moins nombreux que ceux avec qui j'ai été intime. Bien sûr, je me donnais les coudées franches en matière budgétaire. Si le préfet mettait dix millions et je voulais cinq, je les mettais...”

Le rôle de président de conseil général, tel qu'il a été investi par Édouard Soldani, favorise d'abord le contrôle des maires ruraux qui, en raison du dépeuplement des campagnes et de l'appauvrissement concomitant des budgets communaux, sont encore plus dépendants des subventions du conseil général et surtout du rôle d'intercesseur auprès de l'administration que joue le conseiller du canton. Dans ces conditions, l'appartenance au parti compte moins que la permanence des liens de dépendance pratique et on assiste, très vite, après une phase de forte “partisanisation” des conseillers généraux à la Libération, à l'accroissement du nombre d'apparentés ou de “socialistes indépendants” en leur sein ; à partir de 1958, ceux-ci représentent bon an mal an autour d'un quart des conseillers généraux de la majorité (5 ou 6 sur 20 ou 21), sans compter ceux qui adhèrent immédiatement après leur élection, en vertu de la règle implicite voulant qu'au moins la moitié de l'assemblée appartienne au parti. Édouard Soldani décrit avec précision et humour le mécanisme de fidélisation et de neutralisation réciproque de ces “apparentés” : “Les apparentés étaient les plus fidèles, ils suivaient la ligne du parti avec une fidélité constructive. Dans leur canton c'était des centristes modérés. Comme ils étaient près de nous sentimentalement, le parti ne leur opposait personne, quand il le faisait, ils étaient battus. C'est une petite raison de la chute du PS. Soldanisme et socialisme étaient très complémentaires l'un et l'autre. J'avais même comme apparentés au conseil général des maires qui étaient en bagarre avec la section socialiste. Ils ne disaient jamais rien, ils acquiesçaient et votaient. C'est ce qu'on a appelé le soldanisme... Moi je les aidais sur le plan de leur élection municipale, aux législatives ils votaient socialistes. Ils ne militaient pas à cause des

¹²³. Onze préfets se sont succédés au cours de ses vingt neuf ans de présidence.

sectaires, des batailles de motions qui commençaient déjà... Ces gens qui étaient, je ne dis pas des bourgeois, mais enfin des gens assez représentatifs d'une catégorie de population, n'allaient pas se commettre, discuter, avec n'importe qui pour savoir s'il fallait mettre des gens à telle ou telle place..."

La plupart des conseillers généraux et des maires ruraux, majoritaires, ont tout à gagner dans la perpétuation d'un système qui continue de favoriser et de protéger l'activité viticole au détriment du développement touristique que réclament les élus de droite de la région toulonnaise et tropézienne. Relativement étranger à ce monde, Édouard Soldani prend soin d'entretenir les liens existant avec la plupart des organisations agricoles : la Chambre d'agriculture, présidée par le socialiste André Bouis, maire de La Motte, aussi bien que le puissant syndicat des vignerons et les caisses de Crédit agricole disposent de son oreille, soit directement, soit par l'intermédiaire des porte-parole attitrés de la profession au conseil général, dont l'influence ne diminue pas par rapport à l'avant-guerre. Au contraire, le pourcentage d'agriculteurs au sein de l'ensemble des conseillers généraux socialistes ou apparentés élus de 1945 à 1985 (16,9%)¹²⁴, augmente légèrement par comparaison avec celui de la période 1919 et 1939 (15,6%)¹²⁵ (tableau 31), pourcentage qui serait encore plus élevé si l'on prenait en compte deux négociants en vins, un directeur d'une fabrique de liège et les nombreux élus qui, fonctionnaires ou artisans, dirigent une coopérative vinicole. Comme le résume Soldani lui-même : "Le socialisme était de tradition radicale-socialiste avec les coopératives, les syndicats agricoles. [...] La fédération des agriculteurs, c'était nous qui la tenions, les syndicats des vignerons, de Côtes-de-Provence, la Mutualité, le Crédit

¹²⁴. La profession des conseillers généraux a été reconstituée à partir des professions indiquées dans les registres annuels de délibération du conseil général (AD du Var, série 8W), de certaines notices du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* et de divers témoignages oraux. On a ainsi pu repérer avec certitude la profession de 65 des 68 conseillers généraux concernés.

¹²⁵. Pourcentage calculés à partir des données recueillies par J. Girault, *Les Varois et le socialisme*, *op. cit.*, p. 2639.

agricole, tous les présidents étaient des présidents socialistes, c'était des amis...”.

Tableau 31 : Les conseillers généraux varois socialistes et apparentés selon la catégorie sociale de 1919 et 1939 et de 1945 et 1985

	Agri- culteurs	Chefs d'ent.	Ouvriers	Artisans- com.	Fonction- naires	Cadres sup.	Prof. interm.- empl.	Ensei- gnants	Prof. libérales	Total
1919-1939	15,6 (5)	3,1 (1)	6,2 (2)	22,8 (7)	12,5 (4)	-	-	15,6 (5)	25,0 (8)	100 (32)
1945-1985	16,9 (11)	3,1 (2)	4,6 (3)	10,8 (7)	-	18,5 (12)	6,1 (4)	16,9 (11)	20,0 (13)	100 (65)

De fait, parmi les porte-parole du milieu agricole au conseil général, se trouve les figures de proue de la représentation professionnelle. Le cas du conseiller général de Saint-Maximin (1945-1955), Victorin Henry¹²⁶, par ailleurs maire de Rougiers (1921-1971), illustre parfaitement l'interpénétration entre les organismes de représentation agricole et le conseil général et, partant, le renforcement de l'implantation du socialisme dans le milieu paysan. Fils d'un charretier d'opinions républicaines, Victorin Henry débute sa carrière politique au début des années 20 en étant à la fois dirigeant d'un cercle rouge, militant à la SFIO et fondateur de la caisse locale de crédit agricole et de la mutualité. Administrateur de la coopérative vinicole de Rougiers, il est élu conseiller d'arrondissement en 1923 et crée la distillerie coopérative de Saint-Maximin en 1931, date à laquelle il participe activement à la fondation de la Caisse régionale de la mutualité sociale agricole. En 1936, il devient vice-président de la Chambre d'agriculture et président du Comité départemental des céréales. Sa carrière de dirigeant agricole l'emporte sur sa carrière proprement politique puisqu'il abandonne son siège de conseiller général en 1956 pour se consacrer à ses fonctions locales de président de la distillerie coopérative de Saint-Maximin (1958-1980), de la Mutuelle agricole, de la caisse de Crédit agricole, de l'Union

¹²⁶. Cf. notice parue dans J. Maitron, C. Pannetier, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier...*, *op. cit.*, ainsi que son portrait dans *La Voix socialiste*, 150, 16 août 1947.

varoise des coopératives agricoles, de la Fédération des caves coopératives du Var (1953-1962), du Syndicat des vignerons (1954-1962), et de la Confédération générale agricole du Var (1956-1961), et à ses fonctions nationales de vice-président de la Confédération nationale des caves coopératives et président de la Fédération nationale des associations viticoles de France (1955-1957).

À partir de 1962, jusqu'en 1978, le milieu agricole va même disposer d'un représentant parlementaire pour la première fois depuis 1940, en la personne du maire et conseiller général du Luc, Pierre Gaudin, propriétaire exploitant et expéditeur de fruits et légumes. Une véritable division du travail s'opère alors entre Soldani et lui : le premier ne fréquente quasiment plus le Sénat et laisse au second la tâche de représenter le Var à Paris, où il multiplie les interventions en faveur de la viticulture, comme en 1967, par exemple, lorsqu'il dénonce l'importation du vin d'Algérie¹²⁷. Mais les relations avec le milieu agricole ne se résument pas à la présence directe de représentants et d'élus "paysans". La gestion des coopératives et des caisses de crédit agricoles, on l'a dit, est souvent le fait de fonctionnaires, enseignant comme Louis Michel le maire de Pourrières, ou ingénieur des TPE comme René Jourdan, le maire de Flayosc, ou encore de salariés du crédit ou de la mutualité agricole souvent fils de viticulteur continuant accessoirement de cultiver un lopin de vigne. L'animation de la coopérative, comme de la société de chasse, étant souvent pour ces derniers, contraints d'aller travailler à Draguignan, Toulon ou Marseille, le moyen de rester impliqué dans la vie du village tout en valorisant leur savoir-faire administratif.

La petite taille des exploitations, le développement de la viticulture occasionnelle font de la viticulture varoise une activité peu capitalistique où la garantie des prix et de la qualité joue un rôle autant, sinon plus déterminant, que la distribution des crédits. Dans cette perspective, les relais politiques (conseil général, parlementaires, notamment sénateurs) occupent une place centrale

¹²⁷. *L'Avenir*, 6 mai 1967.

dans la défense de la profession¹²⁸. Le mode de régulation sectoriel, marginalisant les hommes politiques locaux, qui s'est développé dans d'autres activités agricoles, grâce à la rencontre d'une élite professionnelle nouvelle issue en grande partie de la JAC et de hauts fonctionnaires soucieux de moderniser l'agriculture française, est encore loin de s'être imposé dans la viticulture varoise des années 60¹²⁹. Les liens avec les représentants politiques, qui s'actualisent dans la gestion quotidienne des coopératives¹³⁰ et des municipalités, perpétuent un mode de représentation des intérêts agricoles dont Édouard Soldani, en tant que président du conseil général, est le garant¹³¹ et qui, on le verra, n'entre en crise qu'à la fin des années 70¹³².

L'administration départementale joue également un rôle également crucial dans la politique éducative et la perpétuation des liens avec le milieu laïque. La relative faiblesse du nombre d'enseignants parmi les dirigeants et élus socialistes, et notamment parmi les conseillers généraux où leur poids reste quasiment stable par rapport à l'avant-guerre malgré la croissance des effectifs (16,9% contre 15,6%) (tableau 32, ci-dessus), ne doit pas faire perdre de vue que la Fédération des œuvres laïques occupe une place de premier ordre sur le terrain associatif. Les amicales

¹²⁸. On trouvera également des éléments sur le "parlementarisme viticole" dans G. Gavignaud, *Propriétaires-viticulteurs en Roussillon. Structures, conjonctures, société (XVIII-XXe siècle)*, Publications de la Sorbonne, 1983, 2 tomes.

¹²⁹. P. Muller, *Le technocrate et le paysan. Essai sur la politique française de modernisation de l'agriculture de 1945 à nos jours*, Éditions ouvrières, 1981. Sur la particularité du secteur et de la politique viticoles et son érosion dans les années soixante dix, voir P. Bartoli, "Les productions méditerranéennes. L'érosion d'une régulation sectorielle : le cas du vin", in P. Coulomb et al. (dir.), *Les agriculteurs et la politique*, Presses de la FNSP, 1990, pp. 95-103.

¹³⁰. L'interpénétration des carrières politiques et agricoles au sein du milieu socialiste est fréquente chez de nombreux maires, à l'image d'Alexandre Giraud, maire de Grimaud, de 1952 à 1971, né le 28 avril 1897 à Sainte-Maxime, agriculteur, fils d'agriculteur, animateur de tous les organismes agricoles du département : président des coopératives agricoles et vinicoles locales, de la Caisse locale d'assurances mutuelles agricoles, président honoraire de la caisse régionale de mutualité agricole (*Le Provençal*, 12 mars 1971).

¹³¹. Parmi les mesures concrètes adoptées par le conseil général, souvent en étroite collaboration avec la Chambre d'agriculture, on peut citer pêle-mêle : la garantie individuelle du conseil général sur les prêts consentis par le Crédit agricole aux sinistrés du gel de l'année 1956, la création d'un comité départemental de l'Habitat rural, la création d'un centre de promotion de l'agriculture...

¹³². Yves Gilbert fait un constat analogue pour le Languedoc in *Le Languedoc et ses images. Entre terroir et territoire*, L'Harmattan, 1989.

laïques varoises détiennent néanmoins rarement le monopole de la vie associative comme dans le Pas-de-Calais, sans doute parce que la tradition de sociabilité informelle reste très vivace dans de nombreux bourgs varois. En outre, à la différence du Pas-de-Calais également, la Fédération des œuvres laïques (FOL) est très tôt devenue le relais de la politique éducative du conseil général ; dès 1936, celui-ci subventionne le camp laïque de vacances animé par les syndicalistes enseignants du département et les Éclaireurs de France¹³³. Par la suite, la FOL est chargée d'assurer le fonctionnement des centres de vacances et de l'animation scolaire, jusqu'à ce que la création de l'ODELVAR (office départemental d'éducation et de loisirs) en 1972, vienne institutionnaliser cette collaboration. Cet organisme, doté d'un budget de 5 millions de francs en 1976, pour l'essentiel géré par la FOL, bénéficie par ailleurs d'une subvention directe de 465 000 francs pour ses actions culturelles. La FOL devient donc un vecteur essentiel de la politique du conseil général en matière éducative et culturelle. Dès lors, on ne s'étonnera pas que les responsables de l'association n'aient jamais été en mesure de contester la position d'Édouard Soldani, d'autant que celui-ci réaffirme à la moindre occasion son attachement à l'École publique¹³⁴.

La complicité entre les dirigeants des amicales laïques et le conseil général, qui se traduit, par exemple, par la nomination au poste de secrétaire fédéral en 1981 d'un des principaux responsables de la FOL (René Basse), passe également par des liens maçonniques auxquels de multiples témoignages accordent un rôle essentiel : si Soldani lui-même n'était pas franc-maçon,

¹³³ J. Girault, *Les Varois et le socialisme*, *op. cit.*, p. 1319sq.

¹³⁴ Cette neutralisation du milieu laïque s'explique aussi pour une part par le vieillissement de la population de l'arrière-pays varois et le faible renouvellement du personnel enseignant en dehors de l'aire toulonnaise, qui ont renforcé l'importance du nombre de postes de fin de carrière. En 1977-78, par exemple, tous les départements du pourtour méditerranéen ont un pourcentage d'enseignants du secondaire âgés de moins de trente ans inférieur à 15%, alors que dans tous les départements du Nord et du Nord-est de la France, ce pourcentage est supérieur à 30% ("Le personnel enseignant dans les établissements publics du second degré en 1977-1978", *Note d'information du ministère de l'Éducation*, 30, 18 août 1987, p. 6). Sur les caractéristiques de la fonction publique dans les départements du pourtour méditerranéen, cf. X. Browaeys, P. Châtelain, *Les France du travail*, *op. cit.*, p. 218sq.

manière de ne pas apparaître dépendant d'une quelconque organisation et de préserver sa position d'arbitre, son entourage ainsi que les principaux élus et responsables fédéraux appartiennent au Grand orient de France. L'importance de la franc-maçonnerie dans l'histoire du Var a été mise en évidence par Maurice Agulhon¹³⁵, puis confirmée pour une période plus récente par les travaux de Jean-Marie Guillon sur la Résistance ; d'après divers témoins la place qu'elle a prise depuis la guerre n'a cessé de s'étendre et il y aurait à Toulon actuellement, toute tendance confondue, trente loges maçonniques et 1500 affiliés, trois à Draguignan, deux à Saint-Maximin, une au Luc, à Salernes et à Brignoles. Par son aspect occulte, la franc-maçonnerie est au principe de fantasmes de la part des militants qui n'y appartiennent pas à l'image de cette militante rocardienne, arrivée dans la région toulonnaise au début des années 70, qui prête à la franc-maçonnerie une omnipotence manipulatoire gommant quelque peu sa diversité et ses divisions internes :

“Il y avait aussi beaucoup de franc-maçons. Ça nous dépassait. Soldani lui-même n'était pas franc-maçon, mais beaucoup de gens du PS ici le sont. La Franc-maçonnerie a un rôle très important dans le Var. Il y a des solidarités qui échappent aux gens qui n'en sont pas. Il y a même une obédience qui a un atelier politique où l'on prend des décisions et ça se sent très bien à Toulon en particulier. Il y a des ramifications dans tous les partis. Ça se sent beaucoup au conseil général. Il y a des alliances surprenantes de temps en temps. Tous ceux que je rencontre le sont presque tous. Chez les rocardiens il y en a aussi mais c'est plutôt à la Grande Loge, pas le GOF, c'est la mixité qui les intéresse. Quand nous allons dans les sections pour promouvoir nos idées, on sent qu'il y a des liens souterrains qui font que les gens voteront en fonction d'autres critères...”¹³⁶

On ne saurait oublier, par exemple, les nombreuses dissensions qui ont accompagné la mise en œuvre de la politique d'union avec le parti communiste et les oppositions entre la franc-maçonnerie toulonnaise, historiquement plus proche des préoccupations ouvrières et la franc-maçonnerie dracénoise et luquoise plus attachée au combat laïque. Néanmoins elle semble

¹³⁵. M. Agulhon, *Pénitents et franc-maçons...*, *op. cit.*.

¹³⁶. Entretien avec Yvonne Arrou-Vignaud, le 26 septembre 1989.

bien avoir été un vecteur essentiel de la diffusion et de l'entretien de la culture républicaine et dans la constitution d'alliances entre des agents aux propriétés sociales et politiques éloignées. Cette présentation des réseaux constitutifs du milieu laïque ne doit cependant pas nous conduire à se représenter les différentes organisations qui les composent comme fortement intégrées et comme centrales dans la constitution des réseaux socialistes. Le SNI, par exemple, s'il est contrôlé depuis sa création par des militants socialistes¹³⁷, a certes constitué un pôle de contestation en raison notamment d'un important noyau d'enseignants de la région toulonnaise proches dans les années 60-70 de la tendance École émancipée, mais le faible renouvellement des enseignants dans la majeure partie du département a sans doute empêché que le syndicat ne devienne le lieu cardinal du renouvellement de la fédération, à l'image du Pas-de-Calais. Sur le plan proprement syndical, c'est surtout avec Force ouvrière que les liens sont les plus réguliers jusqu'au début des années 70, au point qu'un de ses responsables de l'époque, secrétaire du syndicat FO des communaux de Draguignan, n'hésite pas à dire que "FO était une merveilleuse courroie de transmission"¹³⁸. Ici, la position de président du conseil général et celle de maire de Draguignan se rejoignent pour concourir à maintenir Force ouvrière au sein du milieu socialiste. Les principaux dirigeants du syndicat sont des proches d'Édouard Soldani et grâce au poids en terme de mandats du syndicat des communaux, du syndicat du personnel de la préfecture (le taux de syndicalisation au début des années 70 atteint 60-65% dans les services administratifs de la Préfecture) et de celui de la santé¹³⁹, ceux-ci sont majoritaires au sein de la centrale.

¹³⁷. Actuellement la tendance majoritaire (UID) recueille 70% des mandats, contre 25% à Unité et Action et 5% à l'École émancipée. Au sein de la FEN départementale, les instituteurs représentent entre 45 et 50% des syndiqués et les professeurs de collège 33-35%. D'après le secrétaire fédéral du SNI, le syndicat compte 2700 syndiqués "dont un fort nombre de retraités". Entretien avec Christian Dalbiès, secrétaire fédéral du SNI-PEGC, 13 avril 1990.

¹³⁸. Entretien avec Jean-Claude Hueber, le 25 avril 1991. J.-C. Hueber reste membre de la commission exécutive fédérale de FO et secrétaire de l'union locale de Draguignan.

¹³⁹. L'hôpital départemental de Pierrefeu, dont le président du conseil général préside le conseil d'administration, fait figure de fief de Force ouvrière.

Deux des hommes clés de l'entourage de Soldani assurent les transactions entre le PS et FO, et accessoirement avec la franc-maçonnerie locale à laquelle lui-même n'appartient pas : François Pietri, secrétaire des Jeunesses socialistes à la Libération, secrétaire de la section socialiste de Draguignan de 1975 à 1985, véritable gestionnaire de la fédération socialiste de 1962 à 1985 en tant que secrétaire administratif de la fédération et secrétaire de la Fédération des élus, trésorier de la mutuelle des préfetures et animateur du comité de résistance contre le transfert, a ainsi été secrétaire du syndicat FO de la préfecture pendant vingt ans¹⁴⁰. Jean-Claude Hueber, trésorier de la fédération socialiste de 1970 à 1985, directeur du Bureau d'aide sociale de Draguignan, franc-maçon, est quant à lui responsable du syndicat FO des personnels communaux et membre du secrétariat départemental de la confédération. Ajoutons que sur le plan parlementaire, la désignation de Clément Ballestra, agent technique à l'arsenal, responsable du syndicat FO de l'arsenal et membre de la commission nationale paritaire de FO, comme sénateur en 1959, poste qu'il occupe jusqu'en 1976, donne au syndicat un moyen d'expression parlementaire non négligeable, qui symbolise un peu plus les liens existant entre les deux organisations, renforcés par la participation commune de leurs dirigeants à la franc-maçonnerie. Le rôle de FO apparaît particulièrement important dans la vie dracénoise : le cumul de la direction du bureau d'aide sociale, de la trésorerie de la section socialiste et du syndicat des communaux donne par exemple à Jean-Claude Hueber, homme de confiance du maire-président, une fonction clé dans le processus de mobilisation des fonctionnaires et dans le recrutement des adhérents du PS : «À Draguignan, avant 1984, il y avait mille cartés Force ouvrière plus cinq à six cents retraités dont je m'occupais avec l'aide du CCAS que je présidais. C'était très actif, on organisait de nombreuses fêtes. Depuis, il n'y a plus qu'une centaine de membres à l'amicale des anciens et cinq à six cents à l'UL. On reste présent surtout au centre hospitalier, au centre régional de détention, au PTT, au

¹⁴⁰. Entretien avec François Pietri, 4 octobre 1989.

Trésor, à la Banque de France, à la Mutualité agricole, dans le personnel civil de l'école d'artillerie, à Canjuers”¹⁴¹. La chute des effectifs syndicaux, résultant de la perte de la municipalité en 1984, et notamment l'effondrement du syndicat FO à la mairie de Draguignan — où il est désormais devancé par la CFDT —, qu'il faudrait sans doute mettre en relation avec la diminution par trois des effectifs de la section socialiste, passée d'environ 500 membres à 150, traduit parfaitement l'imbrication des réseaux et des ressources municipaux, syndicaux et partisans.

Plus généralement, le cas de FO illustre l'interdépendance entre les ressources découlant du contrôle du conseil général et celles découlant du contrôle de la mairie de Draguignan. Si la ville profite abondamment des subventions du conseil général, la politique dracénoise d'Édouard Soldani lui permet aussi de renforcer la mobilisation d'autres groupes traditionnellement proches du socialisme dans le Var : artisans-commerçants, petits entrepreneurs du bâtiment, professions libérales (médecins et avocats, nombreux dans une ville où siège le tribunal de grande instance), ou *a priori* plus hostiles, comme les pieds-noirs ou certains représentants de l'enseignement privé : “J'ai fait à Draguignan pendant 25 ans avec une liste à base socialiste avec une alliance centre-gauche qui mordait un peu sur la droite, ce qui fait que je n'avais personne à droite. J'ai toujours fait des élections tripartites et j'ai toujours été élu au premier tour avec 57-58% des voix : le PC, la droite pure et dure et moi. [...] Il y a au fond, une droite haineuse, méchante, rigoriste, agressive, celle-là on ne la changera pas ; il y a la droite modérée, qui cherche la tranquillité de la petite ville de Préfecture, ils jouent un rôle, ils sont contents, c'est Monsieur un tel, c'est Maître un tel, ils ronronnent ; puis il y a un marais assez important, de commerçants, d'artisans, de travailleurs un peu plus aisés, il n'y a pas de prolétariat. Alors moi je suis arrivé et cette masse stagnante elle était soldaniste. Aux municipales je faisais 7000 voix, le député en faisait 4500 : il y avait 2500-3000 voix qui étaient les voix soldanistes, car je faisais

¹⁴¹. Entretien avec Jean-Claude Hueber, le 25 avril 1991.

généralement des listes à l'image de la population dracénoise. [...] Draguignan n'est pas socialiste, elle était soldaniste”.

L'examen de la liste municipale conduite par Édouard Soldani en 1977, comparée à celle conduite trente ans plus tôt par Bertin Bousquié en 1947¹⁴², montre très bien quelles sont les frontières du milieu socialiste dracénois et combien elles ont finalement peu évolué en trente ans. Déjà en 1947, le milieu de la terre, de l'échoppe et de la boutique et celui des employés de la fonction publique prédomine : on compte trois cultivateurs, huit artisans-commerçants, un seul cadre supérieur de la fonction publique (le maire), six employés de la fonction publique ou de la mutualité agricole (PTT, SNCF, Trésor...), trois enseignants (le principal et le surveillant général du collège, un instituteur). La présence de commerçants n'est pas le fait de marginaux de la profession ; il s'agit bien de représentants confirmés puisqu'on trouve notamment le vice-président de la chambre de commerce, qui deviendra, à partir de 1957, président de la caisse d'allocations familiales du Var et premier adjoint de la ville¹⁴³, un juge au tribunal de commerce, la propriétaire du principal magasin de vêtements de la ville, par ailleurs fille de l'ancien député-maire socialiste de la ville. De même, retrouve-t-on sur cette liste les principaux responsables du milieu agricole tels le président de la coopérative viticole, conseiller général et futur maire de la ville entre 1953 et 1959 (Antoine Favro), le président de la coopérative d'approvisionnement agricole, par ailleurs administrateur de la Caisse d'épargne et président de la Libre Pensée (Honoré Renoux) et le secrétaire du syndicat des exploitants (Marcel Pie). En 1977, après vingt ans de gestion soldanienne, les contours du milieu socialiste dracénois ont évolué, mais la place des professions indépendantes est toujours aussi importante, alors même que leur part dans la population active s'est considérablement réduite¹⁴⁴ : le

¹⁴². Liste publiée dans *La Voix socialiste*, 16 octobre 1947.

¹⁴³. Il rejoindra l'UNR en 1964, à la suite d'un conflit pour l'investiture de la SFIO aux élections cantonales de la même année.

¹⁴⁴. Au recensement de 1982, on compte 8,9% d'artisans, de commerçants et de chefs d'entreprise parmi les actifs. De leur côté les agriculteurs ne représentent plus que 1,3% de la population active dracénoise.

milieu des artisans-commerçants est toujours aussi bien représenté (cinq conseillers), et le monde médical, absent en 1947, occupe une place de premier plan avec trois représentants (dont le premier adjoint) ; en revanche, tout se passe comme si les cadres de la mutualité et du crédit agricoles au nombre de quatre, avaient remplacé les agriculteurs (un seul conseiller)¹⁴⁵. De manière plus générale, la liste socialiste reflète la salarisation de la société locale¹⁴⁶ et l'importance qu'y occupent les professions intermédiaires du secteur public ou para-public ; les enseignants apparaissent dès lors bien plus nombreux qu'en 1947 — sept si l'on inclut Soldani — de même que les techniciens. En contrepartie, les ouvriers, pour l'essentiel employés dans de petites entreprises du bâtiment et le secteur public (EDF, SNCF), déjà très peu présents en 1947 (à l'exception d'un ouvrier boulanger et d'un ouvrier typographe, leader du syndicat du livre dracénois), sont cette fois-ci totalement absents. Autre signe de changement par rapport à 1947, la place accordée aux rapatriés d'Algérie qui comptent trois représentants sur la liste municipale¹⁴⁷. Cette position correspond à une entreprise de séduction entamée dès leur arrivée massive dans le département par le conseil général et les parlementaires socialistes qui n'ont eu de cesse de défendre leurs intérêts¹⁴⁸.

Que l'on se reporte à la composition sociale des conseillers généraux socialistes et apparentés (tableau 31, ci-dessus) ou à celle

¹⁴⁵. L'influence de la culture républicaine du milieu viticole se perpétue en partie grâce à l'importance prise à partir des années 60 par le secteur bancaire mutualiste. Ainsi la caisse régionale de Crédit agricole qui n'employait que 45 salariés en 1952, en emploie-t-elle 856 en 1978, dont environ 350 au siège de Draguignan. Comme le remarquent Christine Dourlens et Pierre Vidal-Naquet, « la plus grande partie des salariés de la Caisse régionale est d'origine varoise et même paysanne. La banque semble avoir exercé sur les agriculteurs la même fascination que l'école publique » ; in *Frontières impossibles. Crédit agricole, mutualisme, territoire*, Rapport de recherche pour le ministère de l'Urbanisme et du Logement, Mission de la recherche urbaine, 1982, p. 97. Cette transmission est symbolisée par le directeur de la Caisse régionale, Paul Bouis, qui est le fils de l'ancien président de la Chambre d'agriculture socialiste André Bouis.

¹⁴⁶. Au recensement de 1982, on compte 8,8% de cadres supérieurs et professions libérales parmi les actifs selon la profession de l'interviewé (13,5% d'après celle de la personne de référence) ; 18,8% de professions intermédiaires (21,8%) ; 35,7% d'employés (22,5%) et 26,2% d'ouvriers (29,7%).

¹⁴⁷. Au recensement de 1968, ils représentaient 7,8% de la population dracénoise et 7% de la population totale du département.

¹⁴⁸. Aux élections municipales de 1971 et 1977, les associations de rapatriés ont publiquement appelé à voter pour la liste conduite par Soldani.

des conseillers municipaux dracénois, une homologie très nette entre les deux apparaît ; elle est au principe de l'image d'un Édouard Soldani garant du Var "traditionnel", qui résiste à la menace touristique, protège sa préfecture et sa viticulture et les activités artisanales et commerciales connexes, d'un Var totalement identifié à son arrière-pays. Dans le même temps, les réseaux soldanistes apparaissent de moins en moins médiatisés par une instance politique. Les cercles ont quasiment disparu, la Libre Pensée et la Ligue des droits de l'Homme ont une activité très limitée, seule la Franc-maçonnerie semble conserver une large audience, sans qu'en contrepartie les sections socialistes compensent cette mutation de la sociabilité politique varoise.

En effet, les activités du parti en tant que tel, à partir de la fin des années 50 jusqu'au début des années 70 se limitent aux périodes électorales. Le dépouillement de la presse partisane, qui disparaît d'ailleurs en 1958, le journal du parti se fondant avec l'hebdomadaire du conseil général¹⁴⁹, reflète cette inactivité. En dehors de quelques rares compte-rendus de réunions des sections de Bandol, Toulon, Draguignan et La Seyne, tout se passe comme si, jusqu'au début des années 70, les sections du parti ne se réunissaient quasiment plus. Les rares traces de militantisme se réduisent aux reportages sur les activités des associations des vieux travailleurs FO de Draguignan et de Toulon et du club Léo Lagrange de Draguignan, présidé par... Édouard Soldani. Le placement aux postes clés de la fédération de proches du président, employés de la mairie de Draguignan ou du conseil général, assure le contrôle de l'adhésion et des mandats, et ce y compris dans la première moitié des années 70. Ainsi, alors qu'affluent les demandes d'adhésion, après le congrès d'Épinay, l'équipe fédérale s'efforce de les canaliser, en incitant les élus à acheter des cartes et en plaçant des fidèles à la tête des sections : "En 1969, au niveau militant, c'est le creux de la vague (1080 mandats, soit 1800

¹⁴⁹ En novembre 1958, *La Voix socialiste* est transformée en *L'Avenir*, "hebdomadaire départemental de la fédération socialiste SFIO du Var" (souligné par nous), avant de perdre en 1966 toute référence partisane et devenir *L'Avenir*, "organe hebdomadaire de la démocratie varoise".

adhérents). [...] À partir de là, on a fait du boulot, surtout en créant de nouvelles sections et en réunissant des sections sur le papier. On est arrivés à 6500 adhérents, dont entre 450 et 500 à Draguignan. Créer un parti, c'était démontrer que le Var ce n'était pas que Soldani et qu'il y avait un potentiel militant. Et de plus, plutôt que de laisser faire, c'était un moyen de maîtriser les demandes d'adhésion qui affluaient. Tout était bien verrouillé¹⁵⁰.

Ce qui ne signifie pas que la section de Draguignan n'existe que sur le papier. D'après de nombreux témoignages, elle se réunit bel et bien, mais sous la forme de meeting où Édouard Soldani pouvait donner libre cours à ses talents d'orateur : « Quand Soldani était maire, il y avait six cents adhérents : moi je les ai vu ces gens. Dans la salle Collomp, il y en avait dedans, dehors, c'était le délire. Bon, il y avait certainement des cartes alimentaires, mais il y avait une attraction. Il y avait un homme très séduisant, combien j'ai vu de gens fascinés... Il a gardé une très grande mémoire, il était redoutable dans le débat, la dialectique, la démonstration... Il y avait un culte¹⁵¹. Ce qui ne signifie pas non plus qu'à partir des années 1974-1975, les instances fédérales ne commencent pas à se réunir plus fréquemment. Mais les réunions continuent d'avoir lieu non au siège officiel du parti, à Toulon, mais à Draguignan, la plupart du temps à la préfecture et sans respect des procédures prévues par le parti. Ainsi, la commission exécutive fédérale n'existe que sur le papier : elle n'est jamais convoquée ; quant aux postes de secrétaires fédéraux, en dehors de la trésorerie et des sections, ils ne sont dotés d'aucun moyen véritable. Dans les sections, en dehors de quelques exceptions, notamment à Toulon, Hyères et à Saint-Raphaël, les votes sur les motions ne sont pas organisés, la répartition des mandats pour les congrès se réglant en bonne partie dans une négociation personnelle entre Édouard Soldani et Jean-Louis Dieux, le leader du CERES, seul courant d'opposition organisé. C'est ce que résume à sa façon Soldani : « Je

¹⁵⁰. Entretien avec Jean-Claude Hueber, trésorier fédéral (1968-1985), le 25 avril 1991.

¹⁵¹. Entretien avec René Basse, membre du secrétariat fédéral (1969-1989), le 10 octobre 1989.

tenais la fédération. Et quand Mitterrand est arrivé et disait : 'Que va m'apporter Soldani ?', je disais : 'Président deux tiers, un tiers' alors que je n'avais pas fait de congrès, comme ça au pifomètre, ça s'est vérifié exact et j'ai mordu un peu sur le tiers que j'avais gardé au CERES. Ce qui fait que j'ai toujours eu autour de moi une équipe socialiste solide puisque le CERES quand il s'agissait de voter pour le premier secrétaire votait à main levée pour Soldani donc unanimité et exigeait un bulletin secret pour le reste du bureau fédéral pour bien marquer la différence. [...] Au CERES, il n'y avait jamais de candidats contre moi. On votait par acclamations”.

En fait la grande majorité des membres du bureau fédéral, y compris les membres du CERES, comme on le verra, sont dépendants, en tant que maire ou conseiller général, des subventions du conseil général, mais aussi des multiples organismes contrôlés par les proches d'Édouard Soldani, au premier rang desquels l'Office de l'habitat rural et l'Office départemental HLM. Ils ont donc les mains liées et pratiquent une opposition très feutrée qui évite soigneusement toute attaque à l'encontre de la gestion de Soldani. Dès lors, il n'est pas étonnant que la plupart des acteurs victimes de ce système assimilent PS et conseil général jusqu'en 1985 et estiment que la fédération se résume alors à une simple boîte postale :

“La fédération c'était une boîte postale 'BP 52 Draguignan'. Avant 1985, il n'y avait pas de parti. On se réunissait ça... Édouard arrivait et on obtempérait. De temps en temps on l'a malmené... On est arrivés à faire 30%. C'était Pietri, Hueber, Basse, Raphaeli, l'entourage direct du président du conseil général, qui gérait la fédération. Lui, il arrivait, et ça votait comme un seul homme. Jean-Louis Dieux s'agitait un peu, mais sur les trucs importants il votait pour Édouard. Il n'y avait pas de parti. En 1985, il n'y avait plus rien, il y a eu un parti, mais qui n'avait pas de soutien : regardez la fédé ici, c'est l'association 'Les amis du PS' qui en est le propriétaire, Soldani est président, c'est la fédération qui paie les charges : le jour où ils meurent tous ! On sait pas qui envoyer... On n'ose pas soulever ce lièvre...”¹⁵².

¹⁵². Entretien avec un membre du secrétariat fédéral depuis 1985, membre de la section de Toulon, le 23 avril 1991.

Il faut toutefois se garder de prendre au pied de la lettre ce diagnostic qui donne une image figée du parti socialiste varois. Il risque en effet de faire ignorer les luttes qu'ont engendré en son sein l'arrivée de nouveaux responsables et militants politiques au cours des années 70, et qui auraient pu aboutir à un renversement des rapports de force internes au profit des militants de la région toulonnaise. Le non-renouvellement du PS doit être expliqué. Face au mécanisme et au manichéisme des explications souvent proposées par les acteurs (faillite du système clientéliste, incapacité de Soldani à préparer sa succession, afflux de populations aisées votant à droite...), qui réécrivent souvent l'histoire en fonction du résultat et de leur propre besoin de justification, l'examen des effets des changements sociaux multiples ayant affecté la société varoise à partir des années 60 révèle un enchaînement complexe de phénomènes dont les effets ne peuvent pleinement se comprendre que rapportés à la dynamique propre du milieu partisan. C'est certes parce que l'opposition entre le Var rural et le Var industriel disparaît avec la généralisation des activités liées au tourisme et l'éclatement du territoire départemental en différentes zones ayant leur dynamique propre, mais aussi parce que le déséquilibre démographique entre les deux régions est devenu considérable, que le mode de domination soldaniste fondé sur une personnalisation des relations s'effondre ; il reste que cela n'explique pas en soi pourquoi le parti socialiste s'effondre également.

Déclin du soldanisme, déclin du socialisme ?

On a vu que le “soldanisme” est un mode de domination politique profondément ancré dans la société varoise traditionnelle, c'est-à-dire une configuration sociale fondée sur la permanence d'une part, de formes de sociabilité relativement égalitaires tels qu'elles se sont actualisées dans les cercles, les coopératives¹⁵³ ou encore dans les loges maçonniques ; et d'autre part, de l'économie

¹⁵³. Rappelons, par exemple, que jusqu'au début des années 60 la plupart des coopératives viticoles fonctionnent selon le principe “un homme, une voix” et non au prorata de la production de chaque membre.

viticole dans toutes ses ramifications (commerciales, artisanales, bancaires). On ne saurait cependant exagérer la cohérence de ce monde qui a toujours été traversé de multiples clivages, s'incarnant tantôt dans un fort localisme tantôt dans une opposition entre petits et moyens propriétaires, parfois au principe de rivalités entre socialistes et communistes. Cette situation a souvent rendu la tâche bien délicate aux représentants des intérêts viticoles¹⁵⁴, confrontés notamment à la multiplication des coopératives en dépit de toute logique économique¹⁵⁵.

Néanmoins, un des effets du travail des porte-parole politiques et agricoles a été de produire une identité commune qui a contribué à homogénéiser ce territoire vaste, divisé par de nombreuses barrières naturelles (massif des Maures) et très mal desservi en voies de communication. Le “Var rouge” est ainsi devenu partie intégrante de l'identité varoise, voire la meilleure expression de cette identité : “Les Varois étaient socialistes, c'était comme ça”, comme l'a bien exprimé l'ancien président de la FDSEA cité en exergue de ce chapitre ; socialistes parce que varois, mais aussi varois parce que socialistes, serait-on tenté de dire de façon paradoxale, car c'est bien le travail politique réalisé par les élus et militants rouges qui a amené les populations de Saint-Maximin et de Fayence à se penser comme varoises. Ce travail est loin de n'être que purement abstrait ; il s'est appuyé aussi bien sur la diffusion de formes sociales analogues (les cercles, les coopératives, les syndicats agricoles...) que sur la politique du conseil général, telle qu'elle a été menée au moins jusqu'au début des années 70. Cette dernière, en limitant le développement touristique du Var intérieur¹⁵⁶, en cherchant à préserver l'activité agricole, et en promouvant les communications horizontales —

¹⁵⁴. “Dans le Var, il n'y a pas une viticulture, mais x viticultures qui s'ignorent ou se combattent, qui se jugent et se condamnent et cela rarement de face. De véritables castes ou factions séparent les viticulteurs les uns des autres”. Déclaration de Pierre Bouis, directeur général de la caisse régionale de Crédit agricole à l'assemblée générale de la caisse en 1981, cité par C. Dourlens et P. Vidal-Naquet, *Frontières impossibles...*, *op. cit.*, p. 93.

¹⁵⁵. On comptait ainsi, en 1975, 102 caves coopératives pour 152 communes.

¹⁵⁶. M. Marié, *Un territoire sans nom*, *op. cit.*.

entre les villes du centre et du haut-Var — plutôt que verticales — entre la côte et l'intérieur — n'a pas peu concouru à objectiver les divisions géographiques : rappelons à cet égard, qu'il fallait, au début des années 80, près de deux heures de voiture pour aller de Toulon à Draguignan et autant pour relier Toulon à Fréjus. Ce localisme ou plus exactement ce départementalisme, dont les élus socialistes majoritairement issus du monde rural ont été les porteurs, a fini par faire assimiler le “Var rouge” au Var, et le Var au Var intérieur, au point que les habitants de la côte parlent du Var pour qualifier la portion du département sise “au nord de la Nationale 7”.

C'est, d'une certaine manière, à l'éclatement de cet espace et, par contre-coup, à l'affaiblissement de l'étendue des réseaux socialistes traditionnels, qu'on assiste à partir des années 60. Le Var connaît en effet à compter de cette période une évolution démographique fondée pour l'essentiel sur un excédent migratoire, qui n'a d'équivalent qu'en région parisienne : sa population passe de 371 000 habitants en 1946 à 471 000 en 1962, 620 000 en 1975 et 762 800 au premier janvier 1988. De 1962 à 1968, la croissance annuelle de la population équivaut à celle de l'Ile-de-France (+ 2,9%) et la dépasse par la suite avec un rythme de 1,3% ; par comparaison, celle de l'ensemble de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur pour la même période est de 0,66% et celle de la France de 0,43% : 10 000 personnes de plus en moyenne viennent s'installer dans le Var chaque année depuis 1968. Ce changement est concomitant du déclin numérique du monde viticole et du développement des activités touristiques ; il s'est accompagné d'un morcellement du territoire départemental, du déclin relatif de la population rurale et d'un déséquilibre croissant entre le Var côtier et le Var intérieur, qui vont de pair avec une réorganisation de la vie sociale autour des trois voire quatre pôles urbains principaux du département (Toulon, Draguignan, Brignoles-Saint-Maximin et Fréjus-Saint-Raphaël).

Ces transformations, généralement rapportées au passage d'une économie viticole et industrielle à une économie touristique,

servent, pour certains auteurs¹⁵⁷ et pour les acteurs politiques qui mettent en avant des explications sociologiques, de justification au déclin politique du socialisme. Lorsqu'il est demandé aux dirigeants et élus socialistes varois dans une question ouverte : "Qu'est-ce qui, selon vous, explique la perte d'audience du parti socialiste dans le Var ?", de nombreuses réponses mettent en avant la modification des caractéristiques sociales de la population. Comme l'écrit le maire d'une commune forestière du centre-Var, "le parti socialiste a perdu beaucoup d'audience dans le Var, car la population nouvelle est essentiellement une population de droite qui vient s'établir sur la côte et même dans l'arrière-pays. Nous n'avons pas su également nous organiser pour faire face à la venue de nouveaux habitants..."

Nous voudrions montrer ici que si ces jugements comportent, à leur niveau de généralité, une part de vérité, ils tendent à occulter la multiplicité des phénomènes sociaux et politiques que recouvre le passage d'une économie viticole à une économie centrée sur le tourisme, et la diversité de ses modalités selon les lieux et le type de gestion politique de ces changements. Ils reposent en effet sur une conception mécaniciste du changement tendant à réécrire l'histoire du point de vue de son résultat, aboutissant à présenter le déclin du parti socialiste comme inéluctable. Seule l'analyse conjointe des transformations sociales et de la dynamique propre du milieu socialiste peut permettre en fait de comprendre pourquoi ces changements n'ont pas débouché sur un contrôle des ressources politiques par les dirigeants et élus incarnant les nouveaux réseaux ayant émergé au sein du PS à la fois dans le monde rural et urbain au cours des années 70. Les corrélations statistiques¹⁵⁸ que nous avons calculées entre le niveau

¹⁵⁷. Il nous semble, par exemple, rapide d'écrire, sans en apporter la preuve, que : "Le contraste entre les régions côtières et celles de l'intérieur n'apparaît que dans le département du Var, la côte étant majoritairement à droite, à l'exception de quelques noyaux ouvriers (La Seyne, par exemple, qui d'ailleurs vire à droite) *ne serait-ce qu'en raison du développement des activités touristiques et de l'afflux des retraités, l'arrière-pays étant resté à gauche*", J.-P. Ferrier et al., "Provence-Alpes-Côte d'Azur", in Y. Lacoste (dir.), *Géopolitiques des régions françaises*, op. cit., tome 3, p. 831, souligné par nous.

¹⁵⁸. Nous avons calculé les coefficients de corrélation linéaire existant entre plusieurs

de vote pour le parti socialiste et le parti communiste et l'évolution du vote de gauche depuis 1973 d'une part, et le pourcentage de résidences secondaires et celui des retraités dans la population confirment l'hypothèse selon laquelle la perte d'influence du PS dans le Var ne peut se réduire ni à l'effet de la présence des retraités aisés et ni à celle des résidents secondaires. Ainsi ce n'est pas nécessairement dans les villes où la part des plus de 65 ans parmi les nouveaux arrivés depuis 1974 est la plus importante que le vote socialiste et le vote communiste sont les plus bas, non plus dans celles où les retraités sont les plus nombreux.

Les transformations du milieu socialiste dans le Var ne sauraient donc se résumer à l'effet mécanique d'un certain nombre de phénomènes sociaux : si le score de la gauche a baissé dans la plupart des villes du département entre 1973 et 1988, ce n'est pas nécessairement dans les villes où la croissance de la population totale et électorale depuis 1975 a été la plus forte que le déclin a été le plus important. Des villes comme Bandol, Carqueiranne, Cogolin, Le Beausset, Le Pradet, Lorgues, Saint-Maximin, Six-Fours, Trans, pour la plupart vieux fiefs socialistes, dont le nombre des inscrits a augmenté de plus de 40%, ont connu une baisse inférieure à 10% ; au contraire, d'autres villes où l'augmentation a été moindre (Gonfaron, Les Arcs, Saint-Tropez, Salernes) ont vu la gauche perdre davantage d'électeurs. Les résultats par cantons, qui ont l'avantage d'englober le vote des villes de moins de 2000 habitants traditionnellement les plus orientées à gauche, confirment que c'est dans ses fiefs de l'intérieur (Aups, Besse, Le Luc, Lorgues, Le Muy), mais aussi à Draguignan, que le vote socialiste diminue relativement le plus. Au-delà des bouleversements démographiques, l'influence électorale du PS depuis 1973 s'est par conséquent maintenue (certes parfois à un niveau assez bas comme

séries statistiques. Rappelons que le coefficient r est nécessairement compris entre -1 et 1, et est calculé selon la formule suivante : $r^2 = \frac{[\sum (x_i - \bar{x})(y_i - \bar{y})]^2}{[\sum (x_i - \bar{x})^2][\sum (y_i - \bar{y})^2]}$. La corrélation absolue est de 1 ou -1 ; si le coefficient est nul, les deux variables sont indépendantes. On considère généralement que pour dix couples d'observation, r doit être supérieur ou égal à 0,63 pour être significatif d'une liaison avec un risque d'erreur de 5%. On trouvera dans notre thèse l'intégralité des calculs et des résultats ici résumés.

à Fréjus, Hyères ou Saint-Raphaël). Elle a même crû dans de nombreux cas, notamment dans les cantons de la région toulonnaise en expansion où le vote socialiste a connu sa plus forte croissance (Hyères, La Crau, La Valette, Le Beausset, Ollioules, Six-Fours, Solliès-Pont), et que la perte d'influence de la gauche dans le département tient avant tout à la perte d'audience du parti communiste non compensée par l'augmentation du vote pour le PS. Au total, les données électorales laissent entrevoir, un milieu socialiste en pleine évolution et recomposition au cours des années 70 qu'on ne peut appréhender par le seul biais des explications générales et mécanistes avancées par certains.

L'analyse des corrélations linéaires, dès lors qu'aucune variable n'apparaît prééminente, amène à distinguer les formes de changement selon les types de configurations sociales et politiques locales en présence : plus ou moins forte croissance des résidences secondaires, caractéristiques sociales des populations nouvelles (militaires, professions intermédiaires ou supérieures de la fonction publique, commerçants...), plus ou moins grand déclin des activités agricoles, type de gestion politique du problème foncier..., et à apprécier la transformation correspondante des réseaux constitutifs du milieu socialiste. Seul ce type de démarche permet de comprendre les raisons pour lesquelles les acteurs issus des groupes récemment installés dans le Var ou plus simplement extérieurs aux réseaux socialistes varois traditionnels n'ont pas été en mesure de prendre le contrôle de l'organisation, et partant d'assurer peut-être la pérennisation du capital collectif. Le politiste doit ici endosser provisoirement les habits du géographe sans en avoir toutes les compétences et distinguer, grossièrement, six espaces spécifiques, pas forcément continus, qui se distinguent non seulement en fonction de leurs caractéristiques socio-économiques et politiques dominantes mais aussi en fonction des formes modales qu'a prises dans chaque aire le changement social. On s'attachera ainsi successivement aux transformations sociales et politiques du Var "touristique" ou "balnéaire", du Var "rurbanisé", du Var "semi-industriel", du Var "militaire", du Var viticole, et

enfin à l'agglomération toulonnaise (52% de la population totale) afin de mieux appréhender les logiques ayant présidé au bouleversement et au relatif déclin du milieu socialiste varois. On étudiera ensuite les répercussions de ces changements sur le fonctionnement interne du parti lui-même.

Les transformations locales des réseaux socialistes en dehors de l'agglomération toulonnaise

La structure sociale des bourgs ou des villes devenus cités touristiques se définit en premier lieu par un taux important de retraités dans la population, dont une bonne part est arrivée récemment : ainsi, Bandol, Sanary, Roquebrune, Le Lavandou, Fayence, Saint-Raphaël, Carqueiranne comptent entre 40 et 60% de retraités dans leur population et les plus de 65 ans représentent généralement entre un quart et un tiers des nouveaux arrivants depuis 1974 ; sauf exception (Carqueiranne, Roquebrune), l'activité agricole ou la pêche y ont pratiquement disparu, remplacés par l'artisanat et le commerce qui font vivre entre un quart et un tiers de la population active. La plupart de ces villes n'ont connu un développement du tourisme qu'à la fin des années 60¹⁵⁹ ; à la différence des Alpes-Maritimes, elles ont conservé jusqu'à cette date une activité agricole, portuaire commerciale et même industrielle¹⁶⁰ importante qui assurait la domination politique de la gauche. La pression immobilière engendrée par une croissance touristique haut de gamme y a abouti, sauf volonté explicite des pouvoirs municipaux de geler toute construction nouvelle, au

¹⁵⁹. Jusqu'au début des années 70, le tourisme varois, à l'exception de Saint-Tropez, Hyères et Saint-Raphaël était un tourisme populaire, conformément à la politique de préservation du littoral menée par le conseil général : la plupart des touristes étaient des campeurs ou des résidents de centres collectifs de vacances (colonies de vacances ou VVF). Le développement des constructions collectives ou individuelles connaît son apogée à la fin des années 70. Sur les caractéristiques du tourisme sur la Côte d'Azur, cf. C. Bromberger, G. Ravis-Giordani, *Le deuxième phylloxéra ? Facteurs, modalités et conséquences des migrations de loisirs dans la région PACA*, Service régional de l'Équipement, Aix-en-Provence, 1977.

¹⁶⁰. Citons, par exemple, l'usine de fabrication de torpilles de Saint-Tropez, construite pendant la première guerre mondiale et nationalisée en 1936, qui emploie toujours 400 salariés, qui résident pour la plupart dans les communes de Saint-Tropez, Sainte-Maxime et Cogolin.

déclin de la vigne, de la pêche et à la délocalisation des activités semi-industrielles.

La thèse de Nicole Amphoux sur l'évolution de la composition sociale des conseils municipaux de l'arrondissement de Draguignan est ici d'un apport majeur¹⁶¹. La géographe établit clairement qu'en une dizaine d'années, à l'exception des vieilles cités touristiques (Saint-Tropez, Sainte-Maxime, La Croix Valmer, Cavalaire) dans lesquelles ils étaient déjà minoritaires depuis le début des années 50, les agriculteurs perdent toute prépondérance au sein des conseils municipaux des villes où domine désormais l'activité touristique ; ils y sont remplacés par des agents extérieurs au département, c'est-à-dire nés hors du Var. Alors que les agriculteurs étaient encore le groupe le plus important en 1965 au Plan de la Tour, à Grimaud, Cogolin, Gassin, Le Puget-sur-Argens, Ramatuelle, Les Adrets, ou occupaient au moins un quart des sièges à Roquebrune ou à Fayence, un peu plus de dix ans après, ils ne restent majoritaires que dans trois communes (Ramatuelle, Grimaud, Plan de la Tour). À Roquebrune, Gassin, La Croix Valmer, Cavalaire, Le Rayol, les conseillers municipaux nés hors du département sont majoritaires et en nombre égal à Sainte-Maxime, Grimaud, Saint-Tropez, Plan de la Tour. Le nombre de maires agriculteurs décroît donc fortement et les nouveaux élus semblent s'imposer grâce à une compétence présumée qui doit autant à des ressources extérieures qu'à des ressources fondées sur l'appartenance à des réseaux localisés¹⁶² : un sociétaire de la comédie française, Robert Manuel, est ainsi élu à Roquebrune en 1971 contre le maire sortant socialiste ; un ancien directeur de l'IFOP, reconverti dans le journalisme mondain, Alfred Max, est

¹⁶¹. N. Amphoux, *Mutations foncières et changements de la représentation dans les communes de l'est varois*, Thèse de troisième cycle d'aménagement urbain, Aix-en-Provence, 1980.

¹⁶². Les villes de l'arrondissement de Draguignan dont les conseillers municipaux nés hors du Var sont majoritaires en 1977 sont les suivantes : Callas, Le Muy, Saint-Paul, Tourrettes, Callian, Montauroux, Tanneron, Fréjus, Saint-Raphaël, Roquebrune, Gassin, La Croix Valmer, Cavalaire, Le Rayol, Lorgues, Tourtour. Ils sont en nombre égal à Chateaufieux, La Martre, La Bastide, Mons, Bagnols, Figanières, Le Cannet, Plan de la Tour, Sainte-Maxime, Grimaud, Saint-Tropez. Dans les 31 autres communes de l'arrondissement, ils sont minoritaires.

élu à La Garde Freinet ; des énarques deviennent maires à Sainte-Maxime (Aymeric Simon-Lorière), Saint-Tropez (Bernard Blua), et Fréjus (François Léotard, bénéficiant aussi, il est vrai, d'un capital familial) ; d'autres apparaissent directement liés aux nouvelles activités dominantes (hôteliers, agents immobiliers, entrepreneurs du bâtiment, cadres supérieurs en retraite).

Ce phénomène touche l'ensemble des partis politiques, y compris le milieu socialiste : Alfred Max, déjà cité, est apparenté au PS, de même que le maire de Cogolin élu en 1977, Patrick Glo, qui est un agent immobilier important originaire de la région parisienne. Globalement pourtant, tout s'est passé comme si les réseaux socialistes ou rouges avaient été dans cette zone totalement déstructurés du fait de ces bouleversements économiques. En effet, les possibilités pour les fils de viticulteurs de s'enrichir en vendant leurs terres agricoles et d'ouvrir ainsi un commerce ou une entreprise travaillant dans le bâtiment, ajoutées au départ forcé de ceux qui se sont destinés à une autre carrière¹⁶³, ont contribué à fortement distendre les liens existant avec la majorité socialiste départementale attachée à freiner la spéculation immobilière. Il est peu étonnant dans ces circonstances que le PS n'ait réussi à conserver (La Garde Freinet) ou à conquérir (Cogolin) que les moins touristiques de ces communes, ou celles dans lesquelles la qualité du vignoble a préservé l'unité des viticulteurs face aux pressions immobilières (Ramatuelle¹⁶⁴).

L'évolution électorale de la gauche depuis 1973 traduit la quasi-disparition des réseaux socialistes. C'est bien dans ces villes qu'elle connaît la baisse la plus importante : -24,6% à Cavalaire, -11,8% à Fayence, -16,7% à Gassin, -23,5% à Grimaud, -15,4% à La Cadière¹⁶⁵, -10,9% au Lavandou, -18,3% au Puget/Argens, -

¹⁶³. À Fayence, par exemple, l'étude des registres électoraux et du recensement par une équipe de géographes, révèle que le tourisme a peu retenu les jeunes du village et que la plupart de ceux qui ont investi et qui travaillent dans les activités touristiques sont étrangers à la région. F. Chabaud, "Géographie sans filet ou la rencontre — vue par un militant local — d'un groupe d'étudiants géographes parisiens et de la population d'un village provençal", *Hérodote*, 8, 1977, pp. 128-136.

¹⁶⁴. Le maire socialiste Albert Raphaël y est directeur de la cave coopérative.

¹⁶⁵. Dans cette commune du domaine de Bandol, l'équipe municipale communiste réussit toutefois à se maintenir grâce à la mise en œuvre d'une procédure originale de

14,1% à Roquebrune, -14,3% à Saint-Raphaël, -16,1% à Saint-Tropez, -21,6% à Sainte-Maxime... Cette déliquescence se retrouve également au niveau des effectifs des sections dont on peut considérer qu'ils fournissent une approximation de la présence de réseaux socialistes plus ou moins étendus : au moment du congrès de Rennes, c'est-à-dire dans une phase de relative mobilisation des adhérents, les sections de Bormes, Cavalaire, La Cadière, Saint-Tropez, Puget/Argens, Saint-Cyr, Sanary, Plan de la Tour, avaient toutes des effectifs inférieurs à 15 adhérents.

La situation est passablement différente dans les villages ou les bourgs qui, du fait de leur proximité avec une grande agglomération en expansion (Toulon, Draguignan, Fréjus, Grasse...) et de la relative faiblesse des prix du terrain ont attiré une population nouvelle majoritairement salariée et non résidente disposant de revenus plutôt moyens. Là, du moins dans les vieux bastions rouges, le milieu socialiste s'en est trouvé généralement renouvelé, souvent après une phase de conflit avec les représentants du monde viticole majoritaires au sein des conseils municipaux. Le pourcentage de la population résidante travaillant sur place fournit un assez bon indicateur du phénomène : des bourgs comme Callas (58,5% de la population active ayant un emploi travaillant sur place), Flayosc (45%), La Motte (51,4%), Trans (30,2%), Taradeau (47,8%), Figanières (44,3%) sont aujourd'hui peuplés d'une importante fraction de gens travaillant pour l'essentiel à Draguignan ; de même, Les Adrets (52,1%) et Bagnols-en-Forêt (58,8%) d'une part, Pourrières, La Roquebrussanne et Rougiers (50% chacun) d'autre part, sont inclus les uns dans la zone d'influence de Fréjus-Saint-Raphaël, les autres dans celle de Saint-Maximin¹⁶⁶.

préservation du domaine viticole par un système de contrôle collectif des transactions foncières.

¹⁶⁶. Par comparaison, les villes touristiques ont un taux de "travailleurs-résidents" souvent nettement plus élevé : supérieur à 75% à Cavalaire, Fréjus, Fayence, Hyères, La Croix Valmer, Le Lavandou, Sainte-Maxime, Saint-Tropez ; de même que les anciennes villes ouvrières (Barjols, Salernes, La Seyne, La Londe) et celles encore très marquées par l'activité viticole (Carcès, Les Arcs). Seules les cités en expansion de l'agglomération toulonnaise (La Farlède, La Garde, La Valette, Le Pradet, Le Pradet, Six-Fours) ont des taux généralement inférieurs à 40%.

Les conflits d'intérêt entre la population agricole attachée à la préservation de son patrimoine foncier ou au contraire soucieuse de vendre au meilleur prix ses terrains les moins productifs, et une population nouvelle qui, sans être nécessairement extérieure au département, aspire notamment à l'installation d'infrastructures d'équipements (alimentation en eau, goudronnage des routes, ramassage régulier des ordures ménagères...) et de loisirs (terrains de sport, activités culturelles...), se sont souvent traduits par des affrontements politiques. L'exemple de Figanières, à sept kilomètres de Draguignan, est typique de ce processus. La population y a doublé de 1968 à 1982, passant de 571 à 1176 personnes, en même temps que déclinait l'activité viticole (13% des actifs en 1982). En 1977, l'instituteur du village, Jean Chiarini, associé à un jeune professeur de philosophie de l'École normale, Pierre-Yves Collombat, originaires l'un de Draguignan, l'autre de la région parisienne, après avoir pris le contrôle de la section locale moribonde du parti socialiste, partent à la conquête de la mairie tenue par une équipe où les agriculteurs sont majoritaires : la liste du maire sortant, cultivateur, Antoine Giboin, baptisée "Évolution et tradition" explicite clairement l'enjeu en dénonçant "une liste qui divise le village [...]. Elle se dit représentative et pourtant les gens de plus de 55 ans, pas plus que les agriculteurs à plein temps ne sont représentés [...]. Les témoignages d'autosatisfaction, comme les brevets de 'spécialiste' ou 'd'expert' que chacun se décerne à soi-même, ne sont pas de bon aloi. Le bon sens rural sait discerner les compétences et le vrai dévouement, sans qu'on l'y aide"¹⁶⁷. De fait, au sein du nouveau conseil municipal élu en 1977, on ne comptera plus qu'un apiculteur et un viticulteur ; aux côtés des deux enseignants déjà nommés, les cadres supérieurs sont majoritaires puisqu'on trouve un journaliste, un expert en assurance, un directeur de clinique, un ingénieur des travaux publics de l'Etat, un gérant de société, ainsi qu'un employé de

¹⁶⁷. *Var Matin*, 5 mars 1977, édition de Draguignan.

banque, une aide-soignante, un garagiste et une femme sans profession¹⁶⁸.

Compte tenu de la permanence de la viticulture dans de nombreux bourgs du Centre-Var jusqu'aux 60, ce type de conflit s'est surtout généralisé dans la décennie suivante. Les élections municipales de 1977 et de 1983 ont vu ainsi se multiplier les luttes internes au milieu socialiste, aboutissant à la réactivation des sections du parti et à la dissidence de nombreuses équipes sortantes, généralement conduites par des agriculteurs ou des individus fortement liés au monde viticole. Nonobstant, la plupart des nouveaux élus ou leaders socialistes qui émergent alors sont généralement originaires de la ville où ils militent et conservent des attaches avec la société rurale : employés de la mutualité agricole comme aux Arcs ou à Montferrat, avocat, technicien, employé ou enseignant membres d'une vieille famille de la région comme à La Motte, Solliès-Toucas, Collobrières, Saint-Julien ou Saint-Zacharie, ils sont parvenus à préserver l'influence électorale du PS.

À bien des égards, les mutations que connaissent les villes et bourgs du Centre-Var sont homologues de celles que connaissent les villages rurbanisés que l'on vient de décrire, avec des conflits cependant plus accusés. Si l'on peut parler à leur propos de Var semi-industriel, c'est que ceux-ci ont connu du fait de leur situation géographique (proximité de l'autoroute, de la Nationale 7, de la ligne de chemin de fer reliant Paris à Nice), un développement de nouvelles activités souvent délocalisées du secteur côtier, parallèlement à une urbanisation destinée au premier chef aux classes populaires (travailleurs immigrés du bâtiment, de la restauration, employés de commerce...). En fonction des stratégies mises en œuvre par les municipalités (création plus ou moins importante de logements HLM, comme au Luc, au Muy ou à Cogolin ou, au contraire, de lotissements, comme à Saint-Maximin ou à Vidauban, ouverture de zones artisanales, voire de zones industrielles...), en partie dépendantes de leurs orientations

¹⁶⁸. N. Amphoux, *Mutations foncières et changements...*, op. cit., p. 156.

politiques, ces cités ont connu une croissance plus ou moins harmonieuse de leur population.

Ces villes, dont certaines avaient déjà une tradition industrielle mais qui étaient généralement dominées par l'activité viticole ou maraîchère, se distinguent par une croissance démographique parmi les plus importantes du département (Saint-Maximin voit augmenter sa population de 58,2% de 1975 à 1990, Le Muy de 40,9%, Cogolin de 42,6%, Le Beausset de 57,9%, Le Cannet de 45,6%, Vidauban de 46,3%), un fort pourcentage d'ouvriers et d'employés dans leur population active (autour de 60%), un faible taux de retraités (environ 30%), et une proportion non négligeable d'étrangers avoisinant les 10%. Les conflits sociaux qui en découlent sont plus aigus que dans les villages. Aux enjeux fonciers (indemnisation des agriculteurs expropriés), s'ajoutent des affrontements à propos de l'augmentation de la fiscalité engendrée par l'aménagement coûteux d'équipements nouveaux dans des lotissements souvent éloignés du centre-ville, conflits qui prennent souvent une dimension identitaire opposant les "natifs" aux "étrangers". On voit au passage comment le discours omnibus du Front national peut, dans ces circonstances, donner prise aussi bien aux sentiments d'invasion des gens du cru¹⁶⁹ qu'aux sentiments d'exclusion des nouveaux venus pour qui l'affirmation de l'identité nationale est une façon de rappeler qu'ils sont ici chez eux. Extérieurs aux réseaux de sociabilité villageoise fondés sur l'appartenance familiale, la fréquentation de la coopérative, de la franc-maçonnerie, mais aussi sur une mémoire commune où la dimension politique occupe une place de premier plan, les nouveaux venus ont souvent créé leurs propres associations (associations de natifs, de défense des propriétaires) contribuant à durcir les oppositions¹⁷⁰.

¹⁶⁹. En 1977, au Luc, par exemple, des cris "Le Luc aux Lucois" avaient accueilli la victoire du maire sortant socialiste Pierre Gaudin sur la liste adverse conduite par André Lebon, ancien directeur commercial de la Société des eaux d'évian, originaire du Nord de la France, obligeant le candidat socialiste à une mise au point. N. Amphoux, *Mutations foncières et changements...*, *op. cit.*, p. 149.

¹⁷⁰. Exemple parmi d'autres de ce type de conflit, la révolte de 450 familles de la ZAC Sainte-Christine de Solliès-Pont qui ont déclenché en avril 1991 une grève des impôts locaux pour protester contre l'absence de propreté, d'espaces verts et d'aires de jeux dans

Il conviendrait ici de distinguer les situations en fonction de l'origine sociale et géographique des immigrants ou des effets contre-intuitifs des politiques de logement : le développement systématique des logements HLM au Muy par la municipalité communiste élue en 1977, ou la création de lotissements dans la ville historique comme au Luc ou à Solliès-Pont semblent, par exemple, avoir eu pour effet d'engendrer des phénomènes de concentration de population immigrée attisant la xénophobie. Mais là n'est pas notre objet, on se contentera de remarquer que les réseaux socialistes se maintiennent lorsque les leaders parviennent à associer les représentants des vieilles familles de la ville et les porte-parole des nouveaux groupes, comme au Luc par exemple où, en 1978, après le décès de Pierre Gaudin, agriculteur issu des deux familles qui ont géré presque sans interruption la cité pendant un siècle (les Mouriès et les Gaudin), un professeur d'éducation physique de Toulon, leader du CERES départemental, mais aussi franc-maçon et fils d'un pharmacien socialiste, a réussi, pour un temps, à reprendre le flambeau. De même, à Saint-Maximin en 1989, après un violent affrontement avec le maire sortant, directeur de la cave coopérative, un énarque, membre du cabinet de Pierre Joxe, mais marié à une femme originaire d'une ancienne famille républicaine de la ville, Louis Ginot, parvient à maintenir — provisoirement — l'héritage socialiste. Dans l'ensemble cependant, comme à Brignoles par exemple, l'ampleur des conflits sociaux et identitaires suscités par les transformations urbaines, qui s'est manifestée en partie l'augmentation du vote en faveur du Front national a fini par entraîner la perte de nombreuses mairies et cantons. La trop grande antinomie des intérêts entre les groupes a souvent rendu impossible, sauf exception, le travail de conciliation entrepris par la nouvelle génération d'élus socialistes. Paradoxalement, c'est dans les villes de vieille tradition ouvrière, où la population est la plus stabilisée, que les partis de gauche maintiennent le mieux leur influence électorale (Barjols,

leur lotissement. *Var République*, 26 avril 91.

Carnoules, Cuers, Puget-Ville, Salernes, Tourves), mais au profit principal du parti communiste sur le plan municipal.

Compte tenu du secret militaire pesant sur le recensement des salariés de l'armée, il est très difficile d'évaluer leur poids respectif dans les différentes villes du département, d'autant que de nombreux officiers et sous-officiers choisissent de s'installer définitivement dans la région, une fois leur engagement terminé. Si l'on retient le chiffre de 23000 marins et 10000 soldats, ils représentent toutefois 12% de la population active, essentiellement concentrés dans la région de Toulon-Hyères (Marine nationale), dans la région du Luc (École d'application de l'avion légère de l'armée de terre) et dans celle de Draguignan (plateau de Canjuers, écoles d'application de l'armée de terre) ; au total, 23 communes sont concernées par la présence militaire directe, mais bien plus si l'on considère les villes où réside une importante population militaire en activité ou retraitée. Dans certains cas, le rôle social et politique de cette population semble non négligeable : sa disponibilité, un sens certain de l'organisation, un fort attachement aux valeurs conservatrices en font un public privilégié pour les partis de droite et pour le Front national. Faute d'étude précise, il faut cependant en rester au stade des conjectures ; en revanche, les effets électoraux de la présence d'une population marquée à droite et se déterminant peu par rapport à des enjeux locaux du fait de sa grande mobilité, sont particulièrement perceptibles dans la ville qui a connu la plus forte arrivée de populations militaires en vingt ans : Draguignan.

La ville s'est vue en effet offrir, entre 1972 et 1986, en compensation de la perte des emplois publics liée au déplacement de la préfecture, l'installation de plusieurs écoles d'application de l'armée de terre qui, ajoutée à la présence du terrain d'entraînement de Canjuers, a généré 2000 emplois. Avec les élèves en formation et les activités induites, le phénomène a entraîné une forte croissance démographique (+28,9% de 1975 à 1990) et une "militarisation de l'électorat" (12 électeurs sur 100 sont militaires, un habitant sur 3 travaille pour l'armée) qui, sans remettre en

question l'orientation tertiaire de la cité (73% de la population active du canton travaille dans ce secteur et 40,4% dans les seuls services publics de l'État et des collectivités locales) a néanmoins réduit l'étendue des réseaux socialistes locaux et généré des conflits internes à ce milieu qui expliquent autant la perte du contrôle de la municipalité que le seul vote militaire. Le départ de la préfecture et la création d'institutions contrôlées par le pouvoir militaire ont d'abord eu pour effet de diminuer les ressources plus ou moins directement contrôlables par le maire-président du conseil général, en termes de postes et de commandes publiques : commerçants, artisans, entrepreneurs du bâtiment ont eu désormais plus souvent affaire à l'administration militaire que préfectorale et municipale, d'où un affaiblissement des liens tissés par Édouard Soldani avec le milieu économique local ; de la même façon, ils ont conduit à affaiblir les réseaux syndicaux, même si Force ouvrière est resté le syndicat le mieux représenté dans le personnel civil des établissements militaires. Si l'on ajoute le conflit familial opposant Soldani à son (ex-)gendre et successeur désigné, Alain Hautecœur, qui l'a privé des relations que celui-ci, grâce à sa position d'avocat, avait noué avec la bourgeoisie intellectuelle et économique locale (professions judiciaires, médicales, cadres de la fonction publique...)¹⁷¹ et les jeunes animateurs associatifs, la fin des années 70 se caractérise par l'affaiblissement des réseaux mobilisables par le maire de Draguignan. Lâché par une bonne partie des milieux économiques de la ville, en conflit avec la jeune garde socialiste de plus ou plus critique à l'égard de ses méthodes, il perd la mairie de Draguignan après une succession invraisemblable de trois élections municipales (1983, 1984, 1986), d'abord au profit d'un ancien collaborateur de Jacques Médecin, Jean-Paul Claustres, contraint de démissionner en 1986 pour malversations, puis au bénéfice d'un de ses anciens adjoints, Max Piselli, gros commerçant de la ville, qui a rejoint le parti républicain, allié à Pierre Multon, général en retraite et ancien patron de l'école d'artillerie de la ville.

¹⁷¹. Alain Hautecœur a créé en 1968 la Jeune chambre économique de Draguignan qu'il a présidée en 1972-73. Avocat personnel de P. Mauroy, il est entré au comité directeur du parti socialiste en 1972.

L'arrivée de populations militaires n'a donc pas eu un effet mécanique, mais doit être resituée par rapport à la crise du mode de gestion et des réseaux soldanistes qu'elle a engendrée, sans doute inséparable d'un phénomène d'*hysteresis* de l'habitus politique d'Édouard Soldani, qui le rend incapable de percevoir l'ampleur de la déstructuration de ses réseaux¹⁷² et le conduit à surestimer les relations affectives (confiance aveugle dans ses "amis", mise à l'écart de son gendre pour avoir quitté sa fille...). Victimes de l'omnipotence de Soldani et des alliances passées avec les milieux économiques de la ville — qui avaient notamment conduit Soldani à rejeter l'union avec le parti communiste jusqu'en 1983 —, le milieu socialiste dracénois s'est peu renouvelé, n'a pas été en mesure de gérer la sauvegarde d'un capital politique trop personnalisé, et a fini par se déchirer entre les derniers fidèles de l'ancien maire et les proches de l'ancien député Alain Hauteœur¹⁷³.

Même si le poids démographique des agriculteurs s'est réduit, le nombre d'exploitations ayant été divisé par plus de deux en trente ans (25 300 en 1955 à 11 100 en 1988)¹⁷⁴, et si la cohérence de leur statut a éclaté sous l'effet de la pression foncière et de l'opposition entre les zones déclinantes produisant du vin de table, celles bénéficiant de l'appellation contrôlée ou du label VDQS (région de Bandol, du centre-Var et de Saint-Tropez)¹⁷⁵ et celles vivant de l'horticulture, le milieu viticole continue de structurer de nombreux bourgs et villages. Dans les cantons de Barjols, Besse, Cotignac, Lorgues, Tavernes, la viticulture occupe encore directement de 20 à 30% des actifs et constitue le pôle économique dominant, comme l'indiquent des taux de mobilité

¹⁷². Au point, par exemple, de ne pas faire de campagne électorale en 1983, alors que son adversaire multiplie les réunions publiques, les émissions de radio locale, les relances d'électeurs par téléphone, et les visites à domicile, cf. "Draguignan : M. Soldani veut défendre son honneur", *Le Monde*, 16 février 1984.

¹⁷³. Aux élections municipales de 1986, comme à celle de 1989, une liste conduite par d'anciens proches d'Édouard Soldani s'est opposée à la liste de la section du parti socialiste. En 1986, son maintien au second tour a causé la défaite du candidat socialiste, l'avocat Gérard Sabater.

¹⁷⁴. La population agricole familiale ne représente plus aujourd'hui que 27 800 personnes sur un total de 772 000 habitants en 1989.

¹⁷⁵. C. Bérard, A. de Reparaz, "Viticulture et coopération viticole dans le sud-est méditerranéen, le cas du Var", *Méditerranée*, 4, 1975, pp. 37-58.

professionnelle géographiques relativement faibles. Ce phénomène touche davantage l'arrondissement de Brignoles que celui de Draguignan et se manifeste par un meilleur maintien des agriculteurs dans les conseils municipaux : les communes de l'arrondissement de Brignoles comptaient encore en 1977, 53% de conseillers municipaux agriculteurs (pour 16% de non-actifs, 13% d'industriels et de commerçants, 10% de cadres moyens, 10% d'employés, 8% de professions libérales et cadres supérieurs et 7% d'ouvriers), contre 27% dans l'arrondissement de Draguignan¹⁷⁶.

Beaucoup de villages de la région conservent des maires socialistes ou membres de la Fédération des élus socialistes et républicains encore marqués par l'ancienne culture viticole caractérisée par un attachement aux idéaux socialistes-républicains. Pas plus que la culture minière après la fermeture des mines dans le Pas-de-Calais, celle-ci n'a disparu du jour au lendemain ; elle se perpétue sous diverses formes : à travers les retraités bien sûr, mais aussi à travers les viticulteurs occasionnels, fils ou petit-fils de vigneron qui continuent de cultiver un lopin et de participer à la gestion des coopératives¹⁷⁷, et à travers, on l'a déjà signalé, les employés du Crédit ou des mutuelles agricoles, des enseignants, voire des ingénieurs du Génie rural, souvent issus de famille paysanne et très engagés dans la vie locale¹⁷⁸. Pourtant l'évolution du vote de gauche depuis 1973 dans les cantons viticoles est clairement négative et de nombreux éléments indiquent un déclin des réseaux socialistes, comme l'arrivée d'un proche de Maurice Arreckx à la tête de la Chambre d'agriculture en 1987, Claude Bonnet, et le renversement, en avril 1990, d'un président de la

¹⁷⁶. N. Amphoux, *Mutations foncières et changements...*, *op. cit.*, p. 160.

¹⁷⁷. À titre d'exemple, le nombre de sociétaires de la coopérative "La Dracénoise" était en 1977 de 550 dont moins de 100 viticulteurs à temps plein.

¹⁷⁸. C'est ce que démontrent C. Dourlens et P. Vidal-Naquet à propos des techniciens du Crédit agricole qui "ont donc ceci de particulier qu'ils sont fortement territorialisés. Ils tirent certes une grande partie de leur pouvoir de leur savoir technique. Mais ils bénéficient de surcroît d'une légitimité qui leur vient de leurs origines sociales. Cet ancrage [...] les conduit à outrepasser très largement leurs attributions strictement bancaires. Il ne suffit pas, lorsqu'on est salarié de la Caisse régionale, de savoir pratiquer le commerce de l'argent. Encore faut-il, participer aux diverses activités d'animation culturelle, sociale, sportive et même politique et matérialiser ainsi l'interpénétration de la banque et de la société locale", in *Frontières impossibles...*, *op. cit.*, p. 97.

FDSEA proche des socialistes, Francis Gillet, par une équipe issue du CNJA, appuyée par le représentant des intérêts viticoles au sein du parti républicain, le conseiller général-maire de Pignans Hubert Falco¹⁷⁹.

Ces transformations s'appuient sur une profonde évolution du vignoble varois : la croissance des viticulteurs occasionnels d'une part, la perspective d'accroître les revenus grâce à une politique de labellisation des produits d'autre part, ont engendré une crise du modèle coopératif et du mode de gestion des intérêts viticoles. Un clivage grandissant est apparu entre des jeunes viticulteurs soucieux d'investir dans une politique de qualité et des viticulteurs âgés et occasionnels peu enclins à prendre des risques. Le principe d'égalité de représentation au sein des coopératives, encore fréquemment appliqué, est perçu de plus en plus par les premiers comme un frein à l'innovation, la plupart des investissements importants étant rejetés par ceux pour qui la viticulture ne constitue pas la source de revenu principale. Dès lors si, à l'heure actuelle, les caves coopératives restent majoritaires au sein du syndicat des vigneron (83 coopératives adhérentes), le nombre de caves particulières ne cesse d'augmenter (240), signe incontestable d'un phénomène d'individualisation des stratégies agricoles¹⁸⁰. Les effets politiques de ce phénomène ne sont pas aussi tranchés : le vote socialiste reste corrélé avec le pourcentage d'agriculteurs au niveau cantonal (0,60). De plus, si la conquête du conseil général par la droite et la perte de tout relais parlementaire du côté socialiste ont sans doute accéléré le reclassement de nombreux représentants agricoles, des liens souvent fondés sur des attaches familiales et de reconnaissance pour services rendus persistent entre une fraction du monde viticole et certains dirigeants socialistes. C'est notamment ce qui fonde l'influence de

¹⁷⁹. *Var-Matin*, 3 avril et 10 avril 1990. Hubert Falco a remplacé depuis Maurice Arreckx à la présidence du conseil général.

¹⁸⁰. L'évolution de la viticulture varoise se traduit également par une augmentation de la surface moyenne des exploitations (3,54 ha en 1970, 4,74 ha en 1988) et par la croissance exponentielle de son endettement : en 1970, le Crédit agricole du Var a prêté aux agriculteurs un total 200 millions de Francs, sept ans plus tard le montant a atteint 700 millions. C. Dourlens, P. Vidal-Naquet, *Frontières impossibles...*, *op. cit.*, p. 28.

Maurice Janetti, ancien instituteur, franc-maçon, natif de Saint-Julien, conseiller général du canton de Rians, président de la commission de l'agriculture au conseil général de 1976 à 1985 et défenseur de la viticulture varoise sur le plan parlementaire de 1978 à 1988, où il passe notamment pour avoir obtenu la chaptalisation pour les coteaux de Provence en 1982. Élu d'un canton où l'agriculture est en expansion grâce à l'irrigation permise par le canal du Verdon, militant sensible aux questions écologiques, il a su incarner le renouveau du monde rural grâce, il est vrai, à la manne de la taxe professionnelle d'un barrage EDF. La création de multiples syndicats intercommunaux et la présidence, depuis 1983, de la Fédération des élus socialistes et républicains lui ont permis de mobiliser de nombreux élus de l'arrondissement de Brignoles. Son cas illustre le renouvellement relatif qui s'est opéré dans les cantons ruraux au sein du milieu socialiste, en même temps que sa faiblesse, liée à la grande dépendance à l'égard de réseaux agricoles en voie de transformation profonde : ainsi, signe des temps, aux élections cantonales de 1988, a-t-on vu, le président de la Chambre d'agriculture affronter le maire socialiste de Carcès, Jean-Claude Aléna, ingénieur de l'équipement, très lié au monde viticole (il a deux vice-présidents de cave coopérative dans son équipe municipale et préside par ailleurs la société de chasse)...

Les transformations des réseaux socialistes dans l'agglomération toulonnaise

Toulon connaît à partir des années 60 un type de croissance urbaine en partie similaire à celle d'autres grandes agglomérations françaises, reposant sur la reconstruction de la ville détruite à 50% pendant la guerre et sur une croissance du secteur tertiaire public (enseignement, santé) et privé (commerce, banque, assurance...). Plusieurs traits la spécifient cependant : l'arrivée de nombreux rapatriés d'Afrique du Nord (estimée à 10% de la population en 1968), l'absence de véritable pôle universitaire¹⁸¹ qui prive la ville

¹⁸¹. Le centre universitaire de Toulon, rattaché à l'Université de Nice n'est inauguré qu'en

d'une élite intellectuelle, le maintien des activités industrielles et militaires (arsenal, chantiers navals de La Seyne) et le non-développement d'industries nouvelles. Tout s'est en effet passé comme si la cohabitation d'une grande industrie employant une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée et d'entreprises travaillant en sous-traitance ou dans le secteur du bâtiment avait perpétué la structure du patronat local, dominé par des dirigeants de PME hostiles à l'arrivée de nouvelles activités risquant de peser sur le marché du travail et sur les salaires. Révélateur est à cet égard le peu d'efforts entrepris à la fin des années soixante par les responsables économiques et politiques de la ville pour retenir IBM, qui avait envisagé d'implanter une unité de production à Toulon, à proximité de son usine niçoise¹⁸².

Dans le même temps, la situation géographique enclavée de la ville et l'absence de maîtrise foncière de la municipalité sur une bonne partie de sa superficie qui est du ressort de la préfecture maritime, en ont limité la croissance démographique : Toulon ne compte en 1982 que 30 000 habitants de plus qu'en 1936 (179 000 habitants) soit une augmentation de 16%. Là n'est pas l'unique raison, la méfiance des élus de droite, à la tête de la mairie depuis 1959, à l'égard de toute concentration d'habitats collectifs n'a sans doute pas peu contribué au faible développement des HLM, qu'on trouve essentiellement dans les municipalités communistes de La Garde, La Seyne et La Londe. Ce sont donc avant tout les villes périphériques qui ont bénéficié de la croissance démographique des "trente glorieuses" : La Seyne passe ainsi de 25 500 habitants en 1954 à 58 000 en 1982, Six-Fours de 5 900 à 25 500, La Garde de 5 000 à 20 000... Toutefois, on aurait tort de croire que la part de l'agglomération par rapport au reste du département (410 000 habitants) est devenue disproportionnée : celle-ci a au contraire quelque peu diminué par rapport à 1954 (55,3% de la population en

1970 ; ses débuts sont modestes, il ne comprend dans un premier temps que quatre départements d'IUT ; à partir de 1979, il devient université à part entière et regroupe trois UFR (Droit, Sciences économiques et Sciences et Techniques). De 2300 étudiants en 1973, on passe à 3800 étudiants à la fin des années 80.

¹⁸². Anecdote citée par J.-P. Ferrier et *al.*, "Provence-Alpes-Côte d'Azur", *op. cit.*, p. 955. Il est significatif que l'entreprise ait finalement choisi de s'installer à Montpellier.

1982 contre 59,6% en 1954) ; la principale modification par rapport à 1954 tient bien à l'absorption économique des villes que l'on vient de citer — hier bourgs ruraux ou semi-industriels — dans l'orbite toulonnaise.

Si l'on met à part les deux vieilles cités industrielles que sont La Seyne et La Londe qui comptent encore en 1982 45% de ménages dont le chef est ouvrier et plus de 60% des actifs travaillant sur place, on repère aisément les communes périphériques par la dissociation entre le lieu de résidence et le lieu de travail ; plus les villes sont proches de Toulon, plus la proportion d'actifs-résidents est faible : 18,6% au Revest, 33,4% à La Valette, 34,2% à La Garde, 34,0% au Pradet, 37,7% à Six-Fours, 44,3% à Ollioules, 46,1% à La Crau, 51,3% à Carqueiranne, 52,0% à Solliès-Pont. Sociologiquement, ces villes conservent néanmoins une proportion importante d'ouvriers (autour de 35%), d'employés (entre 13 et 23% selon les villes) et de professions intermédiaires (autour de 20%) dans leur population, dont une partie travaillent à l'Arsenal ou dans les Chantiers navals¹⁸³ et une autre dans la fonction publique : en moyenne, 44,7% des salariés de l'agglomération (Toulon inclus) travaillent pour l'État ou les collectivités locales.

Compte tenu de ces caractéristiques et du hiatus historique entre le socialisme rural et le socialisme urbain dont on a précédemment retracé la genèse, ces villes ont connu un développement électoral de la gauche au cours des années 70 sous l'égide dominante du parti communiste : fortement implanté grâce à ces réseaux syndicaux de l'arsenal, mais aussi de la fonction publique et des travailleurs agricoles, il devance systématiquement le PS dans les élections locales et législatives jusqu'en 1978 dans toutes les villes de l'agglomération, à l'exception de La Farlède, qui est aussi la ville la moins ouvrière de l'agglomération. Ces données reflètent la faible étendue des réseaux socialistes, réduit au cours des années 60 au noyau laïque (franc-maçonnerie, SNI, FOL,

¹⁸³. Jusqu'en 1988, date de la fermeture définitive des chantiers navals de La Seyne, ces deux établissements emploient 50% de la main-d'œuvre industrielle de l'agglomération.

FCPE, FO), ainsi que la dépendance structurelle des socialistes toulonnais vis-à-vis du parti communiste. Plusieurs phénomènes contribuent cependant à faire évoluer cette situation, qui conduisent à un renouvellement des réseaux socialistes. En premier lieu, étant donné son importance dans la vie sociale de l'agglomération, il faut citer la multiplication des postes de techniciens à l'arsenal. Liée à la fois à une plus grande sophistication du matériel militaire, une externalisation des tâches peu qualifiées laissées aux entreprises sous-traitantes et une intensification de la formation interne¹⁸⁴, elle aboutit à faire naître de nouvelles lignes de clivage internes et à remettre en cause les formes traditionnelles d'autorité, qu'elles soient syndicales ou patronales. Cette situation conduit à l'émergence concomitante d'une tendance socialiste au sein de la CGT et à un renforcement de la CFDT où les salariés originaires de Bretagne (transférés de l'arsenal de Brest et de Lorient) jouent un rôle de premier plan. Mai 1968 annonce ce changement, puisque les thèmes libertaires reçoivent un écho très favorable parmi les techniciens de l'arsenal. Pour la plupart des militants socialistes alors salariés à l'arsenal que nous avons interrogés ou sondés, mai 1968 est d'ailleurs l'événement qui a compté le plus dans leur "prise de conscience" politique.

Les indications fournies par Danielle Tartakowsky¹⁸⁵ confirment l'ampleur de la mobilisation toulonnaise de 1968, où les syndicats ouvriers et le mouvement lycéen, en l'absence d'un public étudiant, tiennent le "haut du pavé". Dans l'immédiat pourtant, les militants communistes de la CGT conservent le contrôle d'un mouvement, dont les effets ne se font sentir que plus tard dans les années 1972-1973. On assiste alors à une augmentation de l'influence de la CFDT : ses effectifs atteignent 600 adhérents sur 8200 salariés sur le seul site de Toulon, son audience aux élections professionnelles passe de 10% dans les années 60 à 18%. Ce

¹⁸⁴. Dans les années 70, près de 80% des salariés de l'arsenal ont été formés par l'École technique de l'entreprise après le certificat d'études ou après deux ou quatre années de collège pour les plus jeunes, renforçant par là-même la cohésion sociale du groupe.

¹⁸⁵. D. Tartakowsky, "Les manifestations de mai-juin 68 en province", in R. Mouriaux et al. (dir.), 1968. *Exploration du mai français...*, op. cit., pp. 143-162.

changement se traduit par ailleurs par la constitution d'une section socialiste d'entreprise, où se retrouvent militants cédétistes¹⁸⁶ et cégétistes, et qui regroupe une cinquantaine d'adhérents à 96% au CERES¹⁸⁷. Encore aujourd'hui, les principaux animateurs du parti socialiste à Toulon, à La Seyne, La Valette sont passés par cette filière : François Casanova, secrétaire de la section de Toulon en 1989 et trésorier fédéral, cadre administratif de niveau B à l'hôpital maritime, a d'abord milité à la CGT en tant que représentant du personnel administratif avant d'adhérer à la section socialiste, de même qu'Alain Jaubert, cadre administratif de niveau B également, qui est un des principaux responsables du PS à La Seyne où il fut adjoint au maire de 1977 à 1984 ; Gérard Maestracci, quant à lui, conseiller municipal de La Valette, président de la FCPE du Var jusqu'en 1989 et membre du secrétariat fédéral, a été délégué syndical CFDT, de même que Jean-Sylvain Guarino, actuel secrétaire de la section socialiste de Six-Fours.

Ce parcours original qui fait se rencontrer des militants dont certains ont une sensibilité chrétienne et sont souvent extérieurs au département et des militants marqués par une culture laïque croise celui d'autres militants issus de l'enseignement et de la fonction publique, notamment dans les PTT où fonctionne une section d'entreprise elle-aussi majoritairement favorable au CERES. La croissance de l'enseignement secondaire ajoutée à l'arrivée de rapatriés dans la fonction publique, et à la mobilisation lycéenne en mai 1968 ont contribué à renouveler le milieu laïque local ; nombre de ses militants sont désormais moins hostiles au rapprochement avec les militants chrétiens et aussi communistes. Au total, en l'absence de PSU, les sections de la région toulonnaise font office de lieu de rencontre entre des agents très investis dans les divers mouvements issus de 68 : militantes féministes du planning familial, étudiants de l'UNEF (l'organisation apparaît avec l'ouverture de l'université en 1970), membres des organisations

¹⁸⁶. L'actuel secrétaire de l'Union départementale CFDT du Var, André Cathala, est alors secrétaire de la section socialiste de l'arsenal.

¹⁸⁷. Entretien avec André Cathala, le 17 avril 1990.

occitanes, de la CSCV, du SGEN, bien que minoritaires, sont alors très actifs et dirigés et se retrouvent dans l'orbite du PS. L'adhésion au CERES dont le discours contemporain à la fois marxiste, ouvrieriste et autogestionnaire autorise des identifications multiples, contribue à homogénéiser la section, tout autant que la dénonciation du “clientélisme soldaniste” qui incarne tout ce qu'il faut rejeter (absence de réflexion idéologique et d'action militante, alliance centriste, pratique réformiste...). Cette transformation du milieu socialiste toulonnais, qui repose sur la réactivation du militantisme (la section tourne alors autour de 400 adhérents contre 200 actuellement), ne suffit cependant pas à supplanter le parti communiste, en particulier dans les quartier ouvriers, même si l'écart électoral se réduit quelque peu entre les deux partis. Dans ces conditions, la plupart des dirigeants de la section ne peuvent qu'être favorables à une alliance avec le parti communiste, auquel ils sont de plus associés dans la gestion de nombreuses municipalités (Le Pradet, Carqueiranne, La Garde, La Seyne, Cuers).

Plus que jamais, l'évolution du PS dans l'agglomération toulonnaise est aux antipodes de celle que connaît dans le même temps le Var intérieur où il est généralement en position dominante et reste lié à de nombreux élus républicains. La permanence des réseaux soldanistes, les contraintes que font peser sur les jeunes élus du Var intérieur leur appartenance au conseil général divisent non seulement le parti socialiste en fonction des générations militantes, mais aussi en fonction du type de ressources et de réseaux sur lesquels s'appuient les différents dirigeants : ainsi, le CERES départemental, qui regroupe à la fois de jeunes élus et militants du Var intérieur dont les figures de proue sont Maurice Janetti, conseiller général du canton de Rians et Jean-Louis Dieux, conseiller général du Luc, et la plupart des responsables de l'agglomération toulonnaise — à l'exception de la section de Bandol contrôlée par Christian Goux, conseiller économique de François Mitterrand —, apparaît nettement divisé sur la stratégie à adopter vis-à-vis du “soldanisme”. La prégnance de ce clivage se

révèle au cours de la crise de 1977 qui aboutit à l'exclusion de l'équipe dirigeante de la section, à l'affaiblissement durable du parti socialiste dans la région toulonnaise et à l'interruption de tout processus de renouvellement des équipes à la tête de la fédération. Le tassement électoral du PC aux élections cantonales de 1976 (où pour la première fois un candidat socialiste devance un communiste à Toulon) et la situation difficile de Maurice Arreckx qui se voit opposer un jeune candidat gaulliste prometteur (Aymeric Simon-Lorière) ouvrent à la gauche des perspectives très favorables pour les élections municipales de 1977 ; le responsable fédéral du CERES, membre du noyau historique du courant, Jean-Louis Dieux, et Jean-Pierre Chevènement envisagent alors le parachutage de l'Amiral Sanguinetti pour conduire la liste socialiste : ancien habitant de Toulon, corse, officier de marine, gaulliste de gauche, il apparaît comme le candidat idéal pour rallier une fraction de l'électorat modéré et profiter de la division de la droite. Prise sans concertation avec les membres de la section de Toulon, cette décision, qui outrepassa la lettre des accords passés avec le parti communiste pour les villes de plus de 30 000 habitants, provoque un refus de la majorité de la section aboutissant au maintien d'une liste d'union avec le PC au premier tour contre la liste "officielle" du PS conduite par l'amiral Sanguinetti, et partant à l'exclusion des vingt membres du bureau de la section socialiste de Toulon.

Cet épisode traduit d'une part le conflit entre deux éthiques politiques : une éthique militante fondée sur l'attachement à l'union de la gauche et le respect de la démocratie interne, s'opposant à une éthique de responsabilité privilégiant les fins sur les moyens ; et d'autre part, le clivage qui sépare les deux CERES départementaux, qui autorise à lire cet affrontement comme la tentative de reprise en main par les responsables fédéraux et nationaux du courant — mais aussi du parti puisque Mitterrand et Soldani appuient le parachutage de Sanguinetti —, d'une section apparaissant comme trop gauchisante et menaçante. La division de la gauche aboutit à sa défaite (la liste PC-socialistes locaux conduite par Danielle De

March devance la liste Sanguinetti de 10 points au premier tour et est battue de 5 points au second tour), mais surtout à l'effondrement des effectifs de la section et à des divisions internes entre "légitimistes" minoritaires et exclus (réintégré en 1979) qui empêcheront jusqu'à aujourd'hui une véritable réactivation des réseaux militants. Il est peu de dire qu'on a assisté là à un tournant dans la pérennisation de la domination des élus du Var rural sur la fédération ; la victoire de la liste d'union de la gauche ou celle de l'Amiral Sanguinetti, envisageable dans le contexte des élections municipales de 1977, qui voient le PS conquérir notamment les municipalités de Hyères, d'Ollioules, de Cogolin et de Bandol, aurait sans conteste modifié le rapport de forces fédérales.

"Un parti qui n'a pas intégré Épinay" ?

Il reste maintenant à comprendre plus précisément les mécanismes à travers lesquels Édouard Soldani et ses proches ont réussi à conserver la direction de la fédération, par-delà le renouvellement des hommes, à savoir "la maîtrise stratégique des capitaux" qui y ont cours et le contrôle des interactions nodales¹⁸⁸, et à perpétuer un mode de gestion du parti en marge de son évolution générale, tel qu'il a empêché un véritable renouvellement des pratiques et des équipes, comme le résume bien le leader du CERES de l'époque : "Nous ici entre 71 et 76 on a travaillé à structurer les pensées, les hommes, le courant, mais le drame, c'est comme la grande majorité du parti n'a pas intégré Épinay, un nombre de gens incalculables sont passés et repartaient au bout de 6 mois, ce n'était pas du tout le parti qu'ils venaient chercher. C'était encore les débats d'il y a 25 ans. Ceci dit, il n'y a pas de forte tradition chrétienne ici, mais tous ceux qui étaient chrétiens progressistes, issus du mouvement syndical etc... ils ne faisaient que passer, ce n'était pas leurs débats. C'est ce qui nous a fait perdre"¹⁸⁹.

¹⁸⁸. M. Offerlé, *Les partis politiques*, op. cit., p. 69-70.

¹⁸⁹. Entretien avec Jean-Louis Dieux, le 5 octobre 1989.

Nous avons déjà souligné le travail entrepris par les proches d'Édouard Soldani, s'appuyant sur le contrôle de l'importante section de Draguignan (25% des mandats) et sur les sections réactivées dans les bourgs ruraux, pour canaliser l'afflux d'adhésions au PS consécutif aux espoirs qu'a fait naître le congrès d'Épinay dans divers milieux militants. Ce travail a permis dans un premier temps au président du conseil général de conserver la maîtrise quasi exclusive des mandats de la fédération. Ainsi, fidèle à la tradition de la SFIO, il apporte le soutien unanime de celle-ci à celui qui incarne la continuité du parti et dont il pense en 1971 qu'il va devenir premier secrétaire : Pierre Mauroy, allié de Gaston Defferre. D'origine modeste, enseignant, ancien syndicaliste, entouré de nombreux franc-maçons (Roger Fajardie, Gérard Jaquet...), réputé méfiant à l'égard des communistes, l'image que renvoie Pierre Mauroy, après la mise à l'écart d'Alain Savary, favorise l'identification de dirigeants et de militants issus en grande majorité de la SFIO. La consolidation des liens avec l'équipe mauroyiste passe quant à elle par le gendre de Soldani, Alain Hauteœur, avocat personnel du maire de Lille et membre du comité directeur. En contrepartie, l'absence de la CIR dans le département freine la structuration du courant mitterrandiste ; il faut attendre l'arrivée de Christian Goux dans le département en 1974 pour que, avec l'aide de deux professeurs de la faculté de droit de Toulon, François-Régis Bastide et Yves Luchaire, d'Alain Bombard et du secrétaire de la section de Cogolin, Patrick Glo — un des rares militants de la CIR du département —, ce courant soit représenté. Jusqu'en 1975, la seule opposition à l'intérieur de la fédération est donc incarnée par le CERES dont le gros des mandats est concentré dans les sections de l'agglomération toulonnaise.

Jusqu'en 1977 toutefois, divers éléments empêchent le développement d'une véritable contestation interne. D'abord, le système d'alliance nationale la rend difficilement justifiable : jusqu'à cette date en effet, mauroyistes, mitterrandistes et chevènementistes sont associés à la direction nationale ; l'infraction

à cette règle exigerait en outre des ressources importantes que n'ont ni les représentants du CERES, ni les mitterrandistes : avant 1977, aucune mairie importante, aucun poste stratégique au conseil général ou au conseil régional ne sont occupés par des membres de ces courants. Enfin, des intérêts communs lient la plupart des élus ou militants des sections du Var intérieur par-delà leur appartenance de courant ; comme le résume le principal lieutenant de Soldani au sein du parti pendant cette période : “Ça c'est toujours bien passé avec le CERES, on était tous de la vieille SFIO et puis surtout il y avait le pouvoir qui unissait”¹⁹⁰. Bien que beaucoup de ces jeunes élus aient eu à s'opposer localement à des élus “soldanistes”, contraignant le président du conseil général à lâcher un certain nombre de ses anciens “amis” mis en minorité dans les sections, ils restent encore en nombre suffisant pour peser au sein des deux principales arènes politiques locales : le conseil général et le conseil régional. Dès lors qu'ils entendent mettre en œuvre une politique audacieuse d'aménagement rural, de construction de logements collectifs, ou d'aménagement de zone artisanale, ces jeunes élus sont avant tout tributaires de subventions contrôlées par le pouvoir territorial. À cet égard, l'absence de soutien apporté par la nouvelle équipe socialiste de la fédération des Bouches-du-Rhône et du conseil régional conduite par Michel Pezet aux jeunes élus varois les affaiblit un peu plus. Tout s'est en effet passé comme si ce dernier s'était appuyé sur les vieux élus des départements périphériques (Henri Duffaut dans le Vaucluse, Jean Garcin dans les Alpes-de-Haute Provence, Édouard Soldani dans le Var) pour contourner le pouvoir des dirigeants marseillais ; en incitant Soldani à accepter la présidence du groupe socialiste au conseil régional, il a empêché *de facto* la promotion de jeunes élus. De même, le contrôle de l'Office départemental HLM par un conseiller général très proche de Soldani, Raymond Nicoletti, vice-président du conseil général depuis 1973, renforce cette dépendance. De manière générale, la maîtrise des circuits de financement assure à Soldani la “curialisation” des nombreux

¹⁹⁰. Entretien avec Jean-Claude Hueber, le 25 avril 1991.

prétendants qui ne peuvent s'appuyer sur des ressources militantes pour asseoir leur domination politique.

L'intrication des logiques nationales, régionales, départementales et locales concourt à pérenniser l'autorité d'Édouard Soldani et on comprend désormais mieux encore l'importance de l'épisode toulonnais ; comme le résume à sa façon l'un des dirigeants de la section de Toulon exclus en 1977 : “On prend Toulon, on devient la première ville CERES de France... On voit ce que c'est une ville, hein ! 2500 mandats !”¹⁹¹ Les élections de mars 1977 modifient toutefois quelque peu les règles du jeu : la victoire de deux miterrandistes à Cogolin et à Bandol, d'un maire CERES à Hyères et à Ollioules, ajoutées au passage dans l'opposition nationale du courant chevènementiste, bouleversent l'équilibre des ressources, au point qu'Édouard Soldani est amené à se conformer aux règles du parti interdisant le cumul du poste de secrétaire fédéral et d'un mandat parlementaire. Très vite pourtant, les nouveaux élus découvrent les contraintes du système : le maire de Cogolin, par exemple, se voit privé de subventions du conseil général pendant deux ans pour avoir soutenu François Mitterrand. En conséquence, le nouveau maire du Luc, leader local du CERES, amène ce qu'il reste de ce groupe après l'exclusion des militants toulonnais, à demeurer dans la majorité fédérale au moment du congrès de Metz malgré la modification des alliances nationales ; il permet ce faisant l'élection du candidat soldaniste, président de la commission départementale du conseil général, Paul Émeric, au poste de premier secrétaire fédéral, au moment même où une alliance avec le courant miterrandiste aurait pu entraîner une modification des rapports de forces fédéraux¹⁹².

¹⁹¹. Entretien avec Robert Gaïa, le 12 avril 1990.

¹⁹². Dans le cadre du congrès de Metz, la motion Mitterrand, soutenu par C. Goux, obtient 23,8% des mandats, le CERES, 23,6%, la motion Mauroy, 41%, le nouveau courant rocardien animé pour l'essentiel d'anciens militants du CERES de la région de Toulon et de Saint-Raphaël, 10%. Pris entre ses engagements passés en faveur de P. Mauroy, son peu de sympathie pour F. Mitterrand et son “amitié” pour G. Defferre, É. Soldani adopte une position de retrait lors de la préparation de ce congrès — il ne prend pas publiquement position —, ce qui permet pour la première fois qu'une mobilisation de courant s'impose pleinement dans la fédération et qui conduit à son abandon du poste de secrétaire fédéral.

Un épisode particulièrement significatif illustre parfaitement la permanence de ce système de contraintes et de la structure spécifique du parti socialiste varois : ce que les journaux nationaux ont qualifié d'« affaire Nicoletti » au cours du mois de juillet 1981. L'histoire sociale, la carrière politique de Raymond Nicoletti sont emblématiques de la personnalisation des rapports politiques qui caractérise le soldanisme et de la faible intégration idéologique qui en découle. Sa carrière politique est bien loin de celle du responsable associatif ou syndical ayant décroché un mandat politique à la force du poignet militant ; cet ancien ouvrier des chantiers navals de La Seyne, devenu artisan électricien à Salernes en 1961, a réussi à conquérir de haute lutte cette vieille cité ouvrière du Var intérieure spécialisée dans la fabrication de tommettes, fief du parti communiste depuis la guerre, grâce à la mise en place d'un ensemble de relations interindividuelles s'appuyant à la fois sur ses ressources publiques et personnelles telles que les subventions du conseil général, la présidence du comité départemental d'aide à la construction (CODAC¹⁹³) puis, à partir de 1979, de l'Office public HLM, la propriété d'une entreprise d'électricité employant une cinquantaine de personnes, la mise en location de 21 appartements lui appartenant en propre à Salernes à des loyers extrêmement bas... Franc-maçon, ami personnel de Soldani, qui le promeut vice-président du conseil général en 1973, puis premier vice-président en 1981, contrôlant de nombreux élus grâce à la présidence de l'Office départemental HLM, Raymond Nicoletti ne perd pas une occasion de brocarder les « intellectuels » et d'affirmer à qui veut l'entendre qu'il s'assoit sur les lois. Devenu, à partir de la fin des années 70, à la faveur d'une longue maladie d'Édouard Soldani, le personnage-clé d'un mode de domination qui tend à s'appuyer de plus en plus sur le contrôle de ressources matérielles et de moins en moins sur des transactions fondées sur des liens affectifs, Raymond Nicoletti incarne l'antithèse du socialisme dont se veulent porteurs les

¹⁹³. Cet organisme créé en 1953 par le conseil général pour pallier la crise du logement alloue des prêts immobiliers aux particuliers à un taux de 3%.

nouveaux élus varois qui stigmatisent l'absence de débats politiques à l'intérieur de la fédération.

Son investiture comme candidat aux élections sénatoriales de septembre 1981 par 445 mandats contre 152 au maire d'Hyères, Gaston Biancotto, et 120 à Alain Bombard, conseiller général de Six-Fours, illustre à la fois le clivage existant entre les élus du Var intérieur et ceux du Var côtier, et la maîtrise que conservent les premiers sur la fédération et la représentation parlementaire ; le conflit consécutif à l'annulation de cette investiture par la direction nationale du PS, première immixtion dans les affaires varoises depuis 1971, et les prises de position qui s'ensuivent, révèlent quant à eux l'impossibilité de tout renouvellement des équipes et des pratiques fédérales. Saisissant en effet le prétexte de déclarations publiques du maire de Salernes en faveur de la peine de mort, Christian Goux et Alain Bombard s'appuient sur leur position nationale — le premier vient d'être élu député et nommé président de la commission des finances, le second, éphémère secrétaire d'État à l'environnement — pour exiger l'invalidation de cette investiture et déclenchent une crise ouverte entre la fédération et la direction nationale, contre “quelqu'un qui se dit socialiste simplement parce que là où il est on ne peut être élu que si on est socialiste”¹⁹⁴. Or, au cours de ce conflit, l'ensemble des conseillers généraux et tous les élus du département appartenant au bureau exécutif fédéral manifestent leur soutien à Raymond Nicoletti, à l'exception des seuls représentants des sections de Toulon et de La Seyne, et quel que soit le courant auquel ils appartiennent par ailleurs : mitterrlandistes, mauroyistes, chevènementistes se divisent tous sur cette question, en fonction de leur degré d'assujettissement à l'égard des ressources contrôlées par l'équipe d'Édouard Soldani.

La justification du “respect du vote des sections” et de “la préservation de l'unité de la fédération” ne doit donc pas masquer les multiples liens de soumission qui se donnent à voir à l'occasion de ce conflit. Premier vice-président du conseil général, c'est-à-dire compte tenu de la maladie du président, président en intérim,

¹⁹⁴. Alain Bombard cité dans *Libération*, 31 août 1981.

président de l'Office public HLM, financeur important de la fédération : le coût d'un "lâchage" de Raymond Nicoletti est trop lourd pour la plupart des élus socialistes, trop dépendants des ressources locales et privés des appuis nationaux dont disposent un Christian Goux ou un Alain Bombard. La solution de compromis trouvée à l'occasion de cet affrontement, consistant à désigner une femme, Geneviève Béguin-Le Bellegou, par ailleurs élue du Haut-Var (maire d'Aups) et épouse d'un ancien sénateur socialiste du département, permet d'éviter que la direction nationale et celle de la fédération ne perdent la face, les responsables nationaux présentant l'arrivée d'une femme au Sénat comme une victoire de la démocratie et ceux du Var se félicitant de conserver trois sénateurs originaires du Var intérieur. Plus généralement, ce conflit révèle le décalage entre une fédération et des élus majoritairement issus du Var rural et une société de plus en plus dominée par de nouveaux groupes, traversée par de nouveaux enjeux liés à l'urbanisme, à l'environnement, à l'aménagement touristique. De ce point de vue, la perte de la municipalité de Draguignan par Édouard Soldani en 1984 (après l'annulation des élections de 1983), n'est que la répétition de la perte annoncée du conseil général rendue inéluctable par la création de nouveaux cantons côtiers et la baisse continue du score de la gauche aux diverses élections nationales.

L'effondrement du "système"

Tout à coup, en 1985, le roi se retrouve nu et la personnalisation des relations politiques révèle toute sa faiblesse. Nombre de maires et de conseillers généraux, socialistes ou apparentés, rejoignent alors la nouvelle majorité conduite par Maurice Arreckx, au premier rang desquels Raymond Nicoletti, mais aussi l'ancien premier secrétaire fédéral Paul Emeric, suivis par les conseillers généraux d'Aups (Pierre Rollandy), de Saint-Maximin (Émile Ollivier) et de Tavernes (Louis Fabre). De nombreuses organisations ou entreprises dépendant du conseil général rentrent alors dans une neutralité prudente. Le cumul de la

mairie de Toulon et de la présidence du conseil général permet en effet à Maurice Arreckx de neutraliser d'autant plus facilement ses adversaires qu'il ne cherche pas à léser les conseillers généraux d'opposition dans la distribution des subventions et des postes : ainsi maintient-il en place le "taureau de Salernes" à la tête de l'office HLM, préserve le contrat liant le conseil général et la SODETRAV, compagnie de transports scolaires dirigée par Jean-François Barrau, ancien membre du cabinet d'Édouard Soldani et ancien conseiller général de Hyères, de même que les relations du conseil général avec la Fédération des œuvres laïques.

Le milieu socialiste est victime de son grand niveau de professionnalisation et de l'importance que ses représentants ont concouru à donner au conseil général, après plus de soixante ans de domination socialiste sur les institutions départementales, d'autant que la perte du conseil régional empêche toute stratégie de repli pour de nombreux élus politiques à plein temps. Dans ces conditions, les réseaux nationaux prennent une importance cruciale : la plupart des leaders socialistes du Var après 1985 ne réussissent à maintenir leur position qu'en s'appuyant sur les relations tissées avec des dirigeants nationaux : Jean-Louis Dieux devient chargé de mission au cabinet de Jean-Pierre Chevènement, Maurice Janetti, à partir de 1988, occupe la même fonction au cabinet de Jean Poperen, ainsi que Patrick Glo au cabinet de Paul Quilès.

Parallèlement, les plus petites ressources prennent alors une valeur démesurée : les postes de conseillers régionaux, voire de conseillers municipaux d'opposition dans certaines grandes villes, comme à Toulon où ils sont indemnisés, deviennent alors les principaux prébendes que peut distribuer le parti. Le contrôle de la fédération devient dès lors un enjeu central et les luttes qui en découlent prennent l'allure d'affrontements pour la maîtrise des derniers postes disponibles, complètement déconnectés des alliances caractérisant les arènes parisiennes. En 1985, les élections législatives et régionales au scrutin proportionnel polarisent les enjeux : à la suite d'une alliance entre Christian Goux, au nom d'une fraction des mitterrandistes (divisés en la circonstance entre

C. Goux et la majorité des sections de Toulon et de Draguignan d'une part, et P. Glo, maire de Cogolin, d'autre part), et de Jean-Louis Dieux, au nom du CERES, le premier apporte son soutien à l'élection du second à la tête de la fédération en échange de la tête de liste aux élections législatives ; le contrôle de la fédération échappe alors pour la première fois aux "amis" d'Édouard Soldani avec l'abstention bienveillante des rocardiens. Deux ans plus tard, l'alliance éclate avec la perspective des nouvelles élections législatives, des cantonales et des municipales : les mauroyistes, c'est-à-dire les proches de Soldani alliés à une fraction des anciens exclus de la section de Toulon (réintégrés en 1979 grâce à l'appui de Soldani), soutenus par des dissidents du CERES conduits par Maurice Janetti, et par les miterrandistes hostiles à Christian Goux reprennent la direction de la fédération. Enfin, le congrès de Rennes, qui intervient on le voit sur des clivages lui préexistant de beaucoup, est marqué par la mise à l'écart du courant miterrandiste reconstitué sous la bannière fabiusienne, par une alliance des poperenistes, des chevènementistes, des rocardiens — intégrés pour la première fois à la direction fédérale — et des jospino-mauroyistes.

Le décalage avec les lignes de clivages nationaux apparaît avec... clarté (tableau 32). Ces alliances successives ne peuvent être rapportées qu'aux luttes dont la fédération a été le théâtre avant et après la date charnière de 1985, ainsi qu'à l'histoire des différents réseaux qui la composent. Dans une conjoncture où le parti socialiste est plus que jamais replié sur quelques bastions, correspondant pour l'essentiel à ses dernières mairies ou cantons (Cogolin, Lorgues, Saint-Maximin, canton de Rians) et aux villes les plus peuplées du département et/ou à celles où il exerçait il y a peu le pouvoir municipal (Toulon, La Seyne, Hyères, Draguignan, Bandol, Le Luc), la logique des rapports de force internes traduit en effet la persistance des clivages socio-spatiaux entre le Var intérieur et le Var côtier, le Var urbain et le Var rural, malgré certains brouillages (division interne à la section de Toulon). La répartition des mandats entre les différents courants au moment du

congrès de Rennes est à cet égard particulièrement parlante : d'un côté les fabusiens obtiennent la plupart de leurs mandats dans les sections des villes de l'agglomération toulonnaise (Toulon, La Seyne), les villes touristiques ou semi-industrielles de la côte (Bandol, Cogolin, canton de Saint-Tropez), et à Draguignan où les anciens "soldanistes" ont déserté la section ; de l'autre, l'ensemble des courants restants — à l'exception du courant rocardien qui est le seul à avoir une répartition géographique homogène mais éparpillée —, sont surtout l'expression des socialistes du Var rural ou semi-industriel de l'intérieur (Lorgues, ville dont le premier secrétaire fédéral est le maire, Saint-Maximin, Brignoles, Le Luc...).

Tableau 32 : Les alliances fédérales dans le Var de 1971 à 1992

Périodes	Premiers secrétaires	Alliance majoritaire	Opposition
1971-1985	E. Soldani (1959-1979) P. Emeric (1979-1981) R. Basse (1981-1985)	Mauroyistes (E. Soldani)- CERES (J.-L. Dieux, M. Janetti)	Mitterrandistes (C. Goux, P. Glo)-Rocardiens (P.-Y. Collombat)
1985-1987	J.-L. Dieux (1985-1987)	Mitterrandistes (C. Goux)- CERES (J.-L. Dieux) Abstention des Rocardiens	Mitterrandistes (P. Glo)- Mauroyistes (soldanistes)
1987-1989	B. Mariani (1987-1992)	Mauroyistes (B. Mariani)- Mitterrandistes (C. Goux)- Ex-CERES (M. Janetti)	Socialisme et République (J.- L. Dieux)-Mitterrandistes (C. Goux)-Rocardiens
1989-1992	B. Mariani (1987-1992)	Mauroyistes (B. Mariani)- Mermaziens (L. Ginot)- Poperenistes (M. Janetti)- Rocardiens (P.-Y. Collombat)-Socialisme et République (J.-L. Dieux)	Fabusiens (P. Glo, C. Goux)

On dispose maintenant de suffisamment d'éléments pour mesurer la difficulté de recourir au terme de "clientélisme" pour qualifier le mode de domination socialiste varois. Relevons d'abord que les réseaux mobilisés et activés par le "patron" du département n'ont pas été créés par ses largesses, ses dons, la distribution de ses ressources ; c'est particulièrement vérifiable quand on étudie les réseaux laïque et syndical, ou celui qui unit les coopératives et les organisations viticoles. Relevons aussi que l'orientation à gauche de leurs dirigeants ne résulte pas de relations clientélares, mais

s'enracine dans plus d'un siècle d'histoire qui a donné au Var sa physionomie de département rouge. Le milieu partisan n'est pas ici le fruit des pratiques que désigne habituellement la notion de clientélisme ; en un sens, c'est lui qui a "fait" Soldani et le soldanisme. Il convient aussi de rappeler que la carrière du sénateur-maire de Draguignan s'inscrit dans une activité proprement partisane, au moins dans la phase décisive où il s'impose à la tête de la fédération varoise. Reconstructeur du parti à la Libération, obtenant son investiture pour les élections nationales grâce au contrôle qu'il parvient à exercer sur les instances fédérales, jouant ensuite de ses relations avec des dirigeants nationaux ou régionaux du PS, Soldani doit sa position à son investissement actif dans les activités de l'organisation. Il lui doit aussi, pour une bonne part, sa légitimité initiale. Rien en cela ne correspond au modèle forgé pour rendre compte du clientélisme, dont on voit bien par conséquent qu'il est d'abord une catégorie permettant de stigmatiser certaines pratiques.

Que désigne alors l'emploi de cette notion par tant de rivaux et d'adversaires du "soldanisme", ainsi que par les nombreux journalistes parisiens chargés de rendre compte du socialisme varois ? D'abord semble-t-il, un mode de gestion très personnalisé de la fédération, du conseil général et des réseaux varois. Le "patron" du département place, il est vrai, à tous les postes de quelque importance des hommes sûrs, c'est-à-dire qui lui doivent beaucoup et qui savent qu'une constante fidélité leur garantit l'obtention de futurs avantages ; l'oublieraient-ils que le spectacle de foudroyantes disgrâces viendrait le leur rappeler. Mais le soldanisme diffère-t-il en cela du mode de gestion de nombreuses municipalités socialistes du Pas-de-Calais, ou des courants du parti ? Ce que stigmatise l'emploi de "clientélisme" n'est-il donc pas surtout cette forme particulière de légitimité qu'Édouard Soldani a entretenue par ses pratiques et par ses discours, en attribuant à l'attachement personnel (plus que partisan), à la fidélité (plus qu'à la conviction), à l'amitié (plus qu'à la fraternité militante), une valeur centrale dans les relations politiques ?

La contestation de cette légitimité, que Soldani et ses proches ont constamment valorisée et qu'ils ont voulu imposer comme identité de la fédération — sans jamais renoncer pour autant à se définir comme socialistes —, est venue de zones du département étrangères au milieu rural. Ce fut le cas de Toulon, surtout quand purent s'y développer d'autres pratiques, une intense vie de section, et une assimilation du “vrai” socialisme au militantisme, aux débats doctrinaux et à l'alliance exclusive avec des forces de gauche, syndicales et politique. Ce fut également le cas lorsque des catégories de population sans attache avec les traditions varoises vinrent s'établir dans des villes côtières et des bourgs de l'intérieur, se tenant à l'écart — ou tenues à l'écart — des réseaux existants, et mettant ainsi en danger la sociabilité jusqu'alors dominante. Le caractère artificiel du cadre administratif et politique que constitue le département s'en trouva révélé et renforcé, au détriment d'une identité fédérale. Il ne faudrait pas ignorer pour autant les effets d'une évolution “nationale” du parti socialiste qui sape les fondements du mode de domination et de la légitimité soldaniens. “L'esprit d'Épinay”, entendu comme une représentation valorisée de pratiques nouvelles, ne parvient pas à s'imposer dans le Var ; mais il isole la fédération, aux yeux des militants locaux du CERES notamment. Le jeu des courants et la règle de proportionnalité qui le concrétise ont eu des effets plus directs, dans la mesure où des cadres locaux — parfois parachutés — ont su s'en servir. Aussi singulier que soit le Var, il est en relation avec d'autres sites d'interaction ; quand Édouard Soldani perd le quasi-monopole de cette relation, le système qu'il contrôlait est déjà ébranlé.

CHAPITRE 4

Le parti socialiste en Ile-et-vilaine : une identité “éclatée”

“L'éducation religieuse est en recul, par contre, pour ce qui est des valeurs, l'approche se transmet : il y a une mentalité particulière d'Ile-et-Vilaine qui se transmet. Une culture modérée et tolérante sur le terrain politique, en même temps une culture très ouverte qui ne signifie pas repli sur soi. Cette culture a comme base des réseaux 'cathos', mais on peut être dans ces réseaux-là sans être catholique soi-même, ce sont plus des réseaux de communication entre les gens. Quelqu'un qui reste dix ans en Ile-et-Vilaine ne peut y être étranger. Les gens me disent : 'on sent cela'. C'est bien plus que la religion...”¹⁹⁵

La “poussée” socialiste en Bretagne à partir des années 70¹⁹⁶ a d'autant plus retenu l'attention des analystes que cette région était réputée, à l'exception de quelques zones bien spécifiques, empreinte d'un conservatisme catholique séculaire¹⁹⁷. Ce succès du PS, dont certains ont souligné qu'il touchait l'ensemble du grand Ouest¹⁹⁸, de la Basse-Normandie aux Pays de Loire en passant parfois par la frange occidentale de la région Centre, a été rapporté à des phénomènes souvent définis en des termes très généraux, tels

¹⁹⁵. Entretien avec André Dorso, secrétaire de l'union départementale CFDT d'Ile-et-Vilaine, 3 octobre 1990.

¹⁹⁶. Depuis les élections législatives de 1978, la Bretagne passe ainsi pour s'être alignée politiquement sur le reste du pays : alors qu'en 1967, la gauche non communiste y obtenait un score deux fois inférieur à sa moyenne nationale (8% des suffrages exprimés) et que les centristes d'opposition, essentiellement démocrates-chrétiens, réalisaient un résultat deux fois supérieur (26%), en 1978 leurs niveaux respectifs sont devenus à peu de choses près identiques à leur audience nationale.

¹⁹⁷. Sur ce point, on se reportera bien sûr au classique d'A. Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest*, Imprimerie nationale, 1995 (1ère éd. 1913), mais aussi à l'étude récente et très complète de M. Lagrée, *Religion et cultures en Bretagne (1850-1950)*, Fayard, 1992.

¹⁹⁸. Voir M. Vion, *L'ouest à gauche*, Éd. Guy Authier, 1977, ainsi que T. Bonenfant, J.-F. Guézou, *Atlas électoral du grand Ouest depuis 1958*, Rennes, Ouest-France éd., 1985.

que “l’irruption du christianisme social”¹⁹⁹ ou le “détachement croissant de la pratique dominicale régulière de nombreux catholiques”²⁰⁰. D’autres observateurs ont insisté sur le rôle de l’urbanisation rapide et du rattrapage économique et culturel²⁰¹ ou encore sur “la prise en compte de la bretonnité” comme “un des facteurs essentiels de la croissance et du maintien du parti socialiste en Bretagne”²⁰². Ces explications, dans leur généralité, ont le mérite de mettre l’accent sur certains changements massifs qui, s’ils ont touché l’ensemble de la société française, ont pris en Bretagne une dimension plus accusée : le déclin du monde agricole, passé de 52,5% de la population active en 1954 à 17,7% en 1982, la sécularisation, telle qu’elle se manifeste par la baisse de la pratique religieuse et du recrutement des prêtres, mais surtout par la remise en cause de la légitimité et de l’autorité religieuses²⁰³, ou encore l’industrialisation découlant à la fois de la politique nationale d’aménagement du territoire et du développement de l’industrie agro-alimentaire, sont d’autant plus remarquables qu’ils ont touché une société qui, il y a une trentaine d’années encore, restait profondément modelée par le catholicisme traditionnel, par le poids d’une agriculture peu intégrée au marché²⁰⁴ et par une faible force d’attraction de ses villes. Ces constats sont d’autant plus pertinents que la plupart des chercheurs qui ont analysé les changements politiques et sociaux de l’Ouest de la France, se situent au niveau

¹⁹⁹ F. Bon, J.-P. Cheylan, *La France qui vote*, Hachette, 1988, p. 160.

²⁰⁰ P. Braud, “Les élections législatives de mars 1978 dans la région Bretagne”, *Revue française de science politique*, XXVIII, 6, 1979, p. 1028.

²⁰¹ J. Sainclivier, *La Bretagne de 1939 à nos jours*, Rennes, Ouest-France éd., 1989.

²⁰² M. Philipponneau, “La Bretagne”, in Y. Lacoste, *Géopolitiques des régions françaises*, tome 2, *op. cit.*

²⁰³ Selon P. Berger, la sécularisation correspond au “processus par lequel des secteurs de la société et de la culture sont soustraits à l’autorité des institutions et des symboles religieux”, in *La religion dans la conscience moderne*, Le Centurion, 1971, p. 174. On trouvera dans la monographie d’Y. Lambert sur le bourg de Limerzel dans le Morbihan une analyse remarquable des modalités et des effets pratiques de la remise en cause de la théodicée catholique en Bretagne. Y. Lambert, *Dieu change en Bretagne*, Cerf, 1985.

²⁰⁴ Le pourcentage d’exploitations équipées d’un tracteur est de 9,3% en 1955 contre 15,3% dans l’ensemble du pays ; dix ans plus tard, l’écart persiste (33% contre 42,8%). J. Sainclivier, *La Bretagne de 1939 à nos jours*, *op. cit.*, p. 189. D’autres indices confirment ce “retard”, notamment la lenteur du remembrement rural, l’importance des pratiques d’auto-consommation et le bas niveau d’achat de biens d’équipement.

régional : l'entité bretonne, voire "l'Ouest"²⁰⁵, semble s'être présentée à eux comme une évidence. Bien peu se sont finalement attachés à la diversité des départements bretons²⁰⁶ sinon pour montrer que la pluralité des "pays" est un signe de la richesse de la "culture régionale"²⁰⁷.

La pertinence du cadre régional n'est bien sûr pas contestable : l'objectivité de la Bretagne remonte à son intégration tardive au royaume de France et aux privilèges concédés alors par le Roi à son parlement ; elle s'est perpétuée à travers un sentiment d'hostilité à l'égard de l'État républicain entretenu par le clergé et l'aristocratie foncière²⁰⁸. Ignorer que la Bretagne est aussi un "territoire inventé"²⁰⁹, surtout lorsqu'on s'intéresse aux phénomènes politiques, aboutit cependant à minimiser quelque peu la prégnance du cadre départemental qui est, ici aussi, l'espace par excellence de la structuration des forces politiques. C'est en se situant dans ce cadre qu'on peut, par exemple, mieux comprendre pourquoi l'implantation du PS en Ille-et-Vilaine est plus récente et moins étendue, notamment dans les campagnes et les petites villes, que dans le Finistère ou les Côtes d'Armor et pourquoi, alors qu'il est

²⁰⁵. On pense ici à l'ouvrage résultant de l'ATP du CNRS sur l'observation du changement social (OCS), *L'Ouest bouge-t-il ?, son changement social et culturel depuis trente ans*, Nantes, R. et M. Vivant éditeurs, 1983, dont les terrains d'enquête couvrent les quatre régions administratives de Bretagne, des Pays de Loire, de la Basse et de la Haute-Normandie.

²⁰⁶. Dans les travaux cités jusqu'ici, chaque phénomène touchant plus particulièrement tel ou tel des départements bretons sert à illustrer l'évolution de la Bretagne dans son ensemble.

²⁰⁷. P. Houée, "L'émergence des pays bretons", communication au congrès de l'Association des ruralistes, Rennes, 24-26 novembre 1977.

²⁰⁸. Aussi bien pendant la période révolutionnaire, qu'au cours de la première moitié du XXe siècle comme l'ont montré pour chacune de ces deux périodes R. Dupuy, *De la révolution à la chouannerie. Paysans en Bretagne 188-1797*, Flammarion, 1988 et S. Berger, *Les paysans contre la politique. L'organisation rurale en Bretagne (1911-1974)*, Seuil, 1975.

²⁰⁹. L'invention de la représentation de la Bretagne remonte au lendemain de la Révolution et trouve sa source dans les rapports des administrateurs et notables républicains. Le "Breton", menace pour la République, devient alors l'archétype du paysan français (archaïque, celte, poète et rugueux, à l'image du climat dans lequel il vit...) dont on doit se méfier ou qu'il faut au contraire glorifier. Ce "réseau de correspondances" qui forge "la personnalité bretonne", image grossie de la "personnalité paysanne", est celui dans lequel vont puiser les différents protagonistes qui, à compter de cette date et en fonction de leurs intérêts politiques, vont entretenir l'image poétique et politique d'une Bretagne immuable, homogène et sans aspérité. C. Bertho, "L'invention de la Bretagne. Genèse sociale d'un stéréotype", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 35, 1980, pp. 45-62.

majoritaire dans la plupart des départements du grand Ouest (à l'exception de la Mayenne et de la Loire-Atlantique), le courant “rocardien”, qui passe généralement pour l'expression au sein du parti socialiste du groupe des “chrétiens de gauche”²¹⁰, est ici minoritaire. Autrement dit, si la structuration de la fédération socialiste en Ille-et-Vilaine doit bel et bien trouver une part de son explication dans les transformations générales qui ont affecté la société bretonne et la société française dans son ensemble, elle ne peut pour autant se comprendre sans étudier précisément la *combinaison* originale des changements qui caractérise ce département dans sa diversité. Le moindre recul de la pratique religieuse et de la fréquentation de l'école privée, la moindre influence de la Jeunesse agricole chrétienne (JAC) et des coopératives par rapport à d'autres départements de l'Ouest, la spécificité du mode d'industrialisation et l'importance de l'agglomération rennaise en constituent les principales spécificités. Ce n'est qu'à la condition de saisir ces phénomènes dans leur complexité qu'on pourra appréhender la genèse, la particularité et l'importance relative des différents réseaux sociaux au travers desquels se sont recrutés dirigeants, adhérents et sympathisants et se sont véhiculées des représentations valorisantes du PS.

L'étude de la structuration récente du PS en Ille-et-Vilaine répond plus particulièrement, on l'a déjà dit, à l'objectif d'analyser précisément la nature et les effets de la “culture chrétienne” sur le milieu socialiste : derrière une nébuleuse souvent présentée comme une entité réelle, “les cathos de gauche”, nous nous demanderons notamment quel type de militant chrétien a rejoint le parti socialiste et de quelle façon, c'est-à-dire à travers quels réseaux et pour quels usages, et quels en ont été les effets sur les pratiques politiques caractérisant la fédération. De ce point de vue, l'enquête

²¹⁰. Quantité de phénomènes ont contribué à produire la représentation de ce groupe comme “entité fictive cohérente” : entre autres, le travail des porte-parole politiques, mais aussi intellectuels, qui avaient intérêt à se l'approprier (pensons ici à la mise en scène des Assises du socialisme en 1974, au rôle de revues comme *Témoignage Chrétien* ou *Esprit*), ainsi que les entreprises de stigmatisation du courant Rocard par ses adversaires, qu'ils fussent ou non de sensibilité laïque. Cette désignation a d'autant mieux réussi à s'imposer qu'elle avait cours dans les luttes internes à l'Église catholique française.

quantitative confirme la richesse du terrain retenu. Malgré le contrôle de la fédération par des dirigeants non issus des organisations qui regroupent majoritairement les individus marqués par une socialisation chrétienne, l'influence départementale de ceux-ci apparaît sans commune mesure avec celle qui est la leur dans le Pas-de-Calais et le Var. Avec 52,5% des dirigeants et élus de notre population passés par des organisations de jeunesse catholiques, 42,5% syndiqués à la CFDT avant leur adhésion au PS, et près de la moitié scolarisés totalement ou en partie dans l'enseignement privé (contre 2% dans le Pas-de-Calais et 15% dans le Var), l'empreinte catholique apparaît forte quel que soit par ailleurs le niveau actuel de pratique religieuse des dirigeants, laquelle concerne toutefois 22,5% de notre population²¹¹. Sous ce rapport, le groupe des rocardiens, sans être totalement homogène, est bien distinct des autres : c'est non seulement lui qui inclut la quasi totalité des catholiques pratiquants — 42% des rocardiens sont pratiquants contre 5% des non rocardiens, 37% sont sans religion contre 57% des non rocardiens — mais aussi la plupart des agents qui ont au moins deux attributs d'intégration religieuse²¹². En effet, 52% des élus et dirigeants rocardiens possèdent deux attributs catholiques contre 5% des non-rocardiens ; inversement, 26% des premiers n'en ont aucun contre 57% des seconds.

Certes, les principaux traits de la société bretonne (importance de la socialisation chrétienne, ancrage rural de la population, faiblesse relative du monde industriel...) marquent tous les membres de notre population indépendamment du courant auquel ils s'identifient : ainsi en va-t-il, par exemple, de l'étroitesse de leurs liens avec le monde des indépendants et, à l'inverse, de la faiblesse de leurs racines ouvrières. S'ils ont un peu plus d'attaches avec le monde indépendant et agricole²¹³, les rocardiens sont aussi

²¹¹. Dans le Var, ce pourcentage est de 10%, dans le Pas-de-Calais de 12,5%.

²¹². Rappelons que cet indicateur vise à mesurer l'importance de la socialisation catholique en attribuant un point aux agents qui ont été membres d'une organisation de jeunesse catholique, un autre à ceux qui ont appartenu à une association d'obédience chrétienne, et un à ceux qui pratiquent régulièrement ou irrégulièrement. Cet indice varie donc de 0 à 3. Voir *supra*, chap. 1.

²¹³. 63% des rocardiens possèdent deux attributs indépendants contre 43% des non-

nombreux que les autres à n'avoir aucun ascendant ouvrier (52%). De même, les caractéristiques tenant à la particularité et à la polarité du milieu socialiste autour de l'agglomération rennaise se retrouvent chez tous les élus et dirigeants : le fort taux de cadres supérieurs du privé, du public ou d'universitaires est ainsi le même dans les deux groupes (55%). Enfin, la faiblesse corrélative des professeurs de collège et des instituteurs (10% contre 37% dans le Pas-de-Calais, 21% dans le Var) et des catégories populaires au sens large (agriculteurs, artisans-commerçants, ouvriers, employés), qui ne représentent que 6% des élus et dirigeants d'Ille-et-Vilaine, retient d'autant plus l'attention qu'elle apparaît à première vue paradoxale compte tenu de l'acuité persistante du combat scolaire en Bretagne et de l'importance qu'on accorde généralement à l'influence de la CFDT dans la régénérescence du socialisme dans l'Ouest. Rendre compte de l'ensemble de ces spécificités et en mesurer les effets sur la structure du PS départemental implique de présenter préalablement les propriétés de la configuration socio-politique que forme l'Ille-et-Vilaine puis les principaux réseaux constitutifs du milieu socialiste départemental.

Un département longtemps dominé par la droite catholique

La singularité de ce site par rapport à d'autres départements de l'Ouest tient d'abord au moindre recul de la pratique religieuse et de la fréquentation de l'école privée²¹⁴. La permanence d'une population agricole nombreuse (14,7% de la population active en 1982, soit le taux le plus élevé du pays avec la Manche) et d'un fort ancrage rural (40% de la population totale), en dépit du poids de l'agglomération rennaise, ont favorisé le maintien de l'influence de l'Église, de l'enseignement confessionnel et des associations

rocardiens.

²¹⁴. En 1986, l'Ille-et-Vilaine compte 41% d'enfants scolarisés dans l'enseignement primaire catholique et 43% dans le secondaire. Ce dernier chiffre peut être rapportée au 19,5% des élèves scolarisés dans le secondaire privé dans l'ensemble du pays.

gravitant autour de l'une et de l'autre dans une grande partie du département²¹⁵. Ces dernières ont contribué à entretenir un réseau dense d'activistes qui perpétuent les œuvres catholiques et diffusent des schèmes et des modèles de comportement conservateurs, valorisant notamment la famille et la propriété²¹⁶. L'influence de ces valeurs se mesure par des taux de fécondité et de propriété du logement principal²¹⁷ sensiblement plus élevés que dans d'autres régions françaises. La place occupée par *Ouest-France*, en position de monopole dans le département, dont les éditoriaux et les articles accordent aux questions morales et religieuses une place non négligeable²¹⁸, atteste de cette permanence qui profite surtout au conservatisme et au centrisme politiques.

Les structures de l'agriculture locale ont renforcé ces traits : la domination de la petite propriété tournée vers la production laitière, en dehors des zones maraîchères et ostréicoles de Saint-Malo et céréalières du bassin de Rennes, ne semble guère avoir favorisé l'engagement dans des structures de coopération à l'image de ce qui s'est passé dans le Finistère, les Côtes d'Armor ou encore

²¹⁵. Comme entre les deux guerres, la kermesse de l'école privée reste un temps fort de la vie locale. Selon P. Dressayre, y compris dans les villes du bassin de Rennes qui ont connu un bouleversement démographique considérable au cours de ces vingt dernières années, "les traces de l'ancienne structuration des activités socio-culturelles autour de deux pôles 'confessionnel' (la paroisse) et 'laïque' (les commerçants du bourg) demeurent vives : dans la plupart des communes de la périphérie de Rennes, la Société Jeanne d'Arc d'une part, le cercle laïque ou le comité des fêtes d'autre part, perpétuent le clivage traditionnel", in *Pouvoir municipal et associations aux Etats-Unis et en France. Le cas des collectivités suburbaines de Rochester, New York et Rennes*, Thèse de doctorat de science politique, Rennes I, 1982, p. 224. Par ailleurs, en 1988, d'après *Ouest-France* (20 octobre 1988) on dénombre 199 associations sportives explicitement catholiques dans le département, contre 13 dans les Côtes d'Armor, regroupant 18 819 membres

²¹⁶. Cette situation concourt plus généralement à expliquer que le taux de corrélation entre les taux cantonaux de pratique religieuse (de 1949 à 1961 selon les diocèses), le vote en faveur de Valéry Giscard d'Estaing au second tour de l'élection de 1974 et les taux de fréquentation de l'école privée, soit supérieur à 0,70 en Ille-et-Vilaine en dehors des grandes villes. Y. Lambert, "Famille, politique et religion", in *L'Ouest bouge-t-il ?...*, *op. cit.*, p. 208.

²¹⁷. Nous ne disposons que des chiffres pour toute la Bretagne : ceux-ci indiquent qu'en 1982, 70% de la population vit en maison individuelle contre 54% pour l'ensemble du pays J. Sainclivier, *La Bretagne de 1939 à nos jours*, *op. cit.*, p. 425.

²¹⁸. La ligne du journal reste résolument personnaliste, comme en témoigne son directeur général : "Nous pensons que la communication est indispensable à la démocratie, et pour nous celle-ci passe par une lutte contre le totalitarisme, pour les communautés et les groupements sociaux ou religieux, pour le respect de la vie et des personnes", François-Régis Hutin, cité par *Le Monde*, 15 novembre 1985, p. 24. Ainsi le journal s'est-il engagé pêle-mêle contre la peine de mort, l'avortement et la bombe atomique, ou encore en faveur de la solidarité avec le Tiers-monde et de l'"école libre".

en Loire-Atlantique : bien des communes continuent encore aujourd'hui de refuser le remembrement ; quant aux coopératives existantes, elles sont pour la plupart originaires des départements voisins et disposent d'une bien moindre influence que l'industrie agro-alimentaire privée²¹⁹. Il n'est pas anodin de noter que le CDJA s'est développé dans les années 60 en bonne partie dans la région malouine, la plus tournée vers le marché national et international, et que la Jeunesse agricole chrétienne (JAC) dont on sait combien ses militants ont favorisé le développement des coopératives et, dans certains cas, le rapprochement avec des organisations de gauche (CFDT, PSU puis PS), n'a pas eu ici l'influence qu'elle a eu dans d'autres départements de l'Ouest. Même si l'agriculture a été, après la guerre, un terrain d'affrontement entre gros et petits propriétaires²²⁰, entre dirigeants et élus fidèles au gaullisme et ceux favorables à la démocratie chrétienne, jamais les partis de gauche (PSU, PS, PCF) n'ont réussi à développer leurs propres réseaux d'influence dans le monde agricole. Il faut attendre les années 80 pour voir la Confédération paysanne, au sein de laquelle on trouve quelques militants socialistes, connaître un succès électoral et militant inattendu lié pour partie à la crise de surproduction laitière et à la modification des conditions légales d'accès à la représentation professionnelle²²¹. Jusqu'à cette date, tout s'est

²¹⁹. C. Canevet, *La coopération agricole en Bretagne*, Saint-Brieuc, Presses universitaires de Bretagne, 1971. J. Sainclivier souligne pour sa part l'hostilité de la FDSEA d'Ille-et-Vilaine à la grève du lait de 1972 déclenchée par les fédérations du Morbihan, du Finistère et de Loire-Atlantique pour protester contre l'entente des coopératives et des entreprises privées visant à baisser le prix du lait. Jusqu'au début des années 80, cette ligne libérale a prévalu au sein du monde agricole départemental in *La Bretagne de 1939 à nos jours*, *op. cit.*, p. 312sq.

²²⁰. Dès les années vingt cependant, une poignée d'abbés démocrates, au premier rang desquels l'abbé Mancel, fondateur du syndicat des cultivateurs-cultivants, s'opposent à l'emprise des gros propriétaires fonciers sur la représentation des intérêts agricoles. En réaction, ces derniers, appuyés par l'évêché, soutiennent le mouvement dit des "chemises vertes" d'Henri Dorgères d'Halluin (l'Union régionale des syndicats de l'Ouest) qui dénonce les lois sociales de 1928 sans remettre en cause la structure foncière. Sur ce point, cf. P. Barral, "Les syndicats bretons des cultivateurs-cultivants", *Le Mouvement social*, 67, 1969, pp. 147-161 et P. Ory, "Le dorgérisme : institution et discours d'une colère paysanne (1929-1939)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, XXII, 2, 1975, pp. 168-190. Le dorgérisme s'implante durablement en Ille-et-Vilaine, notamment dans la région la plus pauvre, le pays de Redon. Dorgères, allié à Poujade, sera d'ailleurs élu de nouveau député du département en 1956.

²²¹. Aux élections à la Chambre d'agriculture de 1983, la Confédération nationale des travailleurs paysans obtient 16,1% des suffrages ; en 1989, la Confédération paysanne

passé comme si l'accès aux ressources ministérielles, via Michel Cointat, maire gaulliste de Fougères et ministre de l'Agriculture de 1971 à 1972 puis Pierre Méhaignerie, ingénieur agronome devenu ministre de l'Agriculture de 1977 à 1981 mais aussi président du conseil général²²², avait garanti au RPR et au CDS le contrôle des réseaux d'élus ruraux et de représentants agricoles.

La spécificité du mode d'industrialisation départemental faisant appel à un personnel ouvrier issu et resté attaché au monde rural n'a fait que renforcer cette tendance conservatrice, même s'il a favorisé, comme on le verra plus loin, le développement de la CFDT. L'exemple des deux usines Citroën installées à Rennes au début des années 60, représentant près de 50% des emplois industriels du pays de Rennes, est à cet égard emblématique de la forme de recrutement ouvrier qu'on trouve également à Redon, Vitré et, dans une moindre mesure, à Fougères. Il donne la mesure de l'absence de culture industrielle et syndicale des ouvriers et de ses conséquences. En 1975, sur les 9600 employés de l'usine de Chartres-de-Bretagne, seul un tiers des ouvriers proviennent de l'agglomération rennaise, tandis que la moitié résident dans 407 communes disséminées sur quatre départements²²³. Cette situation isole les ouvriers les uns des autres et contribue à maintenir les liens avec le monde agricole, même si seule une minorité continue d'exercer une double activité ; ajouté au faible niveau de qualification et à la répression syndicale exercée par la direction, cet isolement a facilité la domination écrasante de la CSL aux élections professionnelles²²⁴ et l'absence de grève et de conflits sociaux. La permanence des liens familiaux entre le monde

atteint 33,6%. La politique des quotas laitiers ajoutée à l'effondrement des cours du porc ont sérieusement ébranlé la domination de la FDSEA.

²²². P. Méhaignerie bénéficie en outre d'excellentes relations avec l'archevêché et d'une image chrétienne consolidée par un frère prêtre, une sœur religieuse et un oncle curé d'une des paroisses de sa circonscription. D. Lechien, *Une illustration du métier politique : Pierre Méhaignerie*, DEA d'études politiques, Rennes I, 1990.

²²³. J.-P. Larivière, "La zone de recrutement de main-d'œuvre de l'usine Citroën de Chartres-de-Bretagne", *Norois*, XVIII, 111, 1981, pp. 389-394. Le cas de Citroën diffère de ce point de vue des autres grandes usines installées en Bretagne dans les années 60, à l'instar du Joint Français à Saint-Brieuc, où seulement un quart du personnel réside à la même époque à plus de dix kilomètres de l'usine. Capdevielle et al., *La grève du Joint français. Les incidences politiques d'un conflit social*, Presses de la FNSP, 1975, p. 20.

²²⁴. La CSL est même jusqu'en 1981 l'unique syndicat présent dans l'entreprise.

agricole et le monde ouvrier se retrouve aussi bien à Redon, où la création de plus de 6000 emplois industriels salariés à partir des années 50 n'a pratiquement pas entraîné de croissance démographique²²⁵, que dans le vieil arrondissement de tradition ouvrière de Fougères où, entre 1968 et 1975, la population des communes rurales n'a chuté que de 2% alors que le nombre d'actifs agricoles diminuait de 30%²²⁶. La plupart des "néo-ouvriers" du département continuent donc de vivre dans des bourgs ruraux où leurs épouses exploitent souvent une ferme ou un lopin, alors même que disparaît progressivement la vieille classe ouvrière locale employée dans l'industrie de la chaussure à Fougères, ou à l'arsenal et aux chantiers de réparation ferroviaire à Rennes.

L'essaimage de cette population ouvrière encore fortement marquée par ses origines paysannes et catholiques n'a pas manqué d'avoir d'importants effets sur le plan politique, comme le montrent les résultats électoraux. Dans les circonscriptions de Redon, Fougères et Vitré, la gauche, tous partis confondus, n'a jamais atteint 40% des suffrages depuis les débuts de la Ve République ; en 1981, année ô combien favorable pour elle, elle plafonne à 38,7% dans celle de Fougères et n'atteint que 24,4% dans celle de Vitré. Tout se passe comme si, dans les bourgs et les villages, la stabilisation de la population rurale avait favorisé le maintien de la prépondérance des agriculteurs ou de la petite-bourgeoisie rurale dans la vie sociale et politique, assurant ainsi la permanence de l'hégémonie des notables conservateurs et démocrates-chrétiens. De même, dans les villes telles que Fougères, Redon, et Vitré la conservation par les ouvriers de fortes attaches avec le monde rural a garanti la prépondérance du conservatisme politique et freiné la formation de réseaux laïques autour de l'école publique, de syndicats détachés d'une collaboration continue avec le patronat ou encore d'associations échappant à l'emprise de l'Église. Il faudra ainsi une longue période

²²⁵. P. Larbarthe-Tolra (dir.), *Le Pays de Redon*, L'Harmattan, 1985.

²²⁶. H. Cornielle, *Tradition religieuse et comportements politiques dans la circonscription de Fougères*, Mémoire de DEA d'études politiques, Rennes I, 1979, p. 42.

de déclin économique, amorcée dès la fin des années 60, pour que Fougères et Redon, se dotent, en 1983, d'équipes municipales à majorité socialiste — en partie issues de la CFDT locale —, à un moment où la conquête de la municipalité et des cantons et circonscriptions de l'arrondissement de Rennes ont déjà figé les rapports de forces au sein de la fédération socialiste.

Cette relative permanence d'une société encore fortement marquée par la ruralité et la "catholicité" contraste en effet avec l'évolution du bassin de Rennes, dont la ville en elle-même regroupe près de 80% des habitants. Les années 60-70 ont vu celle-ci s'affirmer plus que jamais comme capitale tertiaire de la Bretagne. Le déclin de la classe ouvrière traditionnelle est ici compensé par le développement de l'université (9950 étudiants en 1958, 19000 en 1965, 40000 en 1989) et des services publics, à l'origine d'une des croissances urbaines les plus fortes du pays : de 1962 à 1982, la population de la ville augmente de 31,6% (soit près de 50 000 habitants supplémentaires), celle de l'agglomération de 47,8%²²⁷. Rennes devient l'une des villes les plus tertiairisées de France : avec déjà 68% des emplois dans ce secteur en 1968, ce chiffre atteint 83% en 1982 ; à eux seuls, les emplois administratifs représentent 30% des emplois totaux contre 15% au niveau national²²⁸. Ville tertiaire et universitaire, se développant plus fortement qu'elle ne s'industrialise, Rennes contraste par bien des aspects avec le reste du département. L'évolution récente de la ville renforce en fait des traits plus anciens. Ainsi, si le catholicisme n'est pas sans grande influence, les réseaux laïques, les syndicats d'enseignants et de fonctionnaires, la CGT et le parti communiste ont ici réussi depuis le début du siècle à proposer un

²²⁷. Rennes compte 151 989 habitants en 1962, 177 498 en 1968, 195 785 en 1975, 200 042 en 1982. Par comparaison, dans le même temps, Nantes perd 2% de sa population.

²²⁸. Au total la zone d'emploi de Rennes concentre 72% des emplois publics du département, soit 49 550 salariés en 1981 sur un total de 162 221 actifs, dont 25 218 fonctionnaires de l'Etat (10 032 dans l'Éducation nationale et les universités et 6200 au PTT), 9400 fonctionnaires territoriaux et 16 428 agents des services publics (hôpitaux, sécurité sociale, SNCF, EDF, CCI...). Cf. INSEE, "L'espace breton", *Dossier Octant*, 21, 1990. Sur les conséquences politiques et sociales de cette transformation urbaine, on pourra se reporter notamment à P. Le Galès, *Politique urbaine et développement local*, L'Harmattan, 1993.

modèle “alternatif” en diffusant des représentations qui ont constitué un terrain favorable pour une implantation du socialisme, en concurrence avec le radicalisme. Cela explique que, contrairement à certaines idées reçues, la gauche a toujours disposé à Rennes d’une audience forte dans les milieux populaire et intellectuel. Le quartier cheminot et celui de l’arsenal ont constitué les fiefs de la SFIO avant 1945, puis du PCF et du PSU par la suite. Le lycée, l’Université et les administrations ont fourni quant à eux aux partis de gauche des réseaux électoraux et militants suffisamment denses pour qu’une alliance républicaine, radicale et socialiste parvienne à gérer la ville entre les deux guerres. Ainsi, jusqu’en 1935, 39% des conseillers municipaux appartenaient à la SFIO, qui a participé sans discontinuer à la gestion municipale depuis 1908 dans le cadre d’une alliance avec les radicaux et républicains de gauche. Un socialiste, professeur à la faculté des lettres, Carle Bahon, occupe même, de 1925 et 1929, le poste de maire.

Le développement, à la Libération, du MRP et du PCF entraîne des reclassements importants : les radicaux se rapprochent des gaullistes et des indépendants, tandis que socialistes et démocrates-chrétiens sont condamnés à s’entendre s’ils veulent faire aboutir leur programme social ; c’est cette alliance qui permet au MRP — où l’influence de dirigeants issus de la CFTC est grande²²⁹ — et à la SFIO de s’emparer de la mairie contre une équipe soutenue par la bourgeoisie économique locale. La mise en place du scrutin majoritaire en 1959 rompt cette alliance ; la vague gaulliste conduit le maire démocrate-chrétien Henri Fréville à se rapprocher de la droite locale et de la Chambre de commerce avec laquelle il prépare la venue de Citroën. Le succès durable du MRP repose d’une part sur une vaste alliance qui regroupe jusqu’en 1971 des représentants de la bourgeoisie économique, les milieux influencés par l’Église, des syndicalistes CFDT mais aussi Force ouvrière — rescapés de l’alliance avec la SFIO des années 50 —,

²²⁹. G. Guilleux, *La fédération MRP d’Ille-et-Vilaine (1944-1958)*, Mémoire de maîtrise d’histoire, Rennes II, 1973.

d'autre part, sur le vote des femmes, l'arrivée d'une population d'origine rurale et le déclin relatif des industries traditionnelles. L'urbanisation et la tertiarisation vont modifier les contours du milieu socialiste à travers l'émergence de porte-parole formés dans les mobilisations liées à l'aménagement des quartiers et au logement, mais sans totalement faire disparaître son noyau laïque. C'est précisément à partir de celui-ci, comme on le verra plus loin, que va se recomposer le nouveau parti socialiste à la fin des années 60.

Par contraste, on saisit pourquoi la région de Saint-Malo, l'autre pôle urbain du département échappant à l'emprise cléricale, apparaît dénuée de réseaux aussi favorables au socialisme et au communisme. L'absence historique d'une activité industrielle unique et concentrée (la pêche n'a généré ici aucune importante activité annexe ; la réparation navale, compte tenu de la morphologie du port, de la concurrence de Cherbourg, Brest et Lorient, et de l'absence d'investissement de l'État, est toujours restée à un niveau modeste), et donc de prolétariat industriel, en dehors de quelques dockers, cheminots et ouvriers de la réparation navale, n'a jamais été compensée par l'existence d'un milieu marin syndicalement et politiquement structuré. L'éloignement et l'isolement des marins morutiers, souvent absents pendant de longs mois d'une part, la prépondérance de la pêche artisanale d'autre part, n'ont guère favorisé la pénétration des organisations syndicales, d'autant plus que les épouses restaient pour la plupart attachées à la terre et ne travaillaient pas en usine. Le déclin de la pêche et les mutations de l'après-guerre n'ont fait ici que renforcer les propriétés du milieu ouvrier local. La nécessité de reconstruire la ville détruite par les bombardements, puis le boom du tourisme expliquent que le gonflement des effectifs ouvriers tient pour une bonne part à des paysans déracinés venus travailler dans des entreprises du bâtiment de petite taille peu propices à la mobilisation politique et syndicale²³⁰. Si Saint-Malo est aujourd'hui

²³⁰. Si le phénomène s'est légèrement atténué aujourd'hui, la structure socio-économique de l'arrondissement en porte encore la trace, avec 11,4% de la population active employée dans le bâtiment (13,3% en 1962), soit presque autant que dans l'industrie (13,5%). De

une ville dominée par le secteur tertiaire, autour de deux pôles bien distincts : le secteur public d'une part (18,6% des emplois), les activités commerciales d'autre part (13,1% de la population active de l'arrondissement), dont une bonne partie est désormais liée au tourisme ; le socialisme n'a pas réussi à pénétrer dans le milieu populaire et dans la petite-bourgeoisie de vieille souche, laquelle a maintenu son emprise sur la vie politique locale, malgré une parenthèse socialiste liée à une élection triangulaire entre 1977 et 1983.

L'Ille-et-Vilaine apparaît donc comme un territoire politiquement et socialement très morcelé. Certes le Pas-de-Calais et le Var englobent également des unités sociales territorialisées qui se distinguent fortement les unes des autres et parfois, on l'a vu, s'opposent. Mais ces départements ont vu s'affirmer un modèle dominant du milieu socialiste qui a servi — et dans l'un sert encore — de référence commune, et qui, surtout, a fourni à la fédération ses dirigeants et sa légitimité. Or si l'empreinte du catholicisme donne à l'Ille-et-Vilaine une relative unité, c'est au profit de la droite. Le milieu socialiste y est au contraire éclaté et constitué de réseaux qui, en bien des cas, s'opposent. Faible partout, sauf à Rennes, il est modelé dans les autres villes par des formes différentes de rapports sociaux. Il s'agit maintenant d'en apprécier les conséquences précises sur les réseaux d'où vont émerger les militants qui vont “refonder” le PS à compter de la fin des années 60 et notamment ceux formant le milieu dit des “catholiques de gauche”.

Le milieu socialiste : des réseaux hétérogènes

Cette diversité et notamment la fragmentation sociale, politique et géographique de ce milieu qui va favoriser la domination des militants de la mouvance laïque sur la fédération et les postes électifs les plus importants, tout en empêchant que se

manière générale, Saint-Malo est une ville de petites et moyennes entreprises souvent à la limite de l'artisanat, comptant 666 entreprises artisanales ou industrielles mais une seule entreprise de plus de 500 salariés.

construise une identité fédérale homogène. Contrairement à une idée pré-conçue, ce ne sont pas en effet pour l'essentiel des individus issus de groupes identifiés comme chrétiens qui ont refondé la fédération au début des années 70. Cette entreprise s'est faite à partir des réseaux affaiblis de la SFIO, mais surtout avec la participation de militants issus des réseaux laïques et d'experts notabilisés investis dans les organismes de développement socio-économique. C'est ce paradoxe qu'il faut maintenant comprendre en s'attachant particulièrement à l'examen du rôle des dirigeants et des militants les plus engagés dans l'entretien et la consolidation des réseaux partisans.

Notons que si cette dernière démarche est pertinente partout, elle l'est ici particulièrement. La faiblesse institutionnelle du socialisme et plus largement des organisations de gauche est telle à la fin des années 50, que la formation des réseaux d'où émergent et sur lesquels s'appuient les agents conquérant, au cours de la seconde moitié des années 70, au nom du nouveau parti socialiste, mairies, cantons et circonscriptions, repose sur un nombre spécialement restreint de personnes. La remarque de Sombart selon laquelle "à la phase du capitalisme naissant, c'est l'entrepreneur qui fait le capitalisme, tandis que dans la phase la plus avancée, c'est le capitalisme qui fait l'entrepreneur"²³¹ semble dès lors particulièrement transposable, à certaines réserves près, à l'examen de la genèse du PS en Ille-et-Vilaine. De fait, dans ce département où les formes d'activité les plus répandues et les plus prégnantes sont comme façonnées par la tradition catholique, les "élites" militantes qui animent des organisations telles que la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), l'Action catholique ouvrière (ACO), la CFTC/DT, ou les associations familiales, jouent un rôle essentiel dans la lente intégration au milieu socialiste de la masse des adhérents. De même, la SFIO ne doit la survie partielle de ses réseaux qu'à l'activisme d'une poignée de jeunes militants qui, de façon paradoxale, l'investissent au milieu des années 60 et

²³¹. W. Sombart, *Le bourgeois*, Payot, 1926, p. 235, cité par M. Offerlé, *Les partis politiques*, op. cit., p. 27.

parviennent à entraver l'ascension de concurrents notabilisés alors dotés de ressources supérieures aux leurs. Enfin les animateurs du petit PSU jouent un rôle considérable dans l'animation du courant rocardien. Bien plus que dans le Pas-de-Calais et le Var, le PS apparaît donc en Ille-et-Vilaine comme le produit de l'agrégation concurrentielle de réseaux et de groupes diversifiés en bonne partie extérieurs au milieu socialiste traditionnel. La reconstitution de leur genèse constitue dès lors une étape indispensable pour en comprendre ensuite les effets sur les pratiques et sur l'organisation de la fédération, notamment ses clivages internes.

Faiblesse et déclin du parti socialiste en Ille-et-Vilaine (1919-1965)

Comprendre le rôle stratégique d'une poignée d'acteurs dans la "refondation" du PS à la fin des années 60 exige d'abord de prendre la mesure de l'extrême étroitesse du milieu socialiste d'alors. Celle-ci n'est pas un trait structurel. Si, compte tenu de la prégnance du catholicisme conservateur dans le monde rural, l'implantation du socialisme en Ille-et-Vilaine a toujours été essentiellement urbaine et liée à la présence de réseaux syndicaux eux-mêmes dépendants de l'existence d'une activité industrielle²³², elle n'en a pas moins permis le développement, dans l'entre-deux-guerres, d'une structure partisane relativement active et influente notamment en milieu ouvrier et tout particulièrement à Rennes et Fougères. Mais tandis que la SFIO rennaise fait cohabiter des responsables syndicaux de l'arsenal, des chemins de fer et du bâtiment²³³ — les trois plus grosses sections de la CGT — avec des intellectuels prestigieux, enseignants à l'université, tels que Victor Basch, Henri Sée, Jacques Cavalier ou Armand Rébillon,

²³². Jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale les "foyers" socialistes sont concentrés à Rennes, Fougères et dans quelques villes granitères au nord du département (St-Marc-le-Blanc, Antrain, Pleine-Fougères).

²³³. Ainsi en 1919, la liste socialiste pour les élections législatives est composée d'un employé ancien ouvrier-menuisier, de quatre ouvriers, tous ajusteurs, du secrétaire de la bourse du travail et d'un directeur de coopérative ; aucun d'entre eux ne rejoint la SFIC en 1921. H. Rouger, "Fédération d'Ille-et-Vilaine", in *La France socialiste. (Les Fédérations, 2e partie)*, tome III, Aristide Quillet, 1921, pp. 202-207.

fondateurs de la première section provinciale de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) au moment du procès Dreyfus, sur des bases résolument anti-cléricales, la situation de la SFIO à Fougères, ville essentiellement ouvrière mais fortement marquée par le catholicisme, est quelque peu différente. L'hostilité des syndicalistes à s'engager dans le combat politique y est forte. L'anticléricalisme de la SFIO et la peur de faire voler en éclat l'unité du syndicat en se positionnant sur ce terrain, justifient en partie cette attitude qui se durcit dans les années 20 pour des raisons nationales (réactivation de la querelle religieuse par le cartel des gauches) et surtout locales. En effet, grâce à l'action menée par l'abbé Bridel, abbé démocrate très populaire, créateur de plusieurs coopératives de production — dont une cristallerie fonctionnant jusqu'aux années 60 —, la CFTC s'y développe, contraignant la CGT à édulcorer ses prises de position anti-religieuses afin d'éviter de voir fondre ses troupes²³⁴.

L'implantation très parcellaire de la SFIC et de la CGTU et le positionnement très à gauche de la SFIO a permis à celle-ci de conserver son ancrage ouvrier et syndical et le contrôle de la CGT réunifiée²³⁵ jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale, grâce notamment au poids des syndicats du bâtiment, de la chaussure et du livre. Les liens avec le syndicalisme éclairent en partie l'attitude

²³⁴. Sans doute faut-il voir dans cette influence de la religion — et non de la seule "tradition anarcho-syndicale" —, les raisons de l'absence d'implantation de la CGTU et de la SFIC à Fougères, à l'image du reste du département. Grâce à cette stratégie la CGT reste le premier syndicat de Fougères avec 2500 adhérents sur 6700 ouvriers devant la CFTC (200) et la CGTU (60) au moment de la grande grève de 1932. J. Sainclivier, *Permanences et ruptures en Ille-et-Vilaine (1918-1958) : Aspects politiques et sociaux*, Thèse de doctorat d'État, Rennes II, vol. 1, p. 320. Le PC et la CGTU ne se développent en Ille-et-Vilaine que dans des secteurs très spécifiques, notamment à la gare de Rennes, où les unitaires dépasse les confédérés par le nombre de ses adhérents en 1927 (442 adhérents contre 328). Sur le plan électoral, jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale, le PC ne dépasse jamais la barre des 3,5% des suffrages exprimés, la SFIO profitant seule de l'élan syndical et politique provoqué par le Front populaire ; elle atteint 15% des voix contre en moyenne 11% au cours des quinze années précédentes, résultat déjà non négligeable si l'on considère qu'il est acquis dans seulement 5 circonscriptions sur 8.

²³⁵. En 1932, d'après J. Sainclivier, on comptait au moins au sein de la CGT non réunifiée 5 membres appartenant à la SFIO sur les 16 dirigeants de l'union départementale de la CGT. D'autres, tel que le secrétaire de l'union locale de Saint-Malo, sans appartenir formellement au parti, étaient élus aux élections municipales sous l'étiquette "socialiste". J. Sainclivier, *Permanences et ruptures en Ille-et-Vilaine (1918-1958)*, op. cit., vol. 1, p. 308.

très hostile des socialistes à l'égard des radicaux, un peu atténuée à Rennes en raison de la présence d'intellectuels républicains et franc-maçons et des collusions existant entre les syndicalistes enseignants radicaux et socialistes. Ainsi, dès 1924, les socialistes locaux refusent le cartel des gauches ; en 1936, l'union municipale avec les radicaux s'avère intenable. Ces prises de position aboutissent au cours des années 30 à la rupture des alliances municipales avec les radicaux et les républicains à Rennes, Saint-Malo, Fougères et Redon. Le retrait des socialistes de la gestion municipale ne leur est guère profitable . À la faveur de la Résistance, le PC, conduit un temps par Charles Tillon, futur chef des FTP, triple en effet son audience électorale et militante. Le parti de Maurice Thorez bénéficie non seulement de son aura résistante, mais de l'arrivée d'une nouvelle génération de responsables syndicaux qui se substitue à la génération socialiste vieillissante ou décédée pendant la guerre²³⁶.

Le prestige du PC est d'autant plus grand que ses dirigeants adaptent désormais leur discours et leur image aux caractéristiques de la société locale : la politique de la “main tendue” aux chrétiens est ici mise pleinement en application ; ainsi c'est un professeur de droit de Rennes, Henri Denis, connu surtout comme neveu de l'abbé Bridel et comme secrétaire de la JEC, qui fonde en 1946 avec André Mandouze, l'Union des chrétiens progressistes (UCP), laquelle permet au PCF d'attirer localement des personnalités influentes, au premier rang desquels Emmanuel d'Astier de la Vigerie, officier et grand résistant, qui sera la tête de liste du parti à toutes les élections législatives de la IV^e République. Le témoignage d'André Marivin, ancien secrétaire de l'union départementale de la CFDT, donne une idée du pouvoir de séduction qu'exerce alors le PCF sur des militants chrétiens en

²³⁶ La plupart des dirigeants de la CGT étaient à l'époque âgés de plus de soixante ans : à Saint-Malo, par exemple, Jean-Marie Batas secrétaire de l'union locale de 1909 à 1944, décède cette année-là à l'âge de 72 ans ; à Rennes, Honoré Commeurec, responsable du syndicat du livre, meurt en déportation à l'âge de 67 ans ; Ernest Chéreau, secrétaire de l'union départementale de 1911 à 1940 a quant à lui 76 ans à la Libération. Cf. les notices rédigées par C. Geslin, historien du syndicalisme breton, dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier (1919-1939)*, *op. cit.*

rupture de ban avec le MRP et, inversement, de leur répulsion pour la SFIO : “En définitive, malgré la faible implantation du PCF, moi, jeune militant, le PCF me semblait beaucoup plus actif que la SFIO. La représentation que j'en avais à 17-18 ans, c'était des vieux à cheveux blancs. Pour des militants comme moi, très engagé sur le plan syndical et aussi au niveau de la réflexion politique, on ne voulait plus du MRP et il y avait une certaine tentation de se tourner vers le PCF qui était représenté en Ille-et-Vilaine par d'Astier de la Vigerie et Henri Denis, le directeur de *Ouest-Matin* qui était le journal des progressistes. Il ne nous venait pas à l'idée de chercher du côté de la SFIO, d'autant que les éléments qui existaient étaient très anti-cléricaux : on trouvait en définitive plus d'ouverture du côté du PCF”²³⁷.

Le renouveau du PCF provoque de vives tensions au sein de la fédération socialiste qui adopte au cours de son congrès d'août 1945 une motion favorable à l'unité organique avec le PCF par 45 voix contre 36, sous la pression des jeunes résistants emmenés par Charles-Louis Foulon, alors professeur au lycée de Rennes, ancien animateur de la Bataille socialiste et secrétaire du Comité départemental de libération. Bien que l'influence de la SFIO à la Libération ne soit pas négligeable en termes d'adhérents (entre 2000 et 2500 jusqu'en 1948 contre 3500 adhérents au PC) et d'électeurs (elle devance, de peu il est vrai, le PC), le prestige des dirigeants locaux du PC et son emprise croissante sur le mouvement syndical poussent une partie des dirigeants socialistes à le rejoindre, fût-ce indirectement par le biais de l'UCP. Cette évolution aboutit au repli de la SFIO sur son noyau enseignant et laïque, encore que le SNI lui-même passe progressivement, et ce jusqu'à aujourd'hui, sous le contrôle de militants communistes. Les principaux animateurs de la SFIO de l'après-guerre sont donc pour l'essentiel des enseignants ou des fonctionnaires engagés à Force ouvrière, à l'exception de la région de Fougères où les socialistes parviennent à maintenir leur ancrage ouvrier grâce à leur emprise sur la CGT : l'imbrication entre la CGT puis la CGT-

²³⁷. Entretien avec André Marivin, 18 octobre 1990.

FO et la SFIO y apparaît désormais totale²³⁸. Leur faiblesse numérique autorise à citer les principaux dirigeants, d'autant que leurs propriétés sociales traduisent clairement les contours des réseaux socialistes de l'époque. Il s'agit d'Alexis Le Strat, instituteur, fils d'un journalier de Ploërmel, sorti major de l'École normale de Rennes en 1914, secrétaire départemental du SNI de 1934 à 1939, désigné secrétaire fédéral en 1947, adjoint au maire de Rennes de 1953 à 1959, président de l'Office HLM de la ville, éphémère député de 1956 à 1958 ; de Marcel Biétry, professeur à l'école d'agriculture, lui même ancien normalien, fils d'un couple d'instituteurs de Belfort, arrivé à Rennes à la Libération, également adjoint au maire de Rennes de 1953 à 1959 ; de Charles Lecomte, professeur au lycée Émile Zola, tout comme Francis Fortin, trésorier de la section de Rennes et de la fédération ; enfin de André Cahn, ingénieur à EDF, responsable de l'union départementale Force ouvrière.

La SFIO est alors plus que jamais repliée sur ses zones d'implantation traditionnelles : Rennes, Fougères et les bourgs républicains du nord du département où subsistent quelques conseillers municipaux de plus en plus déconnectés du parti. Les socialistes se trouvent comme pris entre le marteau du parti communiste — de fait certains socialistes deviennent des compagnons de route à l'instar de Charles-Louis Foulon, président de la section locale de la LDH, qui quitte la SFIO en 1948 —, et l'enclume du MRP auquel la plupart s'associe en 1953 pour conquérir la mairie de Rennes, gérée jusque-là par la droite gaulliste et indépendante. La modification du mode de scrutin en 1959 entraîne la rupture officielle de cette alliance ; elle s'accompagne toutefois de nombreuses dissidences, puisqu'en 1965, trois socialistes, par ailleurs responsables de FO, choisissent

²³⁸. En 1923, Joseph Fournier, secrétaire permanent du syndicat de la chaussure et de l'union locale de Fougères, un temps secrétaire de la fédération CGT des cuirs et peaux (1934-1939), devient secrétaire de la section SFIO. Beaucoup plus engagé politiquement que ses prédécesseurs et ses camarades, il privilégiera petit à petit l'action politique sur l'action syndicale ; après la guerre, il est systématiquement le candidat de la SFIO à toutes les élections législatives jusqu'en 1973. Ce phénomène s'accompagne d'un repli du syndicat sur des positions laïques et anti-cléricales qui s'accompagne d'une perte progressive de son influence.

de participer à la liste municipale d'Henri Fréville. Après ces dissensions, le milieu socialiste se trouve plus que jamais réduit aux réseaux enseignants rennais et aux réseaux syndicaux de la fonction publique²³⁹ ; les liens avec le monde universitaire aussi bien qu'avec le monde syndical ouvrier — où la CFTC/CFDT est devenue la seule concurrente de la CGT — sont rompus.

De façon étonnante, c'est en s'appuyant sur ces réseaux vieillissants et déliquescents qu'Edmond Hervé et les plus jeunes membres de cette équipe parviendront à prendre le contrôle du nouveau parti socialiste. Une des raisons tient à la lenteur avec laquelle des militants provenant du PSU, d'origine laïque ou chrétienne, et/ou de la CFDT, pourtant très nombreux et actifs durant les années 50-60, vont rejoindre le PS.

La difficile agrégation des “cathos de gauche” au milieu socialiste

La question posée ici peut se résumer simplement : pourquoi les militants issus du mouvement associatif chrétien, notamment de la JOC, de la JEC et de la CFTC/DT²⁴⁰, qui se caractérisent par un très fort activisme social et politique et par un engagement précoce en faveur du socialisme, n'ont-ils pas constitué le noyau autour duquel s'est agrégé le nouveau parti socialiste ? La réponse exige d'abord de relativiser leur importance numérique. Il faut ici distinguer soigneusement un petit groupe de dirigeants syndicaux et associatifs particulièrement politisés, notamment à travers leur engagement contre la guerre d'Algérie et contre la Ve République et la majorité des militants longtemps réticents à s'engager dans des organisations politiques de gauche.

²³⁹. Dès 1956, la fédération ne compte plus que 600 adhérents dont 300 à Rennes. En 1963, elle se réduit à 254 adhérents dont 152 à Rennes, avec 12 sections dans le département. Entretien avec Francis Fortin, 19 octobre 1990.

²⁴⁰. La CFTC d'Ille-et-Vilaine connaît au cours des années 50 une très forte croissance de ses adhérents (4928 en 1952, 9730 en 1962, 10567 en 1964) correspondant à une augmentation de sa pénétration dans le secteur de l'industrie et celui du bâtiment. Dans le même temps, à partir de 1950, elle devance systématiquement la CGT aux élections sociales : en 1962, à la veille de sa transformation, la CFTC obtient 38,3% des suffrages aux élections à la Sécurité sociale, la CGT, 33,2% et FO, 11%. A. Dorso, *Les facteurs d'une évolution syndicale : Histoire de la CFTC/CFDT des origines à 1964 en Ille-et-Vilaine*, Mémoire de diplôme des Hautes études en pratiques sociales, Rennes II, 1987.

Les premiers se sont tôt ralliés à l'idée de socialisme démocratique²⁴¹, mais sont longtemps restés sans grande perspective politique, surtout après le retrait politique de Mendès France, comme coincés entre un PSU dominé par des militants laïques et/ou proches du parti communiste, et une FGDS investie par des agents leur apparaissant comme des “notables” insuffisamment préoccupés des problèmes industriels. Les seconds, en raison des complicités pratiques et idéologiques fondées sur des liens familiaux, des amitiés communes, des pratiques de cogestion conformes à l'idéal chrétien du dialogue entre les groupes sociaux, sont restés, dans leur grande majorité, longtemps proches du milieu démocrate-chrétien.

En effet l'évolution sans heurts de la CFTC vers la CFDT et l'orientation mendésiste de ses dirigeants départementaux, si elles sont l'une et l'autre indéniables, ne doivent pas faire ignorer la permanence des attitudes politiques en faveur de la démocratie-chrétienne du plus grand nombre jusqu'à une époque très récente, comme le montre la comparaison des cartes électorales aux élections politiques et sociales²⁴². Les régions où la CFDT obtient ses meilleurs scores aux élections sociales ou prud'hommales sont bien celles qui sont les plus ancrées à droite. Si le changement de sigle s'est fait sans véritable résistance, c'est en vertu de la forte autorité morale des dirigeants et des liens de complicité noués au cours de la Résistance et surtout à la JOC, mais aussi grâce aux dispositions sociales d'ouvriers chrétiens déracinés “habitués à accepter ce qui venait du sommet”²⁴³. La “base” est longtemps restée globalement étrangère sinon réfractaire au nouveau discours socialiste puis autogestionnaire de la CFDT. De la même façon, l'orientation gauchisante des responsables locaux de la CFDT

²⁴¹. Les responsables de la CFTC d'Ille-et-Vilaine sont parmi les plus en pointe dans le processus de rénovation qui aboutit à la déconfectionnalisation de 1964.

²⁴². A. Dorso, *Le vote social : indicateur d'appartenance, indicateur de distance*, Mémoire de DEA d'études politiques, Rennes I, 1990.

²⁴³. Entretien avec Robert Duvivier, secrétaire de l'Union départementale d'Ille-et-Vilaine de 1945 à 1958, le 16 juillet 1991. Sur ce point, cf. L. Berlivet, F. Sawicki, “La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes CFTC de Bretagne de l'après-guerre”, *Politix*, 27, 1994, pp. 111-142.

consécutives aux grèves de l'année 1968, ne peut pas non plus sans risque être assimilée à une évolution en profondeur des conceptions politiques des adhérents. La congruence entre les pratiques gauchistes et la culture paysanne de nombreux ouvriers éclaire sans doute le succès de slogans comme "vivre et travailler au pays", ou la popularité d'actions comme les occupations d'usine ou la séquestration de patrons. En appelant les ouvriers à "prendre en mains ses propres affaires", les militants d'extrême-gauche ont pu apparaître en parfaite adéquation avec l'habitus ouvrier-paysan de nombreux syndiqués, sans pour autant que ces derniers n'investissent nécessairement ces pratiques de sens politique (l'autogestion, le pouvoir ouvrier...). Par ailleurs, la dimension communautaire de ces mobilisations, par opposition à des mobilisations fondées sur un principe de classe, a pu contribuer à expliquer qu'elles n'ont pas forcément toujours produit d'effets politiques durables, comme l'avaient pressenti à l'époque les militants communistes, hostiles à l'encontre d'actions tendant à faire croire que "les patrons locaux sont bons"²⁴⁴. L'évolution des responsables ne saurait donc masquer la passivité ou l'indifférence d'une grande partie des syndiqués à l'égard des prises de position politiques, ainsi que la permanence de leur attachement à une vision relativement conservatrice du monde social²⁴⁵. Si cela n'a pas empêché l'engagement politique des dirigeants, lequel s'opère notamment à travers la publication dès 1956 de *Notes politiques* dénonçant la guerre d'Algérie et prônant la planification démocratique, cette situation les a sans doute contraint à une grande prudence dans leur engagement partisan.

À l'inverse, on ne peut comprendre l'attachement à la démocratie chrétienne de nombreux adhérents, voire de certains dirigeants syndicaux ou associatifs, sans prendre en compte pleinement en considération les particularités du milieu démocrate-

²⁴⁴ Auffray et al., *La grève et la ville*, Bourgois, 1979, p. 152sq.

²⁴⁵ Rappelons en outre qu'en 1974, nationalement, 40% des adhérents de la CFDT déclaraient avoir l'intention de voter pour un candidat de droite au premier tour de l'élection présidentielle. Ils n'étaient plus que 11% en 1981. G. Groux, R. Mouriaux, *La CFDT*, Economica, 1989, p. 81.

chrétien départemental et l'étendue des réseaux qui le constituent, au principe de positionnements politiques difficilement interprétables à l'aune d'une grille droite/gauche. Ainsi, à Fougères, de la fin des années 50 jusqu'au milieu des années 60, l'engagement des responsables de l'union locale CFTC contre la guerre d'Algérie et les institutions de la Ve République ou en faveur de Mendès-France, s'accompagne en même temps d'un investissement total du syndicat dans le sauvetage d'une économie en pleine crise²⁴⁶, témoignant de la complicité existant entre syndicalistes et patrons chrétiens. Formés par les missions de productivité financées par le plan Marshall ou l'OCDE, les dirigeants syndicaux fougèrais sont alors de toutes les initiatives : négociation d'un plan de formation avec la chambre syndicale de la chaussure, création de primes d'intéressement, mise en place d'un centre de formation et d'un comité d'expansion... Dans certaines entreprises dirigées par des patrons animant le MRP local et contrôlant la municipalité, le syndicat négocie même la mise en place d'une véritable cogestion : chez Réhault, fabrique de chaussures qui connaît au cours de la période une croissance extraordinaire (50 salariés à la fin des années 40, plus de 1000 au début des années 70), sont instaurées une prime de participation aux bénéfices, la possibilité pour le syndicat d'accéder à la comptabilité de l'entreprise et surtout la rémunération par l'entreprise d'un permanent syndical à temps complet²⁴⁷.

La croissance très forte que connaît alors la CFTC, qui repose pour l'essentiel sur ce type d'entreprises et sur le rôle moteur des dirigeants²⁴⁸, s'explique dès lors non pas par ses prises de

²⁴⁶. De 1952 à 1955, 20 entreprises de chaussures disparaissent engendrant un taux de chômage record.

²⁴⁷. On s'appuie ici sur les entretiens que nous avons eus en septembre 1990 avec Pierre Legavre et André Marivin, les deux secrétaires successifs de l'union locale de Fougères du début des années 50 au début des années 70.

²⁴⁸. Ainsi à Fougères, selon C. Lodé, "jusqu'en 1959, l'union locale reste assez faiblement structurée, malgré une progression très forte en adhérents. Il n'existe pratiquement pas de section, hormis des embryons de sections incapables de fonctionner sans permanents, même sur des problèmes mineurs. Le secrétaire de l'UL est omniprésent, il assure l'essentiel de l'animation des structures", in *Le syndicalisme comme acteur dans l'entreprise et dans l'espace local. La CFDT à Fougères (1950-1976)*, Mémoire de l'École des hautes études en pratiques sociales, Rennes II, 1988, p. 123.

position politiques en faveur du socialisme ou de la planification démocratiques mais bien par l'obtention d'avantages importants dans un climat de paix sociale, en conformité avec la conception des rapports sociaux diffusée depuis l'entre-deux guerres par l'Église catholique. Cet exemple permet au passage de comprendre pourquoi les pratiques syndicales ont tant tardé à avoir des effets clairement mesurables sur les représentations politiques localement dominantes, et illustre surtout combien cette situation a contribué à maintenir les responsables syndicaux dans une sorte de flou politique qu'atteste la contradiction apparente entre leur collaboration à la gestion locale — certains sont conseillers municipaux — en association avec des représentants du patronat, et leur critique du capitalisme et du régime gaulliste, même si la position ambiguë des représentants locaux de la démocratie-chrétienne, qui ne rallie la droite sur le plan parlementaire qu'en 1974, facilite ces positionnements spécifiques. L'exemple fougereais montre qu'au-delà du rythme de l'histoire des organisations que manifeste les changements de sigles ou de leader, l'évolution concrète des cercles militants exige d'être saisie à la lumière des liens multiples qui se sont tissés entre des personnes et des groupes par-delà les frontières organisationnelles. Ces liens disparaissent et se recomposent souvent avant que ne se formalisent les changements, les rendant en quelque sorte possibles, mais ils peuvent aussi se perpétuer, conférant alors aux histoires politiques locales un *tempo* singulier. En Ille-et-Vilaine, la "rupture" entre militants syndicaux mais aussi associatifs, et responsables locaux de la démocratie chrétienne, des associations paroissiales ou de parents d'élèves de l'enseignement privé a été d'autant plus longue à se concrétiser, qu'au-delà de l'affinité des habitus, les liens de parenté et de camaraderie forgés au patronage, dans les groupes d'action catholique ou dans la Résistance, ont perduré au-delà des divergences politiques. En retour, ces liens ont entretenu la suspicion des militants laïques qui, à l'époque, contrôlent le seul parti pouvant servir de réceptacle aux militants chrétiens qui se sont éloignés du MRP à la faveur des grèves de

1953 et de la guerre d'Algérie : le PSU²⁴⁹. C'est en vertu de cette méfiance à l'encontre de ceux qui continuent de se marier à l'église, d'envoyer leurs enfants à l'école privée et qui collaborent ponctuellement avec le patronat, que les responsables du PSU de l'époque rejettent les demandes d'adhésion des principaux dirigeants de la CFTC de l'époque²⁵⁰.

Les choses évoluent après mai 68 avec l'entrée massive d'étudiants souvent passés par la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) et l'arrivée de jeunes ouvriers, employés ou cadres moyens influencés par l'extrême-gauche. L'adhésion au PSU devient alors possible pour les syndicalistes de la CFDT les plus acquis aux idées de gauche. Le discours autogestionnaire séduit d'autant plus certains d'entre eux, que la grave crise économique qui affecte l'industrie de la chaussure à Fougères et le machinisme agricole à Redon, mettent en cause les formes de cogestion pratiquées dans la période précédente. Une nouvelle génération de militants, à la fois plus formée mais aussi relativement ignorantes des formes classiques de la négociation syndicale, parvient alors à entraîner jusqu'au maoïsme quelques dirigeants syndicaux de la période précédente, séduits par un discours s'apparentant au messianisme. Pour les autres, initiés au sein des écoles normales ouvrières à l'économie keynésienne et inconditionnels de Mendès-France, le pas à franchir est trop grand ; ils renoncent pour la plupart à l'engagement politique. L'horizon politique leur apparaît alors particulièrement fermé, coincés entre un PSU gauchiste, un centre démocrate de plus en plus conservateur, et une FGDS dominée par des laïcs intransigeants. L'influence des militants d'extrême-gauche, qui réactivent le mythe de l'indépendance syndicale, limite

²⁴⁹. En dehors de la région de Redon, où le PSU connaît un développement plus tardif et est investi précisément par un groupe de militants chrétiens issu du scoutisme et du Mouvement de libération populaire (MLP), les anciens de la SFIO conservent la maîtrise de l'appareil du PSU jusqu'à la veille des événements de 1968. Ils bénéficient pour ce faire du soutien de militants cheminots emmenés par Albert Renouf, populaire secrétaire du syndicat CGT de la gare de Rennes qui a quitté le parti communiste au début des années cinquante, ainsi que de la mobilisation du réseau maçonnique derrière le leader local de la LDH, Charles-Louis Foulon, ancien président départemental du CDL.

²⁵⁰. J.-F. Kesler, *De la gauche dissidente au nouveau parti socialiste. Les minorités qui ont rénové le PS*, Toulouse, Privat, 1990, p. 292sq.

en outre fortement les marges de manœuvre des responsables de la CFDT les plus favorables au rapprochement avec le parti socialiste.

Le cheminement des dirigeants syndicaux de la CFTC et de la CFDT correspond au rythme propre des luttes ouvrières. Celui des militants associatifs, issus plus souvent des classes moyennes est autre, mais aboutit à la même méfiance à l'égard du PSU, puis du parti socialiste après sa mutation symbolique de 1971. À Rennes, ce phénomène est particulièrement visible au sein du monde des associations familiales, notamment de l'Association populaire des familles (APF) rebaptisée dans les années 60, CSCV²⁵¹. Les liens d'Henri Fréville avec ce milieu se sont renforcés au cours de son mandat par le biais de sa politique de réhabilitation de l'habitat populaire — pour laquelle il s'est notamment appuyé sur le mouvement Castors — et de son action en matière sociale²⁵². Ainsi, la mise en place dès 1960, en coopération étroite avec la caisse d'allocations familiales, d'un important Office social et culturel chargé de gérer les équipements sociaux des HLM, ajouté à la création de centres sociaux dans les nouveaux quartiers a permis d'associer de nombreux militants à la gestion des équipements publics. En 1968, la gestion de l'OSC devient même paritaire, les représentants des associations participant à l'attribution des subventions municipales. À certains égards, la municipalité expérimente des formes de concertation (commissions extra-municipales, aides aux associations...) que

²⁵¹. Devenue en 1972, Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV). Sur l'histoire et l'évolution de ce mouvement cf. H. Hatzfeld, *Les relations entre le Parti socialiste, la CFDT et le mouvement social de 1971 à 1981*, Thèse de doctorat de science politique, IEP de Paris, 1987, p. 380 *sq.*, ainsi que M. Chauvière, B. Duriez, "Couches intermédiaires et syndicalisme extra-professionnel", *Sociologie du travail*, 2, 1985, pp. 165-175.

²⁵². Sur les spécificités de la politique foncière de la municipalité Fréville, on pourra se reporter à Huet et *al.*, *Urbanisation capitaliste et pouvoir local. Le cas de Rennes*, J.-P. Delarge éd., 1977, p. 144 *sq.* Ajoutons que la complicité existant entre H. Fréville et de nombreux militants chrétiens reposait pour beaucoup sur une affinité éthique implicite découlant de dispositions sociales analogues comme en témoigne ce responsable syndical de la CFDT : "Fréville, je l'ai connu, c'était quelqu'un d'une pureté exceptionnelle... Ça n'a rien à voir avec les hommes politiques de maintenant. Il était malheureux en politique, il était malheureux quand il avait des problèmes avec quelqu'un... Il avait des relations très humaines avec les gens, très droites", cité par L. Berlivet, *Transformations et permanences de la CFTC-CFDT en Bretagne. Deux générations de syndicalistes*, Mémoire de DEA d'études politiques, Rennes I, 1991, p. 97.

généraliseront les équipes socialistes à partir de 1977 sur le modèle grenoblois. Certes, ces structures de concertation deviennent progressivement le lieu de nombreux conflits sur les orientations de la politique municipale en matière d'urbanisme, à mesure que se développent de nouvelles associations de résidents animées par des militants proches du PSU ou de l'extrême-gauche. Ainsi de nombreux responsables et permanents de l'OSC s'affichent de plus en plus à gauche, et les actions de l'association populaire des famille (APF) proche de la municipalité sont de plus en plus dénoncées au motif qu'elles restent cantonnées à la sphère économique (achats groupés de produits alimentaires ou d'entretien, prêts de machines à tricoter...) ²⁵³.

Nonobstant, la force de ces liens est encore réelle au début des années 70, au point que le groupement d'action municipale (GAM) de Rennes, animé localement pour l'essentiel par des membres de La Vie nouvelle, dont les engagements politiques vont du PSU à la démocratie-chrétienne, se refuse de choisir entre la liste Fréville et la liste "Rennes socialiste" menée par des militants du PSU, du PS et du PC lors des élections municipales de 1971 : la participation à la Vie nouvelle et aux activités du GAM de membres de la municipalité Fréville, dont le premier adjoint, illustre parfaitement l'ambivalence de ces militants ²⁵⁴. Si la permanence de ces liens s'explique sans doute aussi pour certains par la méfiance à l'égard d'un PSU de plus en plus ouvertement gauchiste et un PS prônant l'union avec le PC, la lenteur de cette rupture avec la démocratie-chrétienne ne prend sens, là encore, que par rapport à sa spécificité locale et aux réseaux d'intérêt et d'amitié qui se sont tissés au cours du règne d'Henri Fréville et qui ne se délitéront qu'avec la retraite politique de celui-ci avant les municipales de 1977.

²⁵³ J.-C. Le Floch, "Nous à Villejean. De crises et batailles", *Autrement*, 6, 1976, pp. 46-61.

²⁵⁴ Témoignage écrit d'André Ernou, fonctionnaire des impôts, militant de la CFDT, de Vie nouvelle et Citoyens 60, membre jusqu'en 1971 du GAM de Rennes, 2 décembre 1991.

Il apparaît donc que les réseaux de militants chrétiens qu'ils soient syndicalistes — *a priori* les plus nombreux —, animateurs d'associations ou encore membres d'un parti politique, ne forment pas un milieu homogène : les uns restent longtemps proches des démocrate-chrétiens avec lesquels ils partagent le même ethos, les autres gravitent dans les eaux de l'extrême-gauche, au PSU, dans des groupes maoïstes, plus rarement à la LCR. Ceux qui adhèrent au PS dans la première moitié des années 70 appartiennent généralement à la génération socialisée politiquement au cours des années d'après-guerre, séduits par Mendès-France, sensibles au thème du socialisme démocratique et quelque peu en retrait par rapport à l'action syndicale. Or, malgré les apparences — la CFDT est dès le début des années 60 le premier syndicat du département sur le plan des adhérents et sur le plan électoral —, on a vu que ce groupe n'est pas très étendu et disséminé dans les régions politiquement les plus conservatrices du département. Cette situation d'ensemble permet de comprendre la lenteur et la localisation de ces réseaux militants, par ailleurs quasiment absents dans le milieu rural. Dans ces conditions, le développement du PS va être centré sur le bassin de Rennes, puis seulement dans un second temps dans les deux villes ouvrières en crise que sont Fougères et Redon. On comprend dès lors mieux pourquoi ce ne sont pas pour l'essentiel des militants catholiques ou des groupes identifiés comme chrétiens qui vont construire la fédération au début des années 70.

Experts et militants : la lutte pour le contrôle du nouveau parti socialiste

Au cours de la première moitié des années 60, la fermeture du PSU et de la SFIO aux militants d'origine catholique en rupture par rapport à leurs allégeances traditionnelles laisse le champ libre à gauche à la multiplication d'initiatives politiques de personnalités ou de petits groupes indépendants. Ceux-ci se structurent à l'occasion de la préparation de l'élection présidentielle de 1965,

dans un premier temps pour soutenir la candidature de Gaston Defferre. Le discours régionaliste, la volonté de pacifier le combat scolaire, l'ouverture aux centristes du maire de Marseille séduisent certains militants encore proches de la démocratie-chrétienne, ainsi qu'une poignée de radicaux ou de socialistes proches du pôle intellectuel. Ce groupe va être fédéré par Michel Phlipponneau. Ce géographe, obsédé par l'idée de planification régionale, doit sa notoriété à son rôle de président de la commission d'expansion économique du CELIB (Centre d'études et de liaison des intérêts bretons) et de principal rédacteur de la loi-programme pour la Bretagne reprise en partie par le gouvernement dans le IV^e Plan. Séduit par Mendès-France, ce chrétien, militant par ailleurs au SGEN, se rebelle à partir de 1962 contre l'orientation droitiste du CELIB — liée au raz-de-marée gaulliste aux élections législatives — et la trop grande timidité du gouvernement de Michel Debré en matière de décentralisation ; il décide alors de soutenir ouvertement Gaston Defferre lequel reprend à son compte certaines de ses propositions²⁵⁵. Compte tenu de sa trajectoire, Michel Phlipponneau concentre un ensemble de propriétés propices à l'agrégation d'agents venant d'horizons politiques assez divers, mais ayant en commun la volonté de rénover la gauche non communiste²⁵⁶.

En effet, le CELIB lui a non seulement procuré une visibilité sociale et publique considérable (*Ouest-France* a ainsi soutenu et relayé ses initiatives), mais il lui a également permis de se doter d'un vaste réseau relationnel. La participation à ce qui fut le premier comité régional d'expansion économique du pays, créé dès 1949, de représentants des forces économiques et syndicales —

²⁵⁵. M. Phlipponneau est même le rédacteur des pages consacrées à la régionalisation dans le livre programmatique du maire de Marseille *Le nouvel horizon*. La force de M. Phlipponneau repose également sur sa capacité à mobiliser des ressources universitaires et notamment ses étudiants ; les travaux qu'ils réalisent lui permettent en effet d'intervenir régulièrement dans les débats politiques concernant la Bretagne dans la presse régionale et nationale.

²⁵⁶. Sur la CIR et la formation de la FGDS en Ille-et-Vilaine, voir les pages que lui consacre M. Phlipponneau dans *Debout Bretagne*, Saint-Brieuc, Presses universitaires de Bretagne, 1970, p. 138-143. On trouvera dans ce même ouvrage de longs développements sur l'histoire du CELIB.

à l'exception de la CGT qui n'y adhère qu'en 1961 — lui a permis d'y côtoyer des responsables du syndicalisme agricole et ouvrier ainsi que certains des porte-parole les plus à gauche du milieu du commerce et du petit patronat. Sa stature d'expert et sa sensibilité chrétienne et mendésiste en ont fait en outre un hôte de choix pour les sessions annuelles de l'École normale ouvrière de la CFTC. Ainsi parvient-il à regrouper autour de lui un certain nombre de jeunes militants de la FDSEA (tels que Louis Chopier, éphémère président de la Chambre d'agriculture) et de la CFDT, séduits par les thèmes de planification et de régionalisation, ainsi que quelques syndicalistes de FO et des néo-radicaux mendésistes. L'étendue de son réseau se manifeste avec éclat aux élections législatives de 1967 : la plupart des candidats de la FGDS sont alors issus du club Bretagne et Démocratie créé à son initiative deux ans plus tôt, les membres de la vieille équipe de la SFIO étant tout au plus suppléants ; lui-même obtient au second tour près de 40% des suffrages exprimés dans la seconde circonscription de Rennes. Ce sont ces mêmes responsables qui prennent facilement le contrôle de la nouvelle fédération socialiste, réduite alors à moins de 200 adhérents et animée par une quinzaine de militants sans réelle assise électorale.

Mais cette montée en puissance politique est progressivement remise en cause. À partir de 1971, le contrôle de la fédération échappe à Michel Phlipponneau et à son entourage, non pas du fait d'«erreurs tactiques», mais en raison des propriétés mêmes qui ont favorisé le succès du régionaliste breton. Universitaire, chargé de nombreuses responsabilités, familier des personnalités rennaises les plus en vue, doté d'un capital électoral nettement supérieur à celui des anciens leaders de la SFIO, il apparaît aux yeux de ces derniers, ainsi qu'à ceux des militants du PSU et de beaucoup de responsables syndicaux comme un «notable». Catholique fréquentant les autorités religieuses, il est en outre suspect à tous ceux qui sont marqués par une ancienne et solide tradition anticléricale. Homme de dossiers, il n'est en outre pas en mesure d'investir dans l'appareil du parti renaissant et se

trouve enfermé dans son rôle de “spécialiste”. Son ethos, son image qui est aussi celle de ses proches les rendent incapables de relancer le militantisme et les incitent à limiter leurs actions au terrain électoral — essentiellement à Rennes — et à des interventions dans la presse, suscitant par là-même la réprobation des anciens de la SFIO qui valorisent fortement le travail des sections, les discussions doctrinales et l'enracinement populaire du parti²⁵⁷. De plus, nourri de l'hostilité à l'égard des communistes, lesquels se sont longtemps tenus à l'écart du CELIB et ont toujours récusé les options régionalistes, Michel Phlipponneau refuse l'union de la gauche. Les conditions de sa réussite sociale en Ille-et-Vilaine sont donc aussi, à la faveur d'une nouvelle conjoncture, celles qui vont conduire à sa (relative) mise à l'écart par une nouvelle équipe qui s'appuie sur la valorisation de l'activisme militant et de l'union de la gauche.

Ce refus et cette impossibilité de réactiver les sections, de faire le tour de celles qui existent encore ou de rentrer dans des débats “idéologiques” considérés comme stériles, laisse le champ libre à une poignée de jeunes enseignants, étudiants et militants associatifs laïques, dont les plus actifs sont Edmond Hervé, jeune assistant en droit, Jean-Pierre Michel, ancien syndicaliste étudiant, maître-auxiliaire en sciences naturelles et Noël Eliot, permanent des clubs et foyers Léo Lagrange. À eux trois, avec le soutien de la vieille garde socialiste, ils prennent progressivement le contrôle du nouveau PS. Tout les sépare des proches de Michel Phlipponneau, comme le suggère la comparaison de la biographie de ce dernier avec celle du futur maire de Rennes : alors que le premier est issu de la petite-bourgeoisie rennaise, Edmond Hervé est fils de paysans pauvres des Côtes-du-Nord ; le premier est professeur d'université reconnu, l'autre simple assistant en droit sans assise scientifique ;

²⁵⁷. C'est ce que résume à sa façon Edmond Hervé, alors jeune militant de 24 ans venant juste d'adhérer à la SFIO (en 1966) : “Il y avait d'un côté la SFIO, de l'autre la CIR. Pour les militants de la première, la CIR, c'était des aristocrates. Les autres se considéraient comme les colleurs d'affiches, les baroudeurs, ceux qui font le boulot”. Entretien avec E. Hervé cité par J. Hardy, *Devenir un homme politique. Le cas Edmond Hervé*, Mémoire de DEA d'études politiques, Rennes I, 1978, p. 145. Les extraits d'entretien qui suivent, ainsi que les indications biographiques proviennent également de ce travail.

enfin quinze ans les séparent. En bref, les ressources politiques qu'ils peuvent mobiliser ne sont en rien identiques et éclairent les usages différents qu'ils font de la structure partisane. La biographie d'Edmond Hervé permet en outre de comprendre ce qui pousse un étudiant en droit brillant et de gauche à adhérer à la SFIO à une époque et dans un lieu où celle-ci est fortement déconsidérée et où le PSU attire la majorité des jeunes intellectuels, et ainsi de saisir les propriétés des réseaux qu'il agrège et les conditions de sa réussite. Né dans une famille de petits agriculteurs socialistes et laïques d'un petit village des Côtes-du-Nord, mais élevé dans la religion catholique par sa grand-mère, la carrière sociale d'Edmond Hervé rappelle celle de Guy Mollet, d'Édouard Soldani et de bien d'autres dirigeants de la SFIO de l'après-guerre. Élève brillant poussé par son instituteur, il devient interne au collège puis au lycée où il obtient son bac ; à mesure de sa progression scolaire son horizon d'attente s'élargit : "Lorsque je suis entré au collège, mon objectif était d'avoir le brevet pour entrer dans les postes. Lorsque j'ai eu le bac, j'ai souhaité devenir instituteur. En entrant à la fac de droit, je pensais au barreau"... En fait, il doit d'entrer à l'université à un concours de circonstances : alors qu'il souhaite devenir instituteur, c'est le manque de places disponibles qui lui vaut d'être nommé en attendant surveillant dans un lycée de Pontivy, où il rencontre des collègues qui lui donnent l'idée de s'inscrire à la faculté de droit.

Les animateurs de l'UNEF, très liés à ceux de la JEC, plus souvent étudiants en lettres qu'en droit, et souvent membres du PSU, l'inhibent par leur maîtrise des références théoriques, leur aisance rhétorique et un aplomb qu'ils tiennent en partie d'une origine sociale plus élevée ; Edmond Hervé les qualifie d'ailleurs de "milieu d'aristocrates donneurs de leçons". Le parallèle avec la manière dont Jean-Pierre Chevènement, à la même époque, vit son passage à Sciences Po, puis à l'ENA est ici significatif. Boursier, fils d'instituteurs laïques, petit-fils de fermier et de garde forestier du Haut-Doubs, la situation de décalage social qu'il ressent et la haine pour "les jeunes gens de bonne famille" qu'il en éprouve est,

sous bien des aspects, homologue de celle que ressent le jeune Edmond Hervé débarquant à Rennes²⁵⁸. Pour tous les deux, l'engagement à la SFIO à la fin des années 60 semble une manière de concilier la fidélité à leur origine populaire et leur dévotion à l'école républicaine, tout en valorisant leur capital scolaire ; de fait, ce parti leur offre, tant l'absence de cadres est patente, une promotion rapide et une reconnaissance inespérées. Ainsi, venant à peine d'adhérer, Edmond Hervé se retrouve délégué au congrès national du parti et voit ses ressources intellectuelles et sa jeunesse fortement valorisées. Formé, encouragé par les anciens militants, les liens qu'il noue alors avec eux ont une dimension affectuelle indéniable qui éclaire le soutien qu'il reçoit de ces vieux militants, en dépit de son engagement en faveur du CERES et de l'union de la gauche. Sa proximité sociale avec eux est sans commune mesure avec celle qui existait avec Michel Phlipponneau et ses proches, la plupart membres de la bourgeoisie intellectuelle rennaise. Or c'est précisément grâce à cette formation, grâce à l'accès au réseau des militants de Force ouvrière et du Cercle Paul Bert, et grâce aux moyens matériels du club Léo Lagrange où se réunissent alors les réunions du parti, que l'équipe animée par Edmond Hervé parvient à prendre le contrôle de la fédération en défendant systématiquement les motions déposées par le CERES, l'échec de la candidature Defferre soutenue activement par l'équipe sortante leur en ayant fourni le prétexte. L'investissement à temps quasiment complet à compter de cette date d'Edmond Hervé dans la réactivation des sections du parti — beaucoup plus que dans l'action syndicale ou associative qu'il néglige quelque peu —, au sacrifice de sa vie professionnelle — il n'achève pas sa thèse et reste assistant — crée les conditions d'une spirale de l'engagement²⁵⁹. C'est à la faveur de cet investissement qu'il peut

²⁵⁸. “Je revis ces trois années où, petit immigré provincial, je n'ai trouvé de salut que dans les livres. Je me revois pénétrant pour la première fois dans le grand hall froid de Sciences Po, dans le jacassement supérieurement distingué de mes condisciples. Même à l'Amicale de l'UNEF je ne me sens pas de plain-pied avec cette gauche parisienne” (J.-P. Chevènement, *Le vieux, la crise, le neuf*, Flammarion, 1974, p. 22).

²⁵⁹. En 1971, E. Hervé devient secrétaire de la section de Rennes, tandis que Jean-Pierre Michel accède au poste de premier secrétaire fédéral où il sera remplacé par Edmond Hervé en 1974 à la suite d'ennuis de santé.

apparaître comme l'incarnation de la rénovation du PS dans le département et qu'il est investi, quasiment inconnu, à diverses élections²⁶⁰.

Genèse et structuration de la fédération socialiste

Le travail réalisé par Edmond Hervé pour incarner ce renouveau et mobiliser de nouveaux soutiens, notamment au sein du monde enseignant (FCPE et FEN)²⁶¹, et la disqualification de son principal concurrent, Michel Phlipponneau, a été d'autant plus aisé que les anciens responsables du PSU sont incapables d'agrèger l'ensemble des militants chrétiens et de les conduire en bloc au PS. Rares sont en effet ceux qui rejoignent le PS dès 1971-72²⁶². Le nombre d'adhérents n'augmente d'ailleurs que faiblement entre 1971 et 1974 : la fédération compte alors à peine 400 membres, soit à peu près autant que le PSU à la même époque, dont plus de la moitié est concentrée à Rennes, ce qui permet aux militants issus du milieu laïque de contrôler la plupart des investitures aux élections cantonales et législatives et de commencer à se forger un capital électoral. De fait, en 1974, l'essentiel des animateurs de la fédération, à l'exception de Michel Phlipponneau, est issu des organisations formant ce que par commodité on peut nommer le milieu laïque. Ainsi seule la frange laïque et philo-communiste du PSU quitte ce parti en 1972, même

²⁶⁰. Dans ce processus d'accumulation d'un capital politique réalisé par l'équipe d'E. Hervé, les succès électoraux jouent un rôle essentiel. Le bon score réalisé aux élections législatives de 1973 — à côté de M. Phlipponneau —, où à la surprise générale, les deux candidats devançant nettement ceux des autres partis de gauche au premier tour et obtiennent plus de 40% des voix au second, et l'élection des deux mêmes candidats la même année au Conseil général, donnent non seulement à E. Hervé la possibilité de mobiliser de nouveaux soutiens, mais lui confèrent une grande notoriété, ainsi que la qualité de "candidat crédible".

²⁶¹. La plupart des élus ou responsables fédéraux ayant adhéré au cours de cette période sont enseignants (J.-C. Du Chalard, J.-M. Boucheron, C. Théaudin, C. Le Maout...) et se sont les uns ou les autres fréquentés au cours de leurs études ou dans un cadre syndical ou professionnel avant leur adhésion.

²⁶². L'enquête que nous avons effectuée auprès des dirigeants et élus actuels de trois fédérations du PS, dont l'Ille-et-Vilaine, confirme le caractère tardif de ce "décollage" : alors que dans le Var et le Pas-de-Calais 15% ont adhéré au PS entre 1974 et 1977, ils sont près de la moitié (47,5%) dans ce cas en Ille-et-Vilaine ; inversement, seuls 10% l'ont fait avant 1971 (Sawicki, 1993).

si l'affiliation des responsables fédéraux au CERES permet de rallier certains militants chrétiens, notamment syndicalistes du SGEN, séduits par sa thématique autogestionnaire. Le caractère omnibus du discours du CERES apparaît ici d'autant plus efficace qu'il s'accompagne d'une pratique très souple, l'organisation du courant n'étant en rien comparable en Ille-et-Vilaine avec celle qui se met alors en place par exemple dans la fédération de Paris. On n'observe dans le département ni création de sections ou de groupes d'entreprise ni réunions régulières de formation idéologique ni même diffusion systématique des brochures nationales du courant. Cet usage très distancié d'une structure et d'un label nationaux est à la fois la conséquence et la condition de possibilité de l'intégration de certains militants chrétiens qu'Edmond Hervé s'emploie à séduire en se présentant comme l'homme de la synthèse du nouveau socialisme. Pour ce faire, il n'hésite pas, en 1974, à quitter le SNESUP pour le SGEN ; parallèlement, ses discours et sa posture tendent à démontrer que son attachement à la laïcité est synonyme de tolérance, au même titre que l'éducation religieuse transmise par sa grand-mère ; enfin, la mise en avant systématique de son origine sociale modeste et paysanne — à l'image d'une bonne partie de la nouvelle population rennaise — devient alors le fondement de sa légitimité, lui permettant de s'opposer implicitement et explicitement à ses adversaires au sein du PS (M. Phlipponneau, “les aristocrates du PSU”...) et de la droite locale. Ainsi, le soir de son élection à la mairie, en mars 1977, il n'hésite pas à rappeler : “Je suis élu par des gens de mon milieu, parler en leur nom est un honneur”²⁶³.

Marginalisation des “cathos de gauche” et incompatibilité d'ethos

Avant les Assises du socialisme de 1974, qui donnent le signal du ralliement au PS d'une partie des militants du PSU et des syndicalistes de la CFDT, Edmond Hervé et son entourage sont donc parvenus à cumuler à la fois d'importantes ressources

²⁶³. Cité dans *Ouest-France*, 21 mars 1977.

partisanes et électives, à la différence de M. Phlipponneau qui ne dispose que des secondes et des futurs rocardiens qui n'ont que les premières. Les conditions à travers lesquelles il réussit à préserver cet avantage ne se résument bien sûr pas à son habileté personnelle ou à son usage instrumental des courants ; elles sont indissociables de l'histoire spécifique des chrétiens de gauche en Ille-et-Vilaine, lesquels tardent à rallier le PS et à l'inadéquation de leur éthique militante vis-à-vis des modalités de la concurrence partisane, d'autant plus forte que ses règles ont été définies en dehors d'eux. Ainsi, lorsque les militants de la mouvance rocardienne du PSU adhèrent au PS de façon échelonnée entre 1974 et 1976, ils n'ont plus guère le moyen de peser sur les normes de l'organisation. La croyance dans le bien-fondé du débat démocratique et de la libre expression des convictions et des arguments dispose bien mal les militants syndicaux de formation chrétienne, habitués à la convivialité des réunions jocistes ou syndicales, à s'adapter aux règles de fonctionnement des sections du PS dans lesquelles ils voient avant tout le règne de la "magouille". De même, les différences entre les modalités de fonctionnement du PS et celles qu'ont connues les intellectuels au sein du PSU ou de la CFDT, où les enjeux de pouvoir et les débats stratégiques et électoraux occupaient une place bien moindre que les débats doctrinaux ou l'élaboration d'actions concrètes, ne laissent pas d'en désorienter plus d'un. L'inaptitude, voire le dégoût à entrer dans les luttes pour le contrôle des postes que traduisent de nombreux témoignages, aussi bien de militants d'origine syndicale que d'enseignants ou de cadres administratifs fortement diplômés passés par des organisations comme la JEC, les groupes Témoignage Chrétien ou Vie nouvelle, traduisent la difficile conciliation chez ceux-ci de l'éthique de responsabilité et de l'éthique de conviction. Cette méfiance à l'égard de la pratique politique trouve son expression savante dans la dénonciation de la politique professionnelle ou dans la conception que "tout est politique". Elle peut être analysée à la fois comme un héritage de la vieille réticence à l'égard de la politique enseignée par l'Église, comme l'expression des valeurs de

tolérance, de respect d'autrui et de vérité caractéristiques de la morale chrétienne dans sa version personaliste²⁶⁴, mais aussi comme le rejet de toute nouvelle forme d'Église sur le modèle existant avant Vatican II. Elle est la source de la fascination éprouvée par de nombreux militants chrétiens pour Mendès-France, puis de l'identification en Michel Rocard, adepte du “parler vrai” et du respect de la “société civile”.

Le sentiment de décalage culturel éprouvé dans les réunions de section du PS est redoublé chez les syndicalistes par la distance sociale. Chez ceux-ci le souci de l'action concrète en vue d'améliorer la vie quotidienne, l'attente de débats sur les questions sociales fondés sur l'expérience plutôt que sur les “discussions intellectuelles à vide”²⁶⁵, revient comme une antienne dans leurs critiques du PS bien avant 1981. On ne saurait cependant réduire à un simple rapport de domination sociale l'auto-exclusion qui en découle : le goût du concret, le rejet de la violence, fût-elle verbale, le refus de la simplification et du mensonge ressortissent bel et bien d'un ethos religieux qu'on retrouve également parmi les membres des professions intellectuelles responsables du courant rocardien. Chez ces derniers, ces dispositions ne les éloignent pas de l'activité partisane, mais elles se manifestent souvent par un refus de s'engager à plein temps dans la politique et d'en faire un métier — ainsi aucun des responsables rocardiens de la fédération n'a accepté de devenir à proprement parler un professionnel de la politique —, par la préférence pour l'exercice de mandats locaux plutôt que de responsabilités partisans, et dans tous les cas, par un

²⁶⁴. Même quand l'engagement n'est plus vécu comme une forme d'évangélisation, rappelle par exemple J.-P. Sueur, ancien responsable national de la JEC et actuel maire d'Orléans, on retrouve “toute une série de comportements ‘centristes’ soit au sein de l'extrême-gauche, soit entre la gauche et l'extrême-gauche, soit entre la gauche et la droite. D'abord soucieux de défendre des ‘valeurs’, nombre de chrétiens vivront difficilement les conflits, les luttes de tendances, les bagarres d'appareil. [...] J'ai été frappé de retrouver chez de nombreux chrétiens menant un combat politique le sentiment, souvent diffus et inconscient, que l'exercice du pouvoir était nécessairement pervers et dégradant”, in “Quand nous avons, à la JEC, découvert la lutte des classes”, *Autrement*, 8, 1977, pp. 48-49. On retrouve des réactions de rejet identiques dans les histoires de vie de militants syndicalistes de la CFDT de Loire-Atlantique recueillies par J. Peneff et B. Fevre, “Autobiographies de militants nantais de la CFDT”, *Les cahiers du LERSCO*, 4, 1982.

²⁶⁵. On s'appuie ici sur des entretiens réalisés auprès d'ouvriers syndicalistes chrétiens de la section de Rennes-sud.

rejet de ce qui touche à l'argent et à l'organisation. À la mairie de Rennes, par exemple, les rocardiens occupent depuis des années les délégations de la culture, de l'éducation, du développement économique.

Pour les acteurs sommés d'explicitier les fondements de l'opposition qui les sépare, c'est bien deux conceptions du métier politique qui s'affrontent, même si la ligne de partage ne suit pas précisément la frontière des courants. Pour ce conseiller municipal rocardien de Rennes, par exemple, “avec certains de chez Boucheron, il y a deux conceptions de la vie politique, même de la vie sociale, du rapport de chacun à la vie municipale, du mode de gestion, qui sont largement différentes. Par exemple, la manière dont X traite les gens : ses collègues, les partenaires associatifs, le personnel municipal ; nous avons un type de rapport qui part fondamentalement de l'idée que nous sommes des gens mandatés par la population et nous devons rendre compte et tenir compte de ce qui est dit. Boucheron c'est ‘je décide’ (il est tout à fait capable de concertation quand il faut, surtout dans sa circonscription électorale), c'est la culture ‘Je suis l'Élu’. [...] Ces différences de méthode me semblent fondamentales. Boucheron et Rogemont sont la caricature des élus qui font du clientélisme : la fin justifie toujours les moyens. Chez nous, oui, des fois la fin justifie les moyens, en politique on ne peut pas faire autrement, mais le courant Rocard on essaie toujours de trouver un compromis.”²⁶⁶

Ce qui est clientélisme pour l'élu rocardien devient volontarisme pour l'élu “boucheronniste” incriminé ; de même que ce qui est concertation pour le premier devient “enculage de mouche” pour le second : “Il y a ceux qui enculent les mouches et d'autres pas. Je crois que c'est des attitudes culturelles que je veux décrire. Probablement une volonté d'action plus forte sur les choses que de les laisser agir elles-mêmes”²⁶⁷... En tout état de cause, c'est moins les projets politiques qui séparent les deux élus interrogés que des attitudes morales. Cette différence d'éthique politique est

²⁶⁶. Entretien avec un conseiller municipal rocardien de Rennes.

²⁶⁷. Entretien avec un conseiller municipal fabiusien de Rennes.

renforcée chez certains par les effets d'une origine sociale plus élevée les portant à privilégier des pratiques militantes intellectualisées, telles que les conférences ou la participation aux commissions spécialisées du parti. Dans cette perspective, tout oppose le leader du courant rocardien départemental Pierre-Yves Heurtin, membre de la section de Rennes-centre, à Edmond Hervé ou encore à Jean-Michel Boucheron²⁶⁸, membres tout deux de la section populaire de Rennes-sud. Fils d'un couple d'instituteurs franc-maçons ayant épousé une femme issue de la bourgeoisie intellectuelle catholique, elle-même universitaire, agrégé d'histoire, habitant en centre-ville, le premier est d'abord un homme de culture proche de Michel Rocard depuis le milieu des années soixante. Comme il le dit lui-même : “À la DPN du PSU, j'ai plus appris en histoire contemporaine en côtoyant des gens comme Victor Fay, Martinet, Poperen et bien d'autres qu'en préparant l'agrégation d'histoire”. Attaché par-dessus tout à son travail absorbant de professeur de Khâgne, il correspond sans doute en partie à ces “aristocrates du PSU” stigmatisés par Edmond Hervé le “laborieux”, le “boursier”, “le provincial” qui a sacrifié sa carrière universitaire à la politique, affiche un goût prononcé pour le sport et notamment pour le vélo, et a épousé une femme du même milieu que lui avec laquelle il continue de vivre dans un quartier populaire du sud de Rennes.

Cette opposition, qui recouvre à la fois des différences de statut social et de style de vie²⁶⁹, n'est pas pour peu dans la violence symbolique et la permanence des luttes internes au PS. Elle peut éclairer notamment les relations tendues qu'entretient Edmond Hervé avec les dirigeants rocardiens rennais, prolongement de la haine de classe ressentie naguère à l'encontre du PSU qui peut trouver à s'actualiser dans certaines attitudes

²⁶⁸. Titulaire d'une maîtrise de gestion, assistant - comme E. Hervé - en économie à l'IUT d'Angers, Jean-Michel Boucheron est fils d'un proviseur de lycée technique. Il est élu à 28 ans conseiller général en 1976 contre Henri Fréville, occupe le poste d'adjoint aux finances de la ville de Rennes de 1977 à 1983, puis devient député en 1981, réélu en 1986 et 1988.

²⁶⁹. En ce sens, dilettantisme et professionnalisme politiques sont bel et bien concurremment des attitudes morale et sociale.

condescendantes lui rappelant son manque de culture ou son statut d'assistant. La lutte pour les ressources proprement politiques et le travail de typification et les stigmatisations réciproques qu'elle engendre vont certes aboutir à durcir ces oppositions tout en les stylisant, il n'en reste pas moins que les différences d'éthique politique fondées sur des biographies distinctes, ont perpétué jusqu'à aujourd'hui l'isolement au sein des instances fédérales de ceux qui vont se définir à partir du congrès de Metz comme "rocardiens" par rapport aux militants formés au sein de l'ancienne SFIO et/ou au CERES.

Cette différence d'éthique politique a conduit les porte-parole de ce courant à des erreurs tactiques, dont la plus grave pour eux a consisté à soutenir Michel Phlipponneau lors de la procédure d'investiture de la tête de liste socialiste aux élections municipales de 1977. Ce soutien illustre parfaitement les effets d'une posture éthique conduisant à survaloriser les procédures formelles, la transparence, le respect de la parole donnée face à des adversaires opérant selon une autre logique. Là où les partisans d'Edmond Hervé n'hésitent pas au besoin à changer de courant, à enfreindre les alliances nationales — le CERES est alors dans la minorité du parti —, les responsables rocardiens, susceptibles de tirer profit d'un vaste mouvement d'adhésions²⁷⁰, s'obstinent à respecter les accords nationaux. Non seulement ils s'allient alors avec un homme marqué pour son anti-communisme et sans soutien étendu dans le parti — sinon auprès de François Mitterrand dont il rallie le courant —, mais vont jusqu'à lui faire obtenir la délégation de premier adjoint au risque d'être eux-mêmes relégués à des postes subalternes. L'incapacité à organiser le courant, à recruter et à former de nouveaux adhérents, à travailler à acquérir une notoriété pour peser dans les marchandages vaudra aux anciens responsables du PSU et de la CFDT d'être minoritaires et d'occuper des

²⁷⁰. La fédération passe de 500 adhérents en 1975 à 1200 en 1977. Dans le même temps on assiste à un affaiblissement continu de la motion CERES : après avoir recueilli plus des deux tiers des mandats en 1973, elle est passée à 53% en 1975. La stratégie de démarcation entreprise par E. Hervé correspond donc aussi à une opération de survie politique.

positions secondaires dans l'équipe municipale conduite par Edmond Hervé en 1977, lequel est investi par ailleurs sans coup férir par la section de Rennes contre Michel Phlipponneau. Parmi les 24 socialistes présents sur la liste, seuls 6 se rattachent alors à la mouvance rocardienne, tous placés en milieu ou en queue de liste. En outre, la campagne électorale très modérée d'Edmond Hervé en particulier sur le plan de l'école privée et son éloignement du CERES lui permettent de s'appropriier symboliquement une partie de l'héritage démocrate-chrétien du maire sortant, et par là-même les thèmes chers aux "chrétiens de gauche". La concomitance de la victoire municipale de Rennes et de Saint-Malo — les deux villes les plus peuplées du département — en 1977, ajoutée à la conquête de municipalités dans le bassin de Rennes — secteur traditionnellement républicain et laïque — par des élus extérieurs aux réseaux chrétiens, marginaliseront un peu plus les responsables rocardiens au sein de la fédération, la maîtrise des ressources électives liée à l'exercice d'un mandat mayoral ou de conseiller général (les rocardiens n'ont alors qu'un seul conseiller général et un maire d'une ville de plus de 5000 habitants) assurant la prépondérance des courants mitterrandidste, CERES et ex-CERES dans les sections les plus importantes, alors même que le courant Rocard revendique plus du tiers des adhérents au congrès de Metz²⁷¹.

Les conditions de la genèse du PS en Ille-et-Vilaine, inséparables de l'histoire sociale du département, continuent de marquer jusqu'à aujourd'hui le fonctionnement interne de la fédération. Le clivage entre les militants se réclamant du "rocardisme", systématiquement tenus en lisière des postes importants, et ceux de l'ensemble des autres courants du parti reste prédominant. Les rivalités politiques trouvent ainsi leur origine dans des oppositions éthiques, qu'elles renforcent en retour, institutionnalisant en quelque sorte les clivages. Cette situation a eu pour principaux effets d'éloigner un peu plus de l'engagement

²⁷¹. Les résultats du congrès de Metz (1979) sont les suivants : motion A (Mitterrand), 25,4% ; motion C (Rocard), 35,5% ; motion E (CERES), 17,4% ; motion F (Pierret, soutenue par E. Hervé), 18,7%.

partisan les militants chrétiens de gauche, lesquels se sont pour l'essentiel repliés sur l'action associative, assurant par là-même la perpétuation de la domination du groupe qui a pris le contrôle du parti au début des années 70. Mais cette situation a aussi empêché le développement d'un appareil fédéral puissant par absence d'identité partisane partagée. On peut poser l'hypothèse que cette situation n'a pu que freiner localement le développement militant et électoral du PS, d'autant plus que l'opposition entre rocardiens et non rocardiens, déterminante à l'origine, est redoublée par des rivalités sociales, spatiales et de pouvoir qui traversent les deux "camps". L'opposition des rocardiens de Redon et de Fougères à ceux de Rennes, accusés de défendre les intérêts de la capitale régionale et de ne pas favoriser suffisamment l'aménagement du département en est une des illustrations les plus frappantes. Tout se passe dès lors comme si la fédération d'Ille-et-Vilaine n'existait que pour ses permanents et les agents qui parlent en son nom.

Une fédération sans identité propre

Malgré la conquête successive de nombreux mandats électifs depuis 1977²⁷², la compensation de la perte de la mairie de Saint-Malo en 1983 par le gain de celle de Fougères, de Redon (perdue en 1995 au profit d'Alain Madelin) et de quatre autres communes situées dans le bassin de Rennes, on ne manque pas d'être surpris que le nombre d'adhérents du PS en Ille-et-Vilaine soit resté quasiment stationnaire depuis 1977, bon an mal an entre 1000 et 1200. Avec 350 adhérents, les 6 sections de Rennes par exemple, totalisent un score à peine équivalent à la moyenne des sections des villes de 20 000 habitants du Pas-de-Calais. Au-delà de la question de la signification de ces chiffres, au-delà également des différences dans les coûts d'adhésion par rapport aux fédérations comptant de nombreux élus²⁷³, cette faiblesse doit être

²⁷². On compte en 1989 19 maires membres du parti socialiste, près de 300 conseillers municipaux, 12 conseillers généraux, 8 conseillers régionaux et 2 députés. *Dossier de l'adhérent*, Fédération d'Ille-et-Vilaine, p. 36-38.

²⁷³. A l'inverse des cotisations forfaitaires de 250 francs pratiquées dans le Pas-de-Calais,

rapportée aux propriétés des agents appartenant aux réseaux constitutifs du milieu socialiste local et à la diversité socio-spatiale du département qui freine toute entreprise de mobilisation d'envergure départementale aussi bien de la part de la fédération que de chaque courant.

Le faible nombre d'adhérents ne signifie pas que les sections ne se réunissent pas ou n'ont pas d'activités propres, mais traduit leur rôle très secondaire dans le travail de mobilisation politique. Rares sont les sections, comme celle de Rennes sud, à cheval sur l'ancien quartier cheminot et la ZUP-sud, où les responsables s'emploient à assurer une distribution régulière de tracts (au moins une fois par mois aux dires du secrétaire de section²⁷⁴), organisent des pots pour les sympathisants, des voyages (à l'Assemblée nationale ou dans une ville socialiste pour visiter les réalisations de la commune), des réunions régulières avec les élus sur les questions municipales. La présence d'un noyau de militants d'origine ouvrière formés par le syndicalisme et l'ACO, très investis dans la vie du quartier, confère à cette section de 85 inscrits une physionomie assez peu répandue en Ille-et-Vilaine. Par comparaison, à Villejean, cœur de la mobilisation associative des années 70, où l'association des résidents continue d'avoir pignon sur rue, on ne compte qu'une quarantaine d'adhérents à la section pour près de 40 000 habitants ; selon son secrétaire, dix militants y sont réellement actifs. À l'image de la plupart de celles du département, la section n'organise aucune fête de la rose, se contente de reprendre les tracts nationaux et ne publie aucun journal. Encore parvient-elle à assurer une réunion mensuelle, ce qui est loin d'être le cas dans les municipalités socialistes du bassin de Rennes où les activités partisans, déjà embryonnaires avant la conquête des mairies²⁷⁵, apparaissent

la fédération d'Ille-et-Vilaine applique des cotisations proportionnelles au revenu très élevées : le taux de la cotisation est ainsi de 10% pour un revenu mensuel compris entre 6000 et 8000 francs avec un abattement de 300 francs par enfant et de 1000 francs si le conjoint est sans ressources. Pour un ménage de deux enfants gagnant 15000 francs de revenu mensuel, la cotisation s'élève donc à 900 francs. *Ibid.*, p. 34.

²⁷⁴. Entretien avec Jean Louvel, 3 octobre 1990.

²⁷⁵. P. Dressayre, *Pouvoir municipal et associations...*, *op. cit.*.

parfois totalement interrompues comme à L'Hermitage : “Quand on a été élus en 1983, sur les 23 conseillers il devait y avoir toute la section du PS, c'est à dire 6 personnes... Ça a décapité la section qui a arrêté de fonctionner à ce moment-là. Ça a été un drame. La section existe toujours mais on n'a pas de réunions de section. On ne parle plus spécifiquement du PS en tant que tel. Ce qui est un grave défaut. Ce sont des choix qu'il faut faire. On n'a pas su conserver notre potentiel de militants. Maintenant ce serait encore plus difficile...” remarque ainsi Christian Le Maout, maire de la commune²⁷⁶.

Y compris à Fougères, ville de 25 000 habitants dont le potentiel militant, compte tenu du passé syndical, est important, la section socialiste a une activité très réduite et ne semble pas constituer un enjeu pour le maire rocardien Jacques Faucheux, dont le souci pour l'action locale, le dédain des batailles internes et de l'accumulation des mandats confirment par ailleurs les remarques précédentes concernant les caractéristiques de l'éthique politique des membres de ce courant : “On essaie d'avoir une réunion mensuelle. On est une trentaine. On n'a jamais été plus. On ne s'est jamais battu pour ça. Personne à la section n'est intéressé par le débat interne...”²⁷⁷. Certes, ces témoignages traduisent en partie les effets démobilisateurs liés à l'accès des dirigeants socialistes aux responsabilités locales et nationales à partir de 1977 et la place croissante prise par les réseaux personnels des élus dans le rayonnement du parti²⁷⁸ ; pour autant, le degré de mobilisation n'est en rien comparable non seulement avec ce qu'on a pu constater à la même époque dans le Pas-de-Calais, mais aussi dans le Var. Certains acteurs n'hésitent pas à rappeler au risque de démystifier son passé que le parti socialiste n'a jamais eu d'assises

²⁷⁶. Entretien avec l'auteur, 3 juin 1991.

²⁷⁷. Entretien avec l'auteur, 6 mai 1991.

²⁷⁸. C'est ce que souligne par exemple, le secrétaire de la section de Villejean : “L'influence du parti à Villejean repose avant tout sur les réseaux personnels des élus. Ce sont les gens qu'on voit une fois l'an au cours du repas de la section. Ils sont liés par des liens de sympathie, de voisinage, de bistrot et des premiers combats de la gauche dans le quartier. Ça donne une grande capacité de mobilisation”. Entretien avec François André, le 17 juillet 1991.

populaires en Ile-et-Vilaine, ni même de véritable emprise sur “le mouvement social”²⁷⁹. L'absence de concurrence effective du parti communiste dans la plupart des villes, le vieillissement puis le dépérissement de la démocratie-chrétienne en milieu urbain, le départ des anciens de la SFIO amenés par leur histoire à survaloriser le parti, la faiblesse des réseaux enseignants majoritairement contrôlés par les militants du parti communiste, aggravée par la prise de distance depuis 1984 de nombreux militants laïques, n'ont fait que renforcer cette situation.

Il convient toutefois d'ajouter, dès lors que la concurrence interne est souvent un puissant stimulant pour inciter les dirigeants à mobiliser cette ressource, que l'éthique politique et les dispositions sociales des dirigeants rocardiens ont limité la nécessité pour leurs adversaires d'investir le terrain des sections, les autorisant à se contenter de s'appuyer sur leurs ressources électives. Le rejet de la “magouille”, passant notamment par le refus de promouvoir “ses amis” au sein des organismes municipaux au bénéfice du critère de “la compétence”, mais aussi l'absence pendant longtemps de tournées des sections et d'assemblées générales de courant²⁸⁰ — en dehors de la veille des congrès — n'ont pas rendu nécessaire la municipalisation des sections et ont accru le phénomène de désinvestissement de nombreux maires dans l'action partisane. Le refus d'associer pleinement les représentants du courant rocardien à la gestion de la fédération a considérablement limité l'investissement des responsables et des militants de ce courant dans les activités fédérales (formation, animation de débats, rédaction d'articles pour le bulletin de la fédération, participation aux commissions

²⁷⁹. “Je travaillais à l'Office social et culturel de Rennes avant d'adhérer au PS. Je connais donc bien le milieu associatif. Il n'y avait pas tellement de militants socialistes. Le PS n'a jamais été tellement implanté dans les associations, c'est un point sûr, même pour les rocardiens. C'était gauchisant ou Vie nouvelle. Soit l'un, soit l'autre. Vie nouvelle très proche du PS, mais est-ce qu'on doit perdre sa liberté en entrant dans un parti politique ?... Alors qu'ils sont dans une Eglise ! Des militants, j'en connais pas mal, avec une sincérité forte et vivant ce qu'ils pensaient. Tout à fait remarquable. Superbe. Des gens qui répartissaient leur salaire, faut le faire ! C'était vraiment une aile très avancée qui agissait”. Entretien avec Marcel Rogemont, le 17 septembre 1991.

²⁸⁰. Jusqu'en 1987, les responsables rocardiens ne disposaient d'aucun fichier de leurs sympathisants dans le parti, ni de correspondants dans les sections.

spécialisées...). En outre, la diversité socio-spatiale du département et “la domination des problèmes rennais sur la fédération” tenant au poids des élus et des sections du bassin de Rennes qui représentent près de 75% des effectifs du parti, ont empêché que les adhérents des sections de Redon, Fougères, Vitré ou Saint-Malo ne se reconnaissent dans les débats internes à la fédération : typiques sont à cet égard les réactions respectives de Raphaël Coeuru, agriculteur, actuel secrétaire de section de Saint-Malo et de Jacques Crochet, instituteur, secrétaire de la section de Vitré ; le premier reproche à la fédération de “ne rien comprendre aux problèmes de l'agriculture, pas plus qu'au monde de la pêche qui est un milieu très à part”²⁸¹, tandis que le second regrette que “quand on évoque des problèmes, par exemple, les problèmes d'éducation — j'ai participé à des réunions avec sur la loi d'orientation de Jospin — ne se sont exprimés que les professeurs rennais, il apparaissait à la suite de la discussion qu'on était venus pour discuter du supérieur... Les instits apparaissaient comme de la roupie de sansonnet. C'est dans ce genre d'épisode qu'on se rend compte, non pas du poids des élus rennais sur la fédération, mais des problèmes rennais par rapport aux problèmes du département : c'est un cas type”²⁸².

La sensibilité aux problèmes scolaires de la plupart des militants des sections de l'est du département, directement confrontés à l'emprise de l'enseignement privé sur la société locale, ne peut que rencontrer l'indifférence polie des responsables rennais pour qui ce problème a été neutralisé dès 1977. De même, le mécontentement des élus de Redon et de Fougères à l'égard de la polarisation de l'activité économique sur Rennes freine leur implication dans les activités d'une fédération dominée par les élus de l'agglomération. Ces tensions rejaillissent sur les capacités mobilisatrices des courants : ainsi l'émergence du courant Poperen en 1989 dans le département s'est appuyée en partie sur les sections rurales dont les adhérents sont encore très sensibles à l'actualité de

²⁸¹. Entretien avec Raphaël Coeuru, le 5 juin 1991.

²⁸². Entretien avec Jacques Crochet, le 16 octobre 1990.

la question scolaire ; de même, les rocardiens des sections de Saint-Malo et de Redon ont participé en 1989 à une entreprise de mise à l'écart des dirigeants rennais du courant au motif d'une insuffisante prise en cause de leurs problèmes spécifiques. Dans le cas du courant Rocard, les effets de l'absence d'unité territoriale et la diversité corrélative des équipes qui l'ont investi, limite fortement les capacités mobilisatrices de ses porte-parole. À Redon particulièrement, la formation syndicale et la sensibilité aux questions coloniales des responsables rocardiens adeptes du personnalisme communautaire de Vie nouvelle provoquent régulièrement des tensions avec le reste du courant : ainsi, au moment de la guerre du Golfe, la section de Redon a été la seule du département à dénoncer l'intervention militaire ; ses dirigeants ne cessent par ailleurs de brocarder la "technocratie" : "Les rapports avec Rennes ce n'est pas triste. On est confrontés en ce moment à des problèmes idéologiques de fond. Il va falloir du temps pour les résoudre. La guerre du Golfe ? on a failli se foutre sur la figure. Mais le problème qui nous marque le plus c'est l'affrontement avec la technocratie. C'est une des failles du socialisme français qui à son plus haut niveau n'a pas su intégrer les aspirations militantes. C'est notre analyse. On est aussi critique à l'égard de Mitterrand (on l'a toujours été), que de Michel Rocard, je ne parle pas des vieux éléphants"²⁸³. Dans ces conditions, on ne s'étonne pas que l'instance fédérale apparaisse particulièrement démunie de capacité mobilisatrice malgré la disposition d'un permanent et d'un local propres. Le désintérêt des élus, absorbés par leurs tâches de gestion ou ne se reconnaissant pas dans les activités proposées, en font une simple arène où s'affrontent quelques leaders pour la maîtrise du droit de parler en son nom et surtout des moyens matériels dont elle dispose. Le journal fédéral reflète cet état : publication de parution irrégulière, ses quatre pages ne comportent généralement que des éditoriaux du secrétaire fédéral ou de l'un des principaux élus du département. Au total, en dehors des périodes de campagne électorale, la fédération n'a

²⁸³. Entretien avec Pierre Bourges, le 1er mars 1991.

d'activité propre ni en matière de propagande ni en matière de formation.

In fine tout s'est passé comme si la faible structuration des activités partisans résultant en partie du faible investissement des responsables rocardiens, du maire de Rennes²⁸⁴ mais aussi de la plupart des élus du département dans ces activités avait permis à une équipe particulièrement soudée autour de Jean-Michel Boucheron, dotée de la maîtrise de ressources stratégiques²⁸⁵, de prendre progressivement le contrôle des sections de la ville de Rennes puis de la fédération. Les savoir-faire acquis au sein du CERES, les ressources électorales croissantes de leur leader (président de la commission de Défense nationale à l'Assemblée nationale de 1988 à 1993), la tenue régulière et systématique de permanence dans les quartiers populaires ont permis à ces derniers, majoritairement ralliés au courant mitterrandiste en 1983, de faire jeu égal avec le courant rocardien et de prendre le contrôle de la fédération la même année grâce à une alliance avec le maire de Rennes que la présence au gouvernement empêchait de se rapprocher des rocardiens. Les propriétés de cette équipe, noyau du courant fabiusien à partir de 1989, révèlent non seulement la faible structuration de la fédération, mais aussi les nouvelles lignes de clivage découlant des luttes pour la maîtrise des ressources politiques locales et nationales depuis 1977, ainsi que les modalités de la perpétuation de l'opposition entre rocardiens et anciens

²⁸⁴. E. Hervé a cessé de fréquenter régulièrement les réunions du parti à partir de 1977, mais surtout après sa nomination ministérielle en 1981. Cette attitude lui a valu de devenir minoritaire au sein de la fédération socialiste en 1979 (la motion Pierret qu'il défendait ne parvenant pas à obtenir de suffrages en dehors de Rennes) puis dans les sections de la ville au moment du congrès de Rennes en 1990. Tout se passe comme si l'exercice de son métier d'élu, relayé par la mise sur pied d'un important service de communication, le recours systématique à la Fédération Léo Lagrange dans la gestion des gros équipements culturels semblent suffire à l'entretien de ses réseaux. Sur ce point, cf. J.-B. Legavre, "Du militant à l'expert en communication politique : l'institutionnalisation inachevée d'une position locale singulière. Le cas de la mairie de Rennes", *Politix*, 7/8, 1989, pp. 80-90 et A. Vion, "Retour sur le terrain. La préparation des élections municipales de 1995 par l'équipe d'Edmond Hervé, maire de Rennes", *Sociétés contemporaines*, 24, 1995, pp. 95-122.

²⁸⁵. Les membres de l'équipe de J.-M. Boucheron s'appuient notamment sur leurs délégations d'adjoint au maire de Rennes. Il contrôle en effet le secteur des finances depuis 1977, et celui des travaux et du personnel — jusqu'alors gérés par deux adjoints communistes — depuis 1983.

CERES. L'équipe de Jean-Michel Boucheron apparaît avant tout fondée sur la fidélité au leader et les liens de convivialité qui unissent ses membres, ainsi que sur une éthique politique réaliste, voire cynique caractéristique d'agents qui pour la plupart vivent — et souvent ont toujours vécu — de la politique. Marcel Rogemont, actuel adjoint aux finances est emblématique des agents composant ce groupe. Fils de militant communiste, titulaire d'une maîtrise de gestion, il a commencé sa carrière professionnelle comme cadre associatif à l'Office social et culturel de Rennes et a milité très tôt à la fédération de la santé de la CFDT. Son adhésion au PS repose sur les liens d'amitiés noués à la faculté d'économie avec Jean-Michel Boucheron, à qui il doit par ailleurs toute sa carrière politique ; une carrière autour de laquelle semble s'organiser toute son existence et qui est gérée de manière entrepreneuriale : “Ce n'est pas compliqué, moi je pense qu'on devrait poser la question : ‘À quelle heure vous vous couchez en moyenne ?’ Il y en a qui sitôt après les réunions vont se coucher, d'autres qui préfèrent continuer à discuter un peu, etc. C'est un peu mineur, mais ça traduit... C'est un peu les Japonais qui font ça, après le boulot, on discute pour être plus sûr dans le boulot. C'est un peu ça. Moi-même je consacre beaucoup de temps à mes relais. Quand il y en a un qui est dans la merde, je me déplace même si c'est à l'autre bout du département et même pour des problèmes personnels. Je ne laisserais jamais tomber un copain. J'y consacre un temps considérable”²⁸⁶.

Ce “professionnalisme” les amène à ne pas hésiter à recourir à toutes les manœuvres nécessaires pour conquérir et conserver le contrôle du parti ce qui leur vaut d'être traités de “mafiosis” par les dirigeants rocardiens : la principale consiste dans le noyautage des courants soi-disant adverses. Ainsi en 1983, Jean-Michel Boucheron et Jean-Claude Du Chalard, premier secrétaire fédéral, suscitent la création d'un courant C' (néo-rocardien) qui, avec trois élus à la commission exécutive fédérale,

²⁸⁶. Entretien avec Marcel Rogemont, le 17 septembre 1991.

prive les rocardiens de la majorité à une voix près (18 contre 17)²⁸⁷ ; de fait deux ans plus tard, Benoît Leray, le porte-parole de ce courant rejoint la majorité ! De même en 1989, le secrétaire de la fédération, jusque-là proche de Jean-Michel Boucheron annonce son soutien à la motion présentée par Lionel Jospin et Michel Delebarre, soutenue par ailleurs par le maire de Rennes, pour empêcher tout accord éventuel de ce dernier avec le courant Rocard. Un dur conflit s'ensuit. Le courant rocardien étant arrivé en tête avec 34% des mandats, ses représentants prétendent en vertu des accords nationaux récupérer le poste de premier secrétaire fédéral. Malgré les recours à la direction nationale, les représentants des courants Fabius, Jospin-Mauroy, Poperey et Chevènement tiennent bons et contraignent les rocardiens à ne plus participer à la gestion fédérale attestant de la prégnance du clivage analysé plus haut.

Ces pratiques ne se comprennent que par rapport à la structure des ressources des principaux dirigeants de la fédération : “simple” parlementaire devenu président de la commission de la défense nationale, Jean-Michel Boucheron se doit, pour préserver cette position d'apporter en échange à son leader de courant, Laurent Fabius, le contrôle d'une fédération d'autant plus “stratégique” qu'elle empêche les rocardiens de contrôler toute la Bretagne ; maire d'une grande ville ne pouvant prendre le risque de voir son autorité contestée par des rivalités de courant, Edmond Hervé ne peut que prendre ses distances avec les activités de la fédération et soutenir en définitive ceux qui risqueraient de le menacer le plus ; sans ressources électorales importantes, les rocardiens n'ont de chance de sortir de leur marginalité qu'en prenant la tête de la fédération et en développant “un parti qui ait sa propre identité à côté des élus ; qui s'exprime pour son compte propre sur tous les sujets importants ; mais aussi un parti qui soit transparent, qui soit plus ouvert, plus accueillant pour les

²⁸⁷. Le courant néo-rocardien obtient 8,5% des mandats fédéraux, le CERES est réduit à 10,9%, mauroyistes (Hervé), anciens CERES (Boucheron) et rocardiens obtenant 80% des voix. Compte tenu des résultats du congrès de Metz, le courant Rocard risquait de se retrouver alors majoritaire au sein des instances fédérales.

militants...”²⁸⁸. En définitive, tout se passe comme si ceux qui contrôlaient l'instance fédérale n'avait aucun intérêt à la développer. Mais l'absence d'identité de la fédération d'Ille-et-Vilaine ne résulte pas uniquement de l'absence de travail de construction de cette identité par ses porte-parole, elle résulte avant tout de l'hétérogénéité des réseaux et des sites qui la composent, de l'ancrage social du clivage séparant dirigeants et élus rocardiens et non rocardiens, ainsi que de la faible légitimité du militantisme partisan dans la société locale.

En guise de conclusion

L'objectif était ici d'analyser les conditions de la genèse et de l'institutionnalisation d'un milieu partisan dans une société réputée hostile. Le cas étudié révèle que si on a raison de rapporter l'émergence du milieu socialiste aux transformations de l'Église catholique et à l'arrivée de militants chrétiens de gauche, les agents et les groupes qu'englobe cette catégorie sont divers et dans leur majorité peu disposés socialement à exercer le métier politique et à adhérer à un parti. Ils le sont d'autant moins en Ille-et-Vilaine que les règles du jeu politique n'ont pas été définies par eux, mais par des militants formés à la SFIO et/au CERES qui, bien que peu nombreux, sont parvenus à prendre le contrôle de la fédération et des principales ressources électives (mairie de Rennes, mandats de député). C'est aussi ce rapport particulier à la politique qui explique que certains ont tardé à se détacher du centrisme politique et de ses puissants réseaux, tandis que d'autres ont longtemps cherché dans le gauchisme ou l'action de base dans les syndicats ou les associations, les voies d'un engagement politique véritable. Dans ces conditions, tout s'est passé comme si c'était ceux des chrétiens de gauche ayant bénéficié de la formation politique la plus poussée — dans les instances dirigeantes du PSU, dans les syndicats étudiants, dans les partis d'extrême-gauche pour les plus

²⁸⁸. Extrait de la déclaration politique du porte-parole du courant Rocard à la CEF, 5 avril 1990.

tardivement ralliés — ou qui étaient les plus éloignés d'une culture catholique traditionnelle — à l'image du leader départemental du courant Rocard converti sur le tard —, qui avaient le plus profité de la formidable mobilisation syndicale et associative des années 60-70.

Les effets de configuration des sites sont ici déterminants. Cette situation paradoxale découle en effet du poids et de la particularité de l'agglomération rennaise et du fait que les premiers succès électoraux du parti y ont été concentrés. Que le parti se fût d'abord développé dans les villes ouvrières de Redon et Fougères, ainsi que dans les campagnes à travers certains réseaux jacistes — situation qu'on retrouve *ceteris paribus* dans les Côtes d'Armor et le Finistère — et l'identité de la fédération aurait été vraisemblablement très différente. La genèse spécifique de la fédération socialiste d'Ille-et-Vilaine et le contrôle des instances fédérales par des responsables rennais extérieurs au milieu que, faute de mieux, on continue d'appeler catholique de gauche, explique l'impossibilité dans laquelle se trouvent les dirigeants de la fédération de la définir autrement que comme un conglomerat de sensibilités diverses. Fédération en perpétuel conflit qu'aucune tradition valorisée et contraignante comme dans le Pas-de-Calais ne peut arbitrer ou limiter, les logiques de courant dominant bel et bien les logiques fédérales. L'analyse localisée permet d'en saisir la profondeur, inscrite dans des biographies et des éthiques politiques distinctes, voire opposées. Ce fondement social leur donne une objectivité qu'entretiennent les luttes pour les postes locaux et nationaux : dès lors les courants, s'ils ont aussi une dimension instrumentale et s'ils n'épuisent pas la diversité du parti, ne sont pas ici, pour les deux principaux — ceux qui gèrent la fédération et ceux qui en sont exclus —, que des entités de papier. Pour autant la similitude entre le fonctionnement de la fédération d'Ille-et-Vilaine et le parti en ses arènes parisiennes ne doit pas être interprétée comme l'importation ou l'imposition réussie de règles définies extérieurement ; elle doit être ramenée au fait, qu'à la différence du Var et du Pas-de-Calais, le ralliement de réseaux historiquement

Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan, Paris, Belin, « Socio-histoires », 1997.

étrangers au milieu socialiste s'inscrit dans les particularités de la configuration sociale départementale.

CONCLUSION

En choisissant délibérément de ne pas fréquenter les couloirs de la rue de Solferino, en ne donnant pas la parole à ses “éléphants” et en laissant de côté son activité programmatique, notre souci était de réancrer le parti socialiste dans la société française. Non pas pour rappeler, une fois de plus, qu'il est l'expression de la montée des classes moyennes salariées, mais pour rendre compte de la manière dont il en porte concrètement, c'est-à-dire localement, la marque. L'analyse localisée a ainsi permis de mettre en évidence non seulement la diversité des propriétés sociales des dirigeants et des élus du Pas-de-Calais, du Var et d'Ille-et-Vilaine et des réseaux qui irriguent dans chaque cas le parti socialiste, mais aussi l'influence de chaque configuration sociale départementale sur les formes de mobilisation et d'organisation partisans qui y prévalent.

On espère, au terme de cette étude, avoir permis de mieux comprendre pourquoi, derrière le terme fédération, se cache des réalités disparates dans le temps et dans l'espace. Véritable entreprise politique dotée de moyens importants, conduite par un leader disposant d'une grande autorité et pouvant ainsi contribuer efficacement à produire son identité, la fédération du Pas-de-Calais n'a pas grand chose à voir ni avec la “boîte postale” qu'était la fédération du Var jusqu'au milieu des années 80 — les fonctions d'entretien des réseaux politiques et de sélection des candidatures étant remplies par le Conseil général et son président — ni avec la fédération d'Ille-et-Vilaine affaiblie par les luttes de courants et sans grand espace politique propre par rapport à la mairie de Rennes.

Si la forme que prend l'organisation politique ne peut se comprendre qu'en considérant l'ensemble des réseaux qu'ont tissé au cours du temps dirigeants, élus et militants du parti et des organisations agissant dans d'autres secteurs d'activités (syndicats, associations, mutuelles, organes de presse...) et qui constituent ce que nous avons appelé des "milieux partisans", ce n'est cependant pas en vertu d'une dépendance mécanique et univoque qui ferait de l'organisation un simple reflet des rapports sociaux. Le travail des dirigeants apparaît en effet capital. Activant des réseaux, mettant constamment en relation activités sociales et activités proprement politiques, assurant l'ajustement des règles et des usages locaux avec les modalités du fonctionnement national du parti, ils contribuent à accuser ou au contraire à minimiser les traits spécifiques de l'identité fédérale. Dans certains cas, comme dans le Var à la fin des années 70, l'ampleur de leurs conflits peut aussi fortement contribuer à affaiblir les capacités d'intervention du parti, au-delà de ce que les transformations sociologiques et leurs conséquences électorales laissaient prévoir.

Certes des règles organisationnelles, des références et des débats communs, l'identification au(x) leader(s) du parti ou des courants tendent bien à homogénéiser l'organisation sur le territoire national. Ces phénomènes font cependant l'objet d'usages multiples qui souvent les pervertissent en fonction des configurations dans lesquelles ils s'inscrivent. C'est le cas des courants. Ces produits de la règle proportionnelle adoptée au congrès d'Épinay, fréquemment présentés comme les institutions centrales du PS, apparaissent au terme de cette exploration non comme des factions structurées autour de groupes partageant une même histoire sociale et politique, mais comme des groupements fluides dont la continuité ne semble assurée que par le travail de leurs leaders et par les "contrats" unissant ceux-ci à quelques dirigeants locaux²⁸⁹. C'est plutôt une mosaïque et un

²⁸⁹. Sur ce point, on se reportera à l'analyse de la structuration des courants Jospin et Fabius que j'ai menée dans ma thèse de doctorat : F. Sawicki, *La structuration du parti socialiste. Milieux partisans et production d'identités*, Paris I, 1993, chap. 2. On pourra lire aussi l'étude d'O. Dedieu, "Les notables en campagne : luttes et pouvoirs dans la

enchevêtrement de réseaux multiples que fait apparaître l'examen attentif des propriétés sociales et des modalités d'affiliation aux courants.

Ajoutons toutefois que l'étude des mécanismes d'homogénéisation des trois fédérations menée dans cet ouvrage est, toutes choses égales d'ailleurs, parfaitement applicable à la production des tendances du PS sur le plan national, et notamment au travail qu'effectuent leurs dirigeants pour définir leur identité et leur attribuer des marques. Dans cette perspective, étudier la structuration des courants reviendrait à analyser concrètement la constitution et la consolidation des réseaux qui contribuent à en définir les identités (anciens d'un même parti, proches d'un même syndicat ou obédience maçonnique, élus d'une même région liés par des liens purement conjoncturels...) et le travail de stylisation qui tend à désigner, en les simplifiant et en les valorisant, les caractéristiques sociales et politiques des adhérents, ou du moins de leurs porte-parole. Cette démarcation, qui procède le plus souvent par la dénonciation des groupes concurrents présumés démunis de ces caractéristiques valorisées, est la résultante d'une typification réciproque à laquelle participent, plus ou moins consciemment, acteurs politiques, commentateurs et journalistes. L'identité des différents courants pourrait alors être considérée comme le produit d'un travail effectué sur la base des propriétés sociales et des itinéraires politiques revendiqués ou prêtés à chaque groupe en même temps qu'à chaque leader. Ils sont revendiqués ou prêtés non sans raison mais sont l'objet d'une stylisation à partir des propriétés des membres les plus visibles ou les plus en vus, c'est-à-dire aussi ceux qu'on a intérêt à présenter comme tels.

Par-delà le cas des courants du parti socialiste, la posture de recherche adoptée dans cette étude gagnerait selon nous à être appliquée à d'autres organisations partisans. Si le parti communiste comme on l'a rappelé en introduction, ou, à l'étranger, certains partis de masses²⁹⁰, ont déjà pu faire l'objet d'analyses

fédération de l'Hérault du parti socialiste", *Pôle Sud*, n°2, 1995, pp. 101-120.

²⁹⁰. Sur le parti travailliste anglais on lira notamment l'ouvrage de S. MacIntyre, *Little Moscows. Communism and Working-Class Militancy in Inter-War Britain*, London,

sociétales, rares sont encore les recherches sur les partis politiques qui s'efforcent de ne pas séparer les réalités sociales sur lesquelles ils prennent en quelque sorte appui et le travail réalisé par leurs dirigeants et les luttes qui les opposent. L'idée que la politique est aujourd'hui une sphère spécialisée et largement professionnalisée a conduit la grande majorité des politistes à trop se focaliser sur ce dernier aspect. Les conséquences en sont particulièrement dommageables : on ne sait à vrai dire que peu de choses, par exemple, sur les liens qui unissent, localement et/ou nationalement, les dirigeants du RPR avec certains représentants du monde patronal ou du milieu médical. Quand se sont constituées ces relations, comment se consolident-elles, reposent-elles uniquement sur un échange contractuel, sont-elles au principe de clivages homologues au sein du CNPF et de la CSMF et du RPR ?... autant de questions auxquelles le politiste est en peine de répondre. De même, si l'on a pu, à l'aide d'enquêtes sociographiques, rapporter l'opposition entre le RPR et les partis composant l'UDF à des clivages sociaux séparant différentes factions de la bourgeoisie²⁹¹, on connaît très mal les effets de cette opposition sur la manière de faire de la politique qui séparent les membres de ces différents partis et sur les réseaux qu'ils sont en mesure de mobiliser. Le développement actuel de l'implantation du Front national, notamment dans le Sud-Est de la France, qui emprunte pour partie les méthodes des partis de masses classiques (noyautage de certains syndicats et associations, services de proximité, organisation d'activités festives et caritatives...), mais aussi le déclin ou la transformation en profondeur de certains réseaux militants traditionnels, illustre sans doute de la manière la plus cinglante les limites d'une science des partis réduite à l'étude des dirigeants, des résultats électoraux et des effets du système politique. Il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire de traiter les

Croom Helm, 1980. Compte tenu de son localisme et de l'importance des pratiques clientélares dans sa structuration, la démocratie-chrétienne italienne a fait l'objet de nombreux travaux. On trouvera un point de vue synthétique, in P. Allum, "Le double visage de la Démocratie chrétienne", *Politix*, 30, 1995, pp. 24-44.

²⁹¹. D. Gaxie, "Les logiques du recrutement politique", *Revue française de science politique*, XXX, 1, 1980, pp. 5-45

Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan, Paris, Belin, « Socio-histoires », 1997.

partis comme des faits sociaux explicables par d'autres faits sociaux.